

**COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC**  
(Éthique et déontologie)

Dossier: CMQ-66841

Élu visé: ALAIN LAPLANTE  
Maire

Municipalité: VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

Date: 21 mars 2019

---

**LISTE DES PIÈCES DU PROCUREUR DE L'ÉLU VISÉ**

---

- |                      |                                                                                                                              |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| EV-1                 | Tableau des honoraires d'avocats payés par la Ville;                                                                         |
| EV-2                 | Note de service de Michelle Hébert au sujet des mandats juridiques (22 février 2018);                                        |
| EV-3                 | Résolution du comité exécutif CE-2018-02-0064 pour la substitution de Dunton Rainville par Deveau Avocats (28 février 2018); |
| EV-4                 | Résolution du comité exécutif CE-2018-02-0065 révision des dossiers juridiques externes de la Ville (28 février 2018);       |
| EV-5<br>Sous scellée | Opinion juridique de Casavant Mercier, avocats au sujet de la délégation de compétences au comité exécutif (11 avril 2018);  |
| EV-6                 | Courriel de François Vaillancourt aux membres du conseil daté du 17 avril 2018;                                              |
| EV-7                 | Courriel de Alain Laplante à François Vaillancourt daté du 23 avril 2018;                                                    |
| EV-8                 | Capture d'écran d'une publication Facebook de Mélaïne Dufresne du 23 avril 2018;                                             |
| EV-9                 | Demande de convocation d'une séance extraordinaire déposée par 8 conseillers (1 mai 2018);                                   |
| EV-10                | Courriel de François Lapointe à Alain Laplante daté du 1 mai 2018;                                                           |

EV-11	Courriels de Me Jean-François Gagné relatif à l'impossibilité de mener à terme son mandat (2 mai 2018);
EV-12	Déclaration sous serment de François Vaillancourt datée du 4 mai 2018;
EV-13	Courriel de François Vaillancourt aux membres du conseil daté du 9 mai 2018;
EV-14	Retirée;
EV-15	Retirée;
EV-16	Lettre d'Alain Laplante à François Lapointe visant à communiquer sous scellé le rapport de suspension de François Vaillancourt (14 mai 2018);
EV-17 Sous scellée	Rapport au conseil pour la suspension de François Vaillancourt (14 mai 2018);
EV-18	Déclaration sous serment de François Vaillancourt datée 29 mai 2018;
EV-19	Transcription sténographique de l'audition du 30 mai 2018 dans le dossier Guy Grenier c. Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (CS 755-17-002790-189);
EV-20	Retirée;
EV-21	Retirée;
EV-22	Retirée;
EV-23	Résolution du comité exécutif CE-2018-10-0182 relatif aux demandes d'information du maire (17 octobre 2018);
EV-24	Déclaration sous serment de François Lapointe datée du 19 novembre 2018 confirmant que la Ville n'a pas de politique de communications;
EV-25	Retirée;
EV-26	Courriel d'Alain Laplante à Michelle Hébert daté du 28 janvier 2019;
EV-27	Retirée;
EV-28	Retirée;
EV-29	8 courriels transmis à François Vaillancourt par les conseillers en réponse à son courriel du 17 avril 2018;

- EV-30            Tableau confectionné par Alain Laplante « chronologie des événements »;
- EV-31            Entente et transaction dans le dossier de Guy Grenier c. Ville de Saint-Jean-sur Richelieu (CS 755-17-002790-189) datée du 30 mai 2018;
- Sous scellée
- EV-32            Notes personnelles prises par Alain Laplante lors de sa rencontre avec François Vaillancourt le 12 mars 2018 dans le bureau du maire;
- EV-33            Notes personnelles prises par Alain Laplante à propos de l'intervention de François Vaillancourt en comité plénier;
- EV-34            Courriel de François Vaillancourt à Alain Laplante daté du 25 février 2018;
- EV-35            Courriel d'Alain Laplante à Me Jean-François Gagné daté du 12 mars 2018;
- EV-36            Courriel d'Alain Laplante à François Vaillancourt le 13 mars 2018;
- EV-37            Courriel de François Vaillancourt à Alain Laplante daté du 13 mars 2018;
- EV-38            Courriel réponse d'Alain Laplante à François Vaillancourt daté du 13 mars 2018;

EV-1

Bureaux d'avocats	2014	2015	2016	2017	Total
Bélanger Sauvé avocats	361 599,79 \$	348 873,27 \$	332 096,25 \$	162 184,13 \$	1 204 753,44 \$
Dunton Rainville, avocat	243 231,92 \$	292 115,12 \$	227 528,10 \$	156 430,05 \$	919 305,19 \$
Paquette Gadler Inc.	559 610,95 \$	- \$	- \$	- \$	559 610,95 \$
Lemieux, Marchand, Hamelin, avocats	89 181,89 \$	87 192,76 \$	85 417,08 \$	90 870,36 \$	352 662,09 \$
Dubois & Associés	- \$	6 914,51 \$	113 813,43 \$	54 639,84 \$	175 367,78 \$
Daneau Luc, avocat	62 446,86 \$	35 229,36 \$	25 822,28 \$	24 853,49 \$	148 351,99 \$
Frédéric Carle avocats	55 794,41 \$	22 255,33 \$	61 448,65 \$	- \$	139 498,39 \$
Therrien Couture S.E.N.C.R.L.	14 938,60 \$	102 914,20 \$	4 121,78 \$	1 387,19 \$	123 361,77 \$
Me Marc-Antoine Carette	35 880,68 \$	6 408,25 \$	13 317,93 \$	- \$	55 606,86 \$
Les avocats Le Corre & Associés, S.E.N.C.R.L.	- \$	- \$	- \$	47 251,66 \$	47 251,66 \$
Trudel Nadeau, avocats	27 266,48 \$	18 241,43 \$	793,79 \$	- \$	46 301,70 \$
Dufresne Hébert Comeau Inc.	13 653,61 \$	6 789,42 \$	8 947,41 \$	13 901,68 \$	43 292,12 \$
Langlois avocats, S.E.N.C.R.L.	- \$	- \$	- \$	34 159,37 \$	34 159,37 \$
Lechasseur avocats Ltée	2 931,59 \$	25 615,84 \$	5 166,80 \$	- \$	33 714,23 \$
Roy Bélanger Dupras, avocats	- \$	- \$	10 493,38 \$	20 450,65 \$	30 944,03 \$
Casavant Mercier avocats	- \$	- \$	6 166,81 \$	18 487,78 \$	24 654,59 \$
Fasken Martineau Dumoulin avocats	- \$	- \$	- \$	21 422,40 \$	21 422,40 \$
Robinson, Sheppard, Shapiro	- \$	3 190,91 \$	3 780,66 \$	7 361,82 \$	14 333,39 \$
Francine Lamy Médiation et arbitrage Inc.	3 737,96 \$	10 100,56 \$	- \$	422,54 \$	14 261,06 \$
St-Pierre avocats	- \$	- \$	4 590,08 \$	4 599,00 \$	9 189,08 \$

Bureaux d'avocats	2014	2015	2016	2017	Total
Stephen Angers, avocats	2 345,49 \$	- \$	- \$	6 826,64 \$	9 172,13 \$
Langlois, kronstrom, Desjardins, S.E.N.C.R.L	5 795,09 \$	2 280,58 \$	- \$	- \$	8 075,67 \$
Bibeau Normand , avocat	3 589,81 \$	432,02 \$	- \$	2 658,80 \$	6 680,63 \$
Me Nathalie Faucher	452,72 \$	359,30 \$	5 590,32 \$	- \$	6 402,34 \$
Lafortune Légal	- \$	- \$	3 183,77 \$	- \$	3 183,77 \$
Me Tristan Desjardins, avocats	2 896,42 \$	- \$	- \$	- \$	2 896,42 \$
Rancourt Jean-Pierre	- \$	- \$	- \$	2 688,48 \$	2 688,48 \$
Guay Richard avocats	287,44 \$	2 055,53 \$	- \$	- \$	2 342,97 \$
Me Richard Bertrand	- \$	- \$	- \$	1 520,89 \$	1 520,89 \$
Morency, société d'avocats	- \$	- \$	1 332,56 \$	- \$	1 332,56 \$
Barette avocats	- \$	215,58 \$	- \$	885,31 \$	1 100,89 \$
Me Huguet April	163,84 \$	923,85 \$	- \$	- \$	1 087,69 \$
Lancôt avocats	436,91 \$	- \$	- \$	- \$	436,91 \$
Me Guylaine Lavigne	287,43 \$	- \$	- \$	- \$	287,43 \$
Me Nathalie Massicotte	- \$	- \$	- \$	160,97 \$	160,97 \$
<b>Total</b>	<b>1 486 529,89 \$</b>	<b>972 107,82 \$</b>	<b>913 611,08 \$</b>	<b>673 163,05 \$</b>	<b>4 045 411,84 \$</b>

EV-2

## NOTE DE SERVICE

DESTINATAIRES : Membres du comité de direction  
DATE : Le 22 février 2018  
OBJET : Nouvelles procédures – Honoraires juridiques

---

Mesdames, messieurs,

Vous n'êtes pas sans savoir que les honoraires juridiques sont actuellement scrutés à la loupe. Vous n'êtes pas sans savoir non plus que des efforts sont déployés depuis l'automne 2016 pour resserrer la gestion de ces nombreux mandats externes. Nous avons actuellement de très bons résultats en terme d'économie de coûts et de développement d'expertise interne. Des procédures ont également été déployées afin de gérer des problématiques « en amont », permettant d'éviter les écueils qui génèrent des litiges et/ou des honoraires; citons à titre d'exemple la révision et l'uniformisation de clauses administratives dans les devis d'appel d'offres, le suivi serré des causes de réclamations citoyennes afin de faire davantage de prévention sur le terrain ou la meilleure coordination entre les Affaires juridiques et le Greffe permettant de maximiser le recours aux connaissances juridiques internes.

Pour cette première phase d'amélioration, bravo et merci à tous !

Nous arrivons à une seconde phase d'efforts à déployer. Suite à quelques problèmes rencontrés avec des mandats donnés sans que ceux-ci n'aient été dûment approuvés par le conseil (ou CE), voici une nouvelle procédure simple qui respectera les intervenants (services) et surtout les Affaires juridiques qui se doivent d'être les maîtres d'œuvre de tous les mandats ou demandes d'opinions juridiques.

### **Nouvelle procédure pour toute demande de mandat ou opinion juridique**

À compter de maintenant, toute demande de mandat ou d'opinion juridique devra obligatoirement passer par notre Division des affaires juridiques qui se chargera soit de la demande d'opinion, soit de compléter le sommaire décisionnel approprié, en s'assurant de la justification et de l'imputation comptable (si le mandat doit être assumé par un service, il devra fournir son poste budgétaire en ce sens). C'est la Division des affaires juridiques qui pourra octroyer le mandat suite à l'approbation par le conseil ou CE via l'émission d'un bon de commande par la Division des approvisionnements. Le suivi du dossier sera ainsi assuré ainsi que la justification des frais.

En cours de mandat, il est plus que probable que les professionnels aient besoin de communiquer avec le service demandeur. Il demeure donc de la responsabilité de ce service d'en informer les Affaires juridiques pour le suivi de la facturation.

Cette centralisation des dossiers permettra de déployer également une approche uniformisée « d'estimation préalable des frais », qui est également un outil simple et efficace de contrôle des coûts.

Sachant pouvoir compter sur votre collaboration dans ce nouveau volet, je vous remercie à l'avance de votre apport.

Cordialement,



Michelle Hébert  
Directrice générale adjointe

/loc

EV-3

**Comité exécutif**

**Séance ordinaire du 28 février 2018**

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, tenue le 28 février 2018, à 13h30, dans la salle des Comités à l'hôtel de ville, à laquelle sont présents madame Maryline Charbonneau, ainsi que messieurs Justin Bessette et Marco Savard, siégeant sous la présidence de monsieur Alain Laplante, le tout formant quorum.

Madame Mélanie Dufresne est absente.

Madame Michelle Hébert, directrice générale adjointe, est présente.

Monsieur Stéphane Beaudin, directeur général adjoint, est présent.

Monsieur François Lapointe, secrétaire, est présent.

- - - -

**CE-2018-02-0064**

**Modification de la résolution n° CE-2017-10-0429**

CONSIDÉRANT que la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu ainsi que le « Groupe Guy Samson » sont poursuivis par « Le Groupe Maurice inc. » et résidence « La Cité des Tours inc. » devant la Cour supérieure dans le dossier 755-17-002672-171 ;

CONSIDÉRANT l'importance de cette affaire et qu'il y a lieu que le Comité exécutif soit adéquatement informé de la situation prévalant dans cette affaire en cours en vue de reconsidérer, si nécessaire, les positions prises au nom de la Ville ;

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau  
APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

De modifier le 1<sup>er</sup> alinéa de la résolution n° CE-2017-10-0429 par le remplacement des mots « Dunton Rainville » par les mots « Deveau Avocats » à compter de la date d'adoption de la présente résolution et que les dossiers concernés soient transférés en conséquence.

Monsieur Marco Savard vote contre cette proposition.

ADOPTÉE

\_\_\_\_\_  
Alain Laplante  
Président

\_\_\_\_\_  
François Lapointe  
Secrétaire



**Comité exécutif**

**Séance ordinaire du 28 février 2018**

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, tenue le 28 février 2018, à 13h30, dans la salle des Comités à l'hôtel de ville, à laquelle sont présents madame Maryline Charbonneau, ainsi que messieurs Justin Bessette et Marco Savard, siégeant sous la présidence de monsieur Alain Laplante, le tout formant quorum.

Madame Mélanie Dufresne est absente.

Madame Michelle Hébert, directrice générale adjointe, est présente.

Monsieur Stéphane Beaudin, directeur général adjoint, est présent.

Monsieur François Lapointe, secrétaire, est présent.

- - - -

**CE-2018-02-0065**

**Révision des dossiers juridiques externes de la Ville**

CONSIDÉRANT l'importance des affaires juridiques de la Ville ;

CONSIDÉRANT les sommes très importantes engagées par la Ville dans les affaires juridiques et dans de nombreux litiges ces dernières années ;

CONSIDÉRANT que le Comité exécutif a des raisons de croire que des mandats ont été octroyés sans avoir été dûment approuvés ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu pour le Comité exécutif de prendre connaissance avec exactitude de la situation pour l'ensemble des affaires juridiques de la Ville ;

PROPOSÉ PAR : monsieur Justin Bessette

APPUYÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

D'intégrer le préambule de la présente résolution au dispositif de celle-ci pour en faire partie intégrante.

De mandater à toutes fins que de droit, les avocats Deveau Avocats pour : 1) s'enquérir de l'état des dossiers juridiques externes de la Ville, à l'exception de tous ceux reliés à la résolution 2017-10-0732 et concernant directement ou indirectement monsieur Justin Bessette, 2) pour procéder à transmettre au Comité exécutif une opinion sur l'état de ces dossiers avec des recommandations afin que 3) suite aux recommandations reçues, le Comité exécutif puisse donner des instructions appropriées dans chacun des dossiers aux avocats concernés.

De requérir les avocats concernés qu'ils  
collaborent en vue de la bonne exécution de la présente  
résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

---

Alain Laplante  
Président

---

François Lapointe  
Secrétaire

**De :** Vaillancourt, François  
**A :** Dufresne, Mélanie; Auger, François; Fontaine, Jean; Langlois, Jan; Charbonneau, Claire; Charbonneau, Maryline (Conseil municipal); Berthelot, Yvan; Bessette, Justin; Savard, Marco; Marcoux, Christiane; Poissant, Patricia; Gendron, Michel; Laplante, Alain  
**Cc :** Hébert, Michelle (Direction générale); Beaudin, Stéphane  
**Objet :** ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL  
**Date :** 17 avril 2018 12:00:09  
**Importance :** Haute

---

Monsieur le maire, dames et messieurs les conseillers et conseillères,

Suite au point discuté hier soir à huis-clos et concernant des demandes, observations et documents soumis à mon intention par certains d'entre vous à l'égard du chef de cabinet, j'aurais besoin de votre assistance précieuse.

J'ai ainsi reçu depuis hier soir de la correspondance à l'égard du chef de cabinet et il appert que de nombreux conseillers souhaiteraient préciser confidentiellement et, par écrit, leurs observations concernant les manquements de monsieur Grenier dans ses devoirs et obligations de loyauté envers le conseil municipal et l'administration en général. Compte tenu de la sensibilité extrême du dossier en question, plusieurs d'entre vous souhaiteraient effectivement que cette démarche demeure et soit excessivement confidentielle, comme pour tout autre dossier concernant un employé de la ville.

À la lumière des documents soumis hier soir en plénier par la conseillère C. Charbonneau, il a été démontré et signifié que monsieur Grenier est un dirigeant du Parti politique Équipe Laplante, en date du 16 avril 2018. Il nous a été soumis en outre que le chef de cabinet possède une entreprise de consultation stratégique et qu'il est inscrit sur le registre des entreprises. Cette entreprise apparaît aussi sur le site des pages jaunes à ce titre.

J'aurais ainsi besoin que vous me soumettiez des commentaires, le cas échéant, concernant la nature ou qualité de son soutien à votre égard ou de toute autre observation concernant ses activités professionnelles et de ses relations à votre égard à titre de chef de cabinet. Je vous rappelle que son contrat d'emploi spécifie qu'il est affecté à la « mairie » et qu'il doit supporter le maire, la direction générale, et finalement, tous les membres du conseil municipal, nonobstant l'affiliation politique de chacun ou chacune.

Tous les commentaires, observations et/ou documents qui nous seront transmis seront analysés rapidement avec probité et rigueur par la direction générale. Puis-je solliciter votre apport avec célérité puisque l'analyse de ce dossier excessivement sensible tiendra compte de vos commentaires ou observations concernant notre employé municipal. Je vous prierais de me soumettre très rapidement, de façon confidentielle, vos précieuses observations ou commentaires à mon intention seulement.

Permettez-moi de vous rassurer quant à l'entière confidentialité du processus. Merci beaucoup et bonne fin de journée.

François

**François Vaillancourt**  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2406

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

**Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!**

EU-7

De : Lapointe, Alain  
A : Vaillancourt, François  
Cc : Lapointe, François  
Objet : Dossier touchant mon chef de cabinet  
Date : 23 avril 2018 08:07:28

---

Bonjour François,

En vertu de mes droits de l'article 52 de la Loi sur les cités et villes dont ceux de surveillance, d'investigation et de contrôle sur tous les départements et les fonctionnaires ou employés de la municipalité, je souhaite obtenir copie de tout le dossier touchant mon chef de cabinet.

En prévision l'assemblée du conseil de ce soir, pour mon étude du dossier, je souhaite obtenir, dans les plus brefs délais, tous les documents pertinents et connaître l'ensemble des faits qui ont permis à la firme Fasken de baser leur opinion juridique.

Sans limiter ma demande, je souhaite obtenir les documents suivants :

- Tous les documents et échanges concernant le mandat que vous dites avoir reçu du conseil de la ville, concernant mon chef de cabinet.
- Tous les documents et échanges à la base ou référés dans vos courriels du 17 avril 12h00 et du 18 avril 22h56.
- Tous les échanges entre la direction générale et les élus relativement à mon chef de cabinet.
- Le mandat qui a été donné à la firme Fasken, dont la lettre du 18 avril référée dans leur avis juridique.
- Tous les échanges avec les avocats de chez Fasken.
- Toutes les informations transmises aux avocats de chez Fasken.
- L'estimation des coûts pour ce mandat.
- L'estimation des coûts encourus à ce jour.
- Les notes de François Lapointe prises lors de la rencontre urgente du 20 avril.
- La confirmation qu'aucune vérification factuelle n'a été faite par Fasken ou vous-même auprès de Guy Grenier quant aux allégations le concernant.

Cordialement,

**Alain Laplante**

Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu

[a.laplante@sjsr.ca](mailto:a.laplante@sjsr.ca)

450 357-2095

**Alain Laplante**

Maire

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Poste : 2095

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!



Melanie Dufresne a partagé une publication

23 avril 2018 Saint-Jean-sur-Richelieu

C'est vraiment le maire de la 11e plus grande ville du Québec ?? Malaise... je suis sous le choc. Rappelez-vous que le maire est maire d'une grande ville élu majoritairement par d'autres formations (conseillers) que ceux de l'équipe Laplante. Que 16 000 ont votés contre M Laplante. Monsieur Laplante vous devez être rassembleur. Une grosse machine ne se change pas en claquant des doigts. Je crois qu'il y a de meilleures façons de procéder. Mon humble opinion.



Alain Laplante

23 avril 2018

Depuis mon élection à la mairie de SJSR, plusieurs d'entre vous avez remarqué la frustration et la mauvaise foi de certains élus à la table du conseil. Ce que vous voyez lors des séances publiques n'est que la pointe de l'iceberg. L'équipe Berthelot fait tout pour me mettre des bâtons dans les roues et nuire à ma bonne gouvernance. Ne vous inquiétez pas, je ne baisserai pas les bras. Ce soir 19h30, suivez-nous en direct sur YouTube ou venez nous rejoindre à la séance du conseil.

<https://www.youtube.com/user/VilleStJeanRichelieu>

Jean Fontaine, Gilles Rheault et 16 autres

55 commentaires 7 partages

J'aime

Commenter

Partager



Mike M Vincent C'est quand même de la transparence Melanie et la vérité 😊

J'aime Répondre 47 sem

Masquer 27 réponses



Melanie Dufresne Ça nuit à l'image de notre ville. Il y a des façons de faire plus intelligente, je suis déçue.

J'aime Répondre 47 sem Modifié



Mike M Vincent Je comprend ta déception imagine celle des citoyennes et citoyens de voir un parti être des "empêcheurs" d'évoluer et d'avancer.

J'aime Répondre 47 sem



Melanie Dufresne Mike M Vincent il suffit de s'asseoir et négocier... Ça s'appelle avoir un quotient émotionnel.

J'aime Répondre 47 sem



Mike M Vincent Oui effectivement négocier je suis d'accord... Mais pas comme des huîtres fermées.


J'aime Répondre 47 sem



Yves Cloutier Madame Dufresne, si c'est aussi simple que de s'asseoir et négocier, vous auriez pu le faire lorsque vous étiez dans « l'équipe fecteau » au lieu de vous retirer. Vous n'aviez qu'à utiliser votre quotient émotionnel.


J'aime Répondre 47 sem

EU-8

 **Melanie Dufresne** Yves Cloutier je ne suis pas Maire mon cher ami. La question se pose, vous êtes en accord avec ses propos tant mieux pour vous


J'aime Répondre 47 sem



 **Melanie Dufresne** Et rappelez vous que le maire est maire d'une grande ville élu majoritairement par d'autres entités que ceux de l'équipe Laplante... Que 16 000 ont votés contre M Laplante. Je crois qu'il y a de meilleur façons de procéder. Mon humble opinion.

J'aime Répondre 47 sem Modifié



 **Yves Cloutier** Madame Dufresne, je ne crois pas vous avoir dit que vous étiez Mairesse de la Ville. Vous semblez pas vouloir faire face à vos positions. Dans les faits, vous n'êtes pas parvenu à vous entendre avec votre ancien parti politique, vous avez alors démissionné... Voir plus


J'aime Répondre 47 sem



 **Melanie Dufresne** Yves Cloutier INDEPENDANTE c'est tout ce que j'ai à vous dire

J'aime Répondre 47 sem



 **Yves Cloutier** Madame Dufresne, je présume que vous venez de me donner un exemple de ce qu'est le « QUOTIENT ÉMOTIONNEL » Merci pour l'explication


J'aime Répondre 47 sem



 **Melanie Dufresne** Yves Cloutier vous êtes sympathique 😊

J'aime Répondre 47 sem



 **Yves Cloutier** Madame Dufresne, moi je vous ai toujours trouvé gentille et malgré le fait que nous avons peut-être de petits différents sur certains sujets. Je vous trouve encore gentille

J'aime Répondre 47 sem



 **Jean Fontaine** Je dirais plus PATHÉTIQUE

J'aime Répondre 47 sem



 **Mike M Vincent** PATHÉTIQUE ????

J'aime Répondre 47 sem




 **Yves Cloutier** Jean Fontaine, qu'est-ce qui est PATHÉTIQUE ?

J'aime Répondre 47 sem

 **Yves Cloutier** Un bel exemple qui démontre la différence entre l'intelligence et l'instruction.

J'aime Répondre 47 sem

 **Yves Cloutier** Pauvre type, l'irritabilité est souvent un appel à l'aide, un signe de détresse ou de dépression. Vous devriez consulter.

J'aime Répondre 47 sem



 **Philip Dufresne** Yves Cloutier ok ça suffit la politique de bas étage svp

J'aime Répondre 47 sem



 **Etienne Duval**







J'aime Répondre 47 sem

**Yves Cloutier** Je te replace Philip Dufresne Tu ramassais les vidanges pour Axim et j'avais pris ta défense lorsqu'un entrepreneur en céramique s'en est pris à toi Je me souviens très bien de toi comment tu faisais pitié Tu es beaucoup plus brave derrière un écran

J'aime Répondre 47 sem

**Philip Dufresne** Je ne vois pas pourquoi tu le prend de travers de et encore moins pourquoi tu me ressort de vieux souvenir si tu avais pris ma défense c'est que ça devait être justifié, relis toi plus haut et tu vas comprendre 😊

J'aime Répondre 47 sem

**Yves Cloutier** Mélanie Dufresne, les citoyens devraient se réjouir de vous avoir élu. Je crois fermement qu'ils ont fait un bon choix. J'ai remarqué deux choses que vous faites très bien. Vous prenez votre travail de conseillère à cœur et vous rehaussez le débat pour... Voir plus

J'aime Répondre 47 sem

**Dominique Racine** Out tous ce que je peux dire je suis très déçu de certains des élus

J'aime Répondre 47 sem

**Caroline Lemaire** Monsieur Jean Fontaine se qui est pathétique ces bien les rues de st Eugène

J'aime Répondre 47 sem

**Jessie Tremblay** Monsieur Fontaine, ce qui est pathétique c'est de s'exprimer sur une plate forme publique, avec un seul mot sans explication et sans argument. Vous venez de prouver que vous êtes une petite personne, un autre qui faisait son tétéux dans St Eugène l'au... Voir plus

J'aime Répondre 47 sem

**Philip Dufresne** Caroline Lemaire ok a la defense de jean fontaine ce n'est pas lui qui patch les rues de st-jean mais les cois bleu et on est en manquee d'effectif pour la grandeur de notre ville il manque au moins 10 poste permanant pour mieux servir la ville

J'aime Répondre 47 sem Modifié

**Caroline Lemaire** Jessie Tremblay ces se que je voulais dire quand j'ai rencontrer monsieur pour mon vote il promettait plein de chose pour le secteur st Eugène don ma rue qui innonte constamment

J'aime Répondre 47 sem



Répondre



**Philip Dufresne** Laplante il montre juste son opinion en faisant sa victime ça prendrais l'opinion de Berthelot aussi lui aussi doit avoir la ville à coeur

J'aime Répondre 47 sem

**Philip Dufresne** Il faut mettre son ego de côté et travailler avec le gros bon sens

J'aime Répondre 47 sem

**Jean Dubé** Philip Dufresne la ville ou l'ancienne équipe Fecteau ? Il y a toute une différence entre les 2 car les intérêts de la ville sont souvent passés deuxième

J'aime Répondre 47 sem

 **Philip Dufresne** Malheureusement

J'aime Répondre 47 sem



Répondre...



**Jean Christian Mondor** Moi ce qui me désole le plus Mélanie, c'est les guerre d'ego émotionnel. Je peux comprendre que certaine personne autour de la table se sentent blessé par certaines décisions et/ou commentaire, mais ce n'est pas non plus en répliquant par des attaques... Voir plus

J'aime Répondre 47 sem



13



**Mike M Vincent** Faut savoir Philip que l'Équipe Alain Laplante a une vision à promouvoir et je crois que Yvan Berthelot a eu plusieurs années pour se faire entendre maintenant il y a du renouveau et il faut comprendre un peu la situation, qui semble déchirer l'équipe Fecteau de ne pouvoir toujours avoir raison

J'aime Répondre 47 sem



2



**Mylène Gravel** Merci pour ce commentaire. Il faut être forte pour s'exprimer ainsi et je trouve bas de mettre le blâme sur les autres. Je trouve le commentaire de M. Raymond très approprié.

Poste à l'air

Chère Mélanie,  
C'est un très bon point de vue. Je pense que  
l'important n'est pas de se battre, mais de  
travailler ensemble pour le bien de la ville.  
Je suis d'accord avec toi sur le fait que  
certains élus ont du mal à écouter les  
autres. Mais je pense que c'est aussi le  
cas de certains citoyens. Il faut être  
ouvert d'esprit et accepter les différences.  
C'est le seul moyen de progresser.  
Je te remercie pour ton message.  
Bonne nuit.

J'aime Répondre 47 sem



**Joanne Paré** Je trouve dommage cette division. À mon avis, il ne devrait pas y avoir d'équipe au municipal. Tous les élus devraient travailler ensemble pour les citoyens. Je souhaite que cela s'arrange pour le mieux.

J'aime Répondre 47 sem



2



**Philip Dufresne** je pensait que c'était déjà de même

J'aime Répondre 47 sem



**Guillaume Hamelin-Koala Dévoué** Un Maire ce doit d'être rassembleur, je suis entièrement d'accord sur ce point, mais pas évident quand celui-ci se fait "piquer" à la plupart des séances du conseil. Notre maire "se bat" et fait son gros possible. Honnêtement, c'est malheureux mais tant et aussi longtemps que ce ne sera pas tout le monde qui iront dans la même direction, (et je ne parle pas ici du fait que chacun puisse avoir leur opinion) il sera très difficile de faire une seule équipe avec les 12 élus. C'est plat à dire, mais en ce moment il y a belle et bien une équipe Berthelot, 3 indépendant et une équipe Laplante qui vont dans des directions différentes. Je suis très conscient que ce n'est pas chose facile de rassembler tout le monde, mais pour y arriver il faut de la volonté de tous. Sur ce, personne est parfait, l'important c'est de faire son gros possible, dans le respect de tous et pensez aux citoyens qui vous ont élus. Être ouvert aux autres, l'écoute, l'esprit d'équipe, la collaboration sont là des vertus importantes pour bâtir notre ville, mais pour l'instant cela ne semble pas être tout le monde qui semble être sur cette ligne de pensée. J'y crois, un jour ça viendra !

J'aime Répondre 47 sem Modifié



2



**Gilbert Proulx** Dommage une telle défense sur la place publique. En tout respect je déplore, comme plusieurs autres et sans prendre aucun parti, que c'est ENSEMBLE que nous devons aller de l'avant dans une seule et même nouvelle équipe renouvelée. Cessons de comment... Voir plus

J'aime Répondre 47 sem



2



**Andre Lafrance** Melanie Dufresne Le maire Laplante fait face a une grande leçon de démocratie municipal. Comme je lui ai rappelé lors de notre rencontre à laquelle vous participiez, il se doit de maîtriser ce que nous appelons l'art du compromis. Le maire devra donc...

Voir plus



J'aime Répondre 47 sem Modifié



**Mario Melançon** Le jour (qui n'arrivera pas) où il n'y aura plus de partis politiques au niveau municipal.... Alors là, et là seulement, les élus travailleront pour les citoyens et non pour un parti quelconque... Vive les indépendant(e)s !!!



J'aime Répondre 47 sem



**J-d Martin** Ben d'accord avec toi mario je pense que Berthelot a fait son temps et qu'il est la personne la plus nuisible pour notre ville un vrai Viper



J'aime Répondre 47 sem Modifié



**François Auger** Bien dit Mélanie

J'aime Répondre 47 sem



**Jessie Tremblay** Félicitations pour cette intervention si complète M Auger, c'est la première fois depuis vos débuts en politique municipale où vous exprimez votre opinion sur un sujet chaud. Quel première!

J'aime Répondre 47 sem



**François Auger** Je suis mal à l'aise avec les réseaux sociaux... malhabile. J'ai toujours l'impression de faire quelques chose incorrectement.

J'aime Répondre 47 sem



**Andre Lafrance** Melanie Dufresne Doit-on le dire le ton accusateur du maire est tout à fait désolant. Le rôle de maire est de rassembler autour de lui une majorité de conseillers qui ont un but commun dans l'intérêt du public. Je me dois de constater qu'il a failli l... Voir plus



J'aime Répondre 47 sem Modifié



**Gab Lépine** My god ça va pas bien, pourtant va falloir que vous appreniez à vous respecter et à travailler ensemble. Vous êtes une équipe mettez un peu d'eau dans votre vin!



J'aime Répondre 47 sem



**Angèle Rejean** Viens je suis fier de toi, Angèle Rejean Viens



J'aime Répondre 47 sem



**Philippe Sabourin** C'était Épouvantable.



J'aime Répondre 47 sem



**Dominique Racine** Ouf tous ce que je peux dire je suis très déçu de certains des élus

J'aime Répondre 47 sem



**J-d Martin** Les prochaines election risque de faire tres mal a certain d entre vous les gens on une mémoire et vous joué avec notre argent



J'aime Répondre 47 sem



**Andre Lafrance** Règle générale, la mémoire collective des Québécois est de 24 heures...



J'aime Répondre 47 sem



**Gilles Rheault** J'espere qu'ils ont une mémoire pcq dans 4 ans ca risque d'être oublié pour certains. Triste Bonne chance Madame Mélanie

J'aime Répondre 47 sem



Répondre





**Jessie Tremblay** Monsieur Fontaine, ce qui est pathétique c'est de s'exprimer sur une plate forme publique, avec un seul mot, sans explication et sans argument. Vous venez de prouver que vous êtes une petite personne, un autre qui faisait son têtoux dans St Eugène l'au... Voir plus

J'aime Répondre 47 sem



Votre commentaire...



EV-9

Saint-Jean-sur-Richelieu le 1 mai 2018

Monsieur Alain Laplante

Maire

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Nous soussignés, demandons qu'une rencontre extraordinaire du conseil municipal soit tenue le mercredi 2 mai 2018 à 18 heures.

Lors de cette rencontre, le conseil se penchera sur l'abrogation du règlement 0662, règlement concernant le comité exécutif.

Jan [Signature]

Clair [Signature]

Milanie Dupresne

Christiane [Signature]

Yves [Signature]

Valérie Pissard

Yves [Signature]

[Signature]

Reçu à 11h18 le  
1<sup>er</sup> mai 2018

Lucie Louchard

Reçu à 10h37

le 2 Mai 2018

[Signature]

c.c. : Me François Lapointe Greffier

François Vaillancourt, Directeur général

EV-10

**De :** Lapointe, François  
**A :** Laplanche, Alain  
**Cc :** Hébert, Michelle (Direction générale); Beaudin, Stéphane; Vaillancourt, François  
**Objet :** Séance extraordinaire du conseil municipal  
**Date :** 1 mai 2018 11:39:17

---

Bonjour M. Laplanche,

Je viens de recevoir une demande de convoquer la tenue d'une séance extraordinaire du conseil municipal. Cette demande est signée par 8 conseillers municipaux et spécifie que les affaires qui seront traitées au cours de cette séance sont les suivantes :

- Abrogation du règlement no 0662, règlement concernant le comité exécutif.

En conséquence, conformément à l'article 324 de la *Loi sur les cités et villes*, je vais dresser et transmettre un avis de convocation pour la tenue, le mercredi, 2 mai 2018, à 18h, d'une séance extraordinaire du conseil municipal.

Meilleures salutations,

François Lapointe, OMA  
Directeur et greffier  
Service du greffe  
Poste : 2384

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

EV-11

**De :** Thivierge, Annie  
**A :** Laplanche, Alain; Vaillancourt, Francois  
**Objet :** TR: 51518 RE: Révision des dossiers  
**Date :** 16 mai 2018 14:23:01  
**Pièces jointes :** image003.png  
image004.png  
image005.png  
image002.png

---

Bonjour Alain,

Tel que convenu

Bonne fin de journée

**Annie Thivierge**  
Avocate-conseil  
Affaires juridiques  
Poste : 2124

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

---

**De :** Jean-François Gagné [mailto:jfgagne@deveau.qc.ca]

**Envoyé :** 2 mai 2018 11:37

**À :** Thivierge, Annie <A.Thivierge@sjsr.ca>

**Cc :** Mario Lavoie <mlavoie@deveau.qc.ca>

**Objet :** RE: 51518 RE: Révision des dossiers

Chère consoeur,

Vu un procès discontinu sur deux semaines qui commence lundi, je suis maintenant devenu indisponible cette semaine pour cause de préparation dudit procès. Le soussigné et Me Lavoie serions disponibles le 10 mai prochain.

Toutefois, comme mentionné dans notre précédent courriel, puisque nous n'avons toujours rien concernant les dossiers des ressources humaines, nous sommes d'avis que nous devons terminer notre mandat faute d'avoir eu toutes les informations essentielles à sa réalisation, pour la partie des ressources humaines seulement, depuis l'adoption de la résolution de février dernier. Nous désirons rappeler toute notre appréciation pour votre collaboration en ce qui concerne les dossiers qui ne sont pas du ressort des ressources humaines et vous en remercions.

Sauf avis contraire de votre part, nous cessons toute activité en lien avec le mandat issu de la résolution CE-2018-02-0065.

Salutations,

Jean-François Gagné, avocat, Adm.A.



2540, boul. Daniel-Johnson, bureau 400, Laval (Québec) H7T 2S3  
T: 450.686.1122 poste 2241 T: 1.866.686.1122 F: 450.686.2822

LAVAL OUTAOUAIS RIVE-SUD ROSEMERE SAINT-JÉRÔME ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Le contenu du présent courriel, y incluant tout fichier pouvant y être annexé, est confidentiel et protégé par le secret professionnel. Il n'est destiné qu'à son destinataire exclusivement. Si vous n'êtes pas le destinataire de ce courriel, vous êtes formellement avisé que toute lecture, reproduction, transmission, publication et/ou divulgation d'une partie ou de l'ensemble de celui-ci ainsi que de tout document pouvant y être annexé est strictement interdite. Si ce courriel vous a été transmis par erreur, nous vous prions d'en aviser l'expéditeur immédiatement et de détruire sans délai tout exemplaire du présent courriel et de tout document pouvant y être annexé.

The content of the present email, including any attachment thereto, is confidential and protected by the oath of professional secrecy. It is intended for the named recipient therein. If you are not the named recipient thereof, you are hereby formally advised that any reading, copying, transmission, publication and/or communication of all or any part thereof or of any document which may be annexed thereto are strictly prohibited. If this email was communicated to you in error, would you please advise the sender thereof immediately and destroy without delay any copy of the present email and any document which may be annexed thereto.

Deveau, Gagné, Lefebvre, Tremblay et associés s.e.n.c.r.l.

**De :** Jean-François Gagné

**Envoyé :** 27 avril 2018 11:23

**À :** 'Thivierge, Annie'

**Cc :** Mario Lavoie

**Objet :** RE: 51518 RE: Révision des dossiers

Chère consoeur,

J'ai bien reçu votre courriel et je vous en remercie.

Nous aurions aimé avoir les informations requises avant la rencontre car nous croyons que nous aurions été en mesure de vous indiquer notre conclusion préliminaire pour chacun des dossiers sous réserve évidemment de vos commentaires. En fait, en référence avec notre lettre de compréhension de mandat du 6 avril 2018 dernier, nous sommes d'avis que la presque totalité des dossiers de la liste que vous nous avez fournie tomberaient dans la catégorie a) soit «Statu quo». M Les dossiers listés sont majoritairement des dossiers usuels en matière municipale.

Je serais disponible pour une rencontre de travail les 2 ou 4 mai prochain. Si je règle un dossier judiciaire prévu à procès à compter du 7 mai, j'aurai alors automatiquement d'autres disponibilités. Pour cette rencontre, en regard des dossiers de ressources humaines, nous avons prévu être accompagné de Me Mario Lavoie un avocat spécialisé en la matière de grande expérience.

Toutefois, force est de constater qu'il y a une problématique importante en vue de la rencontre projetée.

En effet, nous n'avons reçu qu'une liste partielle des dossiers visés par la résolution CE-2018-02-0065 en ce que rien ne nous a été soumis pour les dossiers des ressources humaines. En fait, nous sommes sans aucune information concernant les dossiers juridiques externes des ressources humaines et cela nous empêche d'exécuter une bonne partie du mandat légalement confié à notre cabinet en d'une résolution dûment adoptée. Nous espérons que cette situation n'est pas reliée aux questionnements soulevés en début de ce mandat qui a déjà été engagé depuis près d'un mois et le cas échéant, nous pourrions aisément répondre à nouveau à ces questionnements puisque nous avons alors fait nos propres vérifications légales soutenant la validité de ces mandats. Nous en



avons d'ailleurs discuté de vive voix.

Quoi qu'il en soit, je vois deux possibilités :

1. Rencontre de travail pour les dossiers de la liste que vous nous avez déjà transmise;
2. Remise de la rencontre de travail afin que les deux listes (la vôtre) et celle des ressources humaines puissent être discutées.

Si jamais nous ne pouvons compter sur la liste des dossiers des ressources humaines, nous croyons que nous n'aurions d'autre choix que de terminer notre mandat faute d'avoir eu toutes les informations essentielles à sa réalisation. Dans ce cas, nous pourrions quand même, si telle est votre intention, vous faire part de nos commentaires préliminaires sur les dossiers de la liste que vous nous avez fournie considérant votre excellente collaboration.

Dans l'attente de vos commentaires, nous demeurons.

Salutations,

*Jean-François Gagné, avocat, Adm.A.*



2540, boul. Daniel-Johnson, bureau 400, Laval (Québec) H7T 2S3  
T: 450.686.1122 poste 2241 T: 1.866.686.1122 F: 450.686.2822

LAVAL OUTAOUAIS RIVE-SUD ROSEMÈRE SAINT-JÉRÔME ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Le contenu du présent courriel, y incluant tout fichier pouvant y être annexé, est confidentiel et protégé par le secret professionnel. Il n'est destiné qu'à son destinataire exclusif. Si vous n'êtes pas le destinataire de ce courriel, vous êtes formellement avisé que toute lecture, reproduction, transmission, publication et/ou divulgation d'une partie ou de l'ensemble de celui-ci ainsi que de tout document pouvant y être annexé est strictement interdite. Si ce courriel vous a été transmis par erreur, nous vous prions d'en aviser l'expéditeur immédiatement et de détruire sans délai tout exemplaire du présent courriel et de tout document pouvant y être annexé. The content of the present email, including any attachment thereto, is confidential and protected by the oath of professional secrecy. It is intended for the named recipient therein. If you are not the named recipient thereof, you are hereby formally advised that any reading, copying, transmission, publication and/or communication of all or any part thereof or of any document which may be annexed thereto are strictly prohibited. If this email was communicated to you in error, would you please advise the sender thereof immediately and destroy without delay any copy of the present email and any document which may be annexed thereto.

Deveau, Gagné, Lefebvre, Tremblay et associés s.e.n.c.r.l.

**De :** Thivierge, Annie [<mailto:A.Thivierge@sjsr.ca>]

**Envoyé :** 23 avril 2018 10:31

**À :** Jean-François Gagné

**Objet :** RE: 51518 RE: Révision des dossiers

Bonjour Me Gagné,

Pour l'ensemble des documents demandés je vous les remettrai lors de notre rencontre.

Aussi, je vous joins l'entente de service que vous devrez compléter, j'imagine après notre rencontre seulement, puisque vous n'êtes pas en mesure de connaître l'ampleur du travail à effectuer.

Pour la question des dossiers non judiciairisés, il y en a pas en cours dans mon service. Mon mandat est de réduire les honoraires judiciaires, par conséquent, à moins d'une question complexe, les opinions sont rendues à l'interne. Par contre lorsque nous ferons la même démarche avec le service des Ressources Humaines,

plusieurs dossiers ne sont pas judiciairisés.

Vous trouverez ci-bas réponses aux autres questions.

Sincères salutations



**Annie Thivierge**  
Avocate-conseil  
Affaires juridiques  
450 357-2082, poste 2124  
Télécopieur: 450 357-2147  
Courriel: [A.Thivierge@sjsr.ca](mailto:A.Thivierge@sjsr.ca)  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C. P.  
1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B  
7B2

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

**De :** Jean-François Gagné [\[mailto:jfgagne@deveau.qc.ca\]](mailto:jfgagne@deveau.qc.ca)

**Envoyé :** 23 avril 2018 01:13

**À :** Thivierge, Annie <[A.Thivierge@sjsr.ca](mailto:A.Thivierge@sjsr.ca)>

**Objet :** RE: 51518 RE: Révision des dossiers

Chère Me Thivierge,

J'ai procédé à la première considération du tableau que vous m'avez transmis à la lumière des plunitifs de cour, des jugements accessibles sur Soquij et autres sources d'informations juridiques.

Ci-après, je vous adresserai quelques commentaires sur certains des dossiers de la liste. Pour faciliter votre référence, j'utiliserai le numéro de dossier de la première colonne comme identification.

#### Dossiers 8249

- Comme il semble s'agir de dossiers de réclamation pour dommages, nous aimerions avoir des informations sur la raison pour laquelle les assureurs de la Ville n'ont pas pris fait et cause.

Il s'agit d'un dossier regroupant plus de 400 réclamations dont la rétention est de 15 000\$ par dossier. L'assureur interviendra cependant dans le règlement

si il y a lieu.

- Un protocole d'instance a été entériné par la Cour le 2 novembre 2017, nous désirons en prendre connaissance. Malgré que la résolution qui nous mandate nous permette d'agir directement, souhaitez-vous l'obtenir des procureurs au dossier ou désirez-vous qu'on le fasse ?

La demanderesse a présenté une demande de prolongation de délai, je vous ferai parvenir le nouveau protocole dès que je le recevrai.

Les documents seront remis lors de la rencontre.

#### Dossier 7369

- Comme il semble s'agir d'un dossier de réclamation pour dommages, nous aimerions avoir des informations sur la raison pour laquelle les assureurs de la Ville n'ont pas pris fait et cause.
- Nous comprenons du plumeau que l'instance est suspendue probablement en lien avec les dossiers 8249. Exact ? Il n'est pas suspendu mais joint à l'autre recours. Un jugement a été rendu le 28 juin 2012 à cet égard, nous désirons en prendre connaissance. Malgré que la résolution qui nous mandate nous permette d'agir directement, souhaitez-vous l'obtenir des procureurs au dossier ou désirez-vous qu'on le fasse ? Les documents seront remis lors de la rencontre.
- Nous avons retracé aux plumeaux de Cour un nouveau dossier du Groupe Ledor contre la Ville. Ce dossier n'apparaît pas à votre liste. Une demande introductive a été déposée le 31 juillet 2017 dans le dossier 755-22-010040-171 et personne n'a encore comparu pour la Ville. Qu'en dites-vous ? Il y a eu règlement dans ce dossier.

#### Dossier 8906

- Le procès de ce dossier a été fixé les 27 et 28 novembre 2018. Nous aimerions avoir copie des procédures (demande, défense, déclaration commune). Malgré que la résolution qui nous mandate nous permette d'agir directement, souhaitez-vous les obtenir des procureurs au dossier ou désirez-vous qu'on le fasse ? Les documents seront remis lors de la rencontre.
- Ce dossier a-t-il fait l'objet d'une opinion juridique écrite formelle ou informelle des procureurs de la Ville ? Opinion formelle, vous sera remise lors de la rencontre

#### Dossier 8992

- Le procès de ce dossier a été fixé le 12 juin 2018. Nous aimerions avoir copie des procédures (demande, défense, déclaration commune). Malgré que la résolution qui nous mandate nous permette d'agir directement, souhaitez-vous les obtenir des procureurs au dossier ou désirez-vous qu'on le fasse ? Les documents seront remis lors de la rencontre.

#### Dossier 13158

Un jugement a été rendu le 10 janvier 2018, nous désirons en prendre connaissance. Malgré que la résolution qui nous mandate nous permette d'agir directement, souhaitez-vous l'obtenir des procureurs au dossier ou désirez-vous qu'on le fasse ? Les documents seront remis lors de la rencontre.

#### Dossier 106913

- Un jugement a été rendu le 30 septembre 2013, nous désirons en prendre connaissance. Malgré que la résolution qui nous mandate nous permette d'agir directement, souhaitez-vous l'obtenir des procureurs au dossier ou désirez-vous qu'on le fasse ? Les documents seront remis lors de la rencontre.
- Le dossier serait en exécution de jugement depuis 2013 selon votre tableau. Cela soulève des interrogations. Aucune entrée n'apparaît au plumeau depuis le jugement. Avez-vous eu des rapports d'exécution du jugement depuis 2013 ou autres documents que nous pourrions analyser en préalable? Aucun procureur à l'externe pour l'exécution. Les modifications de l'immeuble sont présentement en exécution par le propriétaire conformément au jugement.

#### Dossier 9164

- Nous aimerions avoir copie des procédures (demande, défense, déclaration commune). Malgré que la résolution qui nous mandate nous permette d'agir directement, souhaitez-vous les obtenir des procureurs au dossier ou désirez-vous qu'on le fasse ?
- Vous indiquez que ce dossier est en suspens pour entente jusqu'au 15 juin 2018. Le plumeau de Cour ne rapporte pas de suspension de la sorte alors qu'il avait été préalablement suspendu jusqu'au 17 novembre 2017. Nous aimerions avoir l'entente. Souhaitez-vous l'obtenir des procureurs au dossier ou désirez-vous qu'on le fasse ? Les documents seront remis lors de la rencontre. L'entente est négociée entre le demandeur et le voisin pour l'établissement d'une servitude de passage puisque l'immeuble est enclavé. Une fois l'entente entre ces deux parties signée, il y aura désistement des procédures.

#### Dossier 126585

- Un jugement a été rendu le 6 juin 2015, nous désirons en prendre connaissance. Malgré que la résolution qui nous mandate nous permette d'agir directement, souhaitez-vous l'obtenir des procureurs au dossier ou désirez-vous qu'on le fasse ?
- Le dossier serait en exécution de jugement depuis 2015 selon votre tableau. Cela soulève des interrogations. Aucune entrée n'apparaît au plumeau depuis le jugement. Avez-vous eu des rapports d'exécution du jugement depuis 2015 ou autres documents que nous pourrions analyser en préalable? Aucun procureur externe pour l'exécution du jugement. En demande de prix pour l'exécution du jugement (installation d'une fosse septique conforme).

#### Dossier 133922

- Nous aimerions avoir copie des procédures (demande, protocole). Malgré que la résolution qui nous mandate nous permette d'agir directement, souhaitez-vous les obtenir des procureurs au dossier ou désirez-vous qu'on le fasse ? Les documents seront remis lors de la rencontre.

#### Dossiers non listés

- En consultant les plumitifs de Cour, nous avons retracé les dossiers non listés portant le numéro de Cour suivants :
  - 755-22-009805-170/ Intact c. Ville Dossier pluie 2017 réglé
  - 755-22-010408-188/ Ville c. Location Saint-Jean Il s'agit d'un nouveau dossier, procédure et protocole vous sera remis lors de la rencontre. Et le dossier sera ajouté au tableau.
  - 755-22-010295-189/SSQ c. Ville Dossier pluie 2017 réglé

Qu'en est-il ?

#### Dossier non listé Nicole Auclair

- En consultant la banque de jugement Soquij, nous avons retracé une décision du 10 octobre 2017 de la Cour du Québec retournant le dossier devant le TAQ. Le dossier judiciaire est le 755-80-001739-151. Qu'en est-il ? Réglé et payé. Le règlement est intervenu dans le cadre d'une conciliation au TAQ et le conseil Municipal a adopté une résolution autorisant le règlement.

#### Dossier non listé 9092-9340 Québec Inc.

- En consultant la banque de jugement Soquij, nous avons retracé plusieurs décisions dont la dernière du 12 décembre 2017 de la Cour d'appel. La Ville a-t-elle payé tout ce qu'elle devait à 9092-9340 Québec Inc et obtenu ses quittances par suite de l'expropriation du 269 rue Richelieu ? Jugement rendu et le paiement a été fait par la Ville conformément au jugement.

#### Dossiers non listés

- En consultant votre liste nous constatons que seul des dossiers judiciaisés y figurent. La résolution qui nous a mandaté ne contient pas cette limitation. Y-a-t-il d'autres dossiers confiés à l'externe qui ne sont pas judiciaisés ?
- De plus les dossiers listés ne concernent que quelques uns des avocats listés dans l'article du 24 janvier 2018 du Journal Le Courrier qui traitait des frais d'avocats de la Ville. Plusieurs pour des griefs Services de police et Ressources humaines, nous pourront regarder avec la directrice des ressources humaines. Bien que nous

soyons conscient que plusieurs frais concernent des frais accessoires (ex. dépens et autres remboursements) ponctuels certains avocats semblent recevoir de plus importantes sommes annuellement. Par exemple, Me Frédérick Carle reçoit des sommes importantes en 2014, 2015 et 2016 mais aucun dossier ne semble relié à ce dernier dans la liste. Il en est de même pour Me Carette Pour ces deux derniers, ils représentaient deux employés (choisis par eux) suite à des accusations portées dans le cadre d'une enquête de l'UPAC, les accusations ont été retirées. et le cabinet Lemieux Marchand Contrat de la cour Municipal, obtenu par résolution du conseil. Qu'en est-il ?

- Enfin, avez-vous copie des dernières déclarations relatives aux états financiers 2016 et 2017 faite par les procureurs aux dossiers de votre liste ? Les documents seront remis lors de la rencontre.

D'autres commentaires pourraient venir prochainement sur les autres dossiers.

Nous vous remercions d'avance de votre habituelle collaboration.

Salutations,

Jean-François Gagné, avocat, Adm.A.



2540, boul. Daniel-Johnson, bureau 400, Laval (Québec) H7T 2S3  
T: 450.686.1122 poste 2241 T: 1.866.686.1122 F: 450.686.2822

LAVAL OUTAOUAIS RIVE-SUD ROSEMERE SAINT-JEROME ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Le contenu du présent courriel, y incluant tout fichier pouvant y être annexé, est confidentiel et protégé par le secret professionnel. Il n'est destiné qu'à son destinataire exclusivement. Si vous n'êtes pas le destinataire de ce courriel, vous êtes formellement avisé que toute lecture, reproduction, transmission, publication et/ou divulgation d'une partie ou de l'ensemble de celui-ci ainsi que de tout document pouvant y être annexé est strictement interdite. Si ce courriel vous a été transmis par erreur, nous vous prions d'en aviser l'expéditeur immédiatement et de détruire sans délai tout exemplaire du présent courriel et de tout document pouvant y être annexé.  
The content of the present email, including any attachment thereto, is confidential and protected by the oath of professional secrecy. It is intended for the named recipient therein. If you are not the named recipient thereof, you are hereby formally advised that any reading, copying, transmission, publication and/or communication of all or any part thereof or of any document which may be annexed thereto are strictly prohibited. If this email was communicated to you in error, would you please advise the sender thereof immediately and destroy without delay any copy of the present email and any document which may be annexed thereto.

Deveau, Gagné, Lefebvre, Tremblay et associés s.e.n.c.r.l.

**De :** Thivierge, Annie [<mailto:A.Thivierge@sjsr.ca>]

**Envoyé :** 18 avril 2018 16:20

**À :** Jean-François Gagné

**Objet :** RE: 51518 RE: Révision des dossiers

Bonjour,

ci-joint tel que demandé le tableau complété.

Sincères salutations

Annie Thivierge  
Avocate-conseil  
Affaires juridiques



450 357-2082, poste 2124  
Télécopieur: 450 357-2147  
Courriel: A.Thivierge@sjsr.ca  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C. P.  
1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B  
7B2

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

## AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

**De :** Jean-François Gagné [<mailto:jfgagne@deveau.qc.ca>]

**Envoyé :** 18 avril 2018 13:18

**À :** Thivierge, Annie <[A.Thivierge@sjsr.ca](mailto:A.Thivierge@sjsr.ca)>

**Objet :** RE: 51518 RE: Révision des dossiers

Re-bonjour,

Petit oubli de mon précédent courriel, je suggère que vous me transmettiez le tableau qui est prêt afin que nous puissions débiter l'analyse suggérée dans notre lettre du 6 avril dernier si cela convient.

Merci.

Salutations,

*Jean-François Gagné, avocat, Adm.A.*



2540, boul. Daniel-Johnson, bureau 400, Laval (Québec) H7T 2S3  
T: 450.686.1122 poste 2241 T: 1.866.686.1122 F: 450.686.2822

LAVAL OUTAOUAIS RIVE-SUD ROSEMÈRE SAINT-JÉRÔME ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Le contenu du présent courriel, y incluant tout fichier pouvant y être annexé, est confidentiel et protégé par le secret professionnel. Il n'est destiné qu'à son destinataire exclusivement. Si vous n'êtes pas le destinataire de ce courriel, vous êtes formellement avisé que toute lecture, reproduction, transmission, publication et/ou divulgation d'une partie ou de l'ensemble de celui-ci ainsi que de tout document pouvant y être annexé est strictement interdite. Si ce courriel vous a été transmis par erreur, nous vous prions d'en aviser l'expéditeur immédiatement et de détruire sans délai tout exemplaire du présent courriel et de tout document pouvant y être annexé.

The content of the present email, including any attachment thereto, is confidential and protected by the oath of professional secrecy. It is intended for the named recipient therein. If you are not the named recipient thereof, you are hereby formally advised that any reading, copying, transmission, publication and/or communication of all or any part thereof or of any document which may be annexed thereto are strictly prohibited. If this email was communicated to you in error, would you please advise the sender thereof immediately and destroy without delay any copy of the present email and any document which may be annexed thereto.

Deveau, Gagné, Lefebvre, Tremblay et associés s.e.n.c.r.l.

**De :** Jean-François Gagné

**Envoyé :** 18 avril 2018 13:13

**À :** 'Thivierge, Annie'

**Objet :** RE: 51518 RE: Révision des dossiers

Bonjour

Je vous reviens pour les disponibilités. Je le suis, mais pour les dossiers en droit du travail

je prévois être accompagné de Me Mario Lavoie.

Salutations,

Jean-François Gagné, avocat, Adm.A.



2540, boul. Daniel-Johnson, bureau 400, Laval (Québec) H7T 2S3  
T: 450.686.1122 poste 2241 T: 1.866.686.1122 F: 450.686.2822

LAVAL OUTAOUAIS RIVE-SUD ROSEMERE SAINT-JEROME ILES-DE-LA-MADELEINE

Le contenu du présent courriel, y incluant tout fichier pouvant y être annexé, est confidentiel et protégé par le secret professionnel. Il n'est destiné qu'à son destinataire exclusivement. Si vous n'êtes pas le destinataire de ce courriel, vous êtes formellement avisé que toute lecture, reproduction, transmission, publication et/ou divulgation d'une partie ou de l'ensemble de celui-ci ainsi que de tout document pouvant y être annexé est strictement interdite. Si ce courriel vous a été transmis par erreur, nous vous prions d'en aviser l'expéditeur immédiatement et de détruire sans délai tout exemplaire du présent courriel et de tout document pouvant y être annexé.  
The content of the present email, including any attachment thereto, is confidential and protected by the oath of professional secrecy. It is intended for the named recipient therein. If you are not the named recipient thereof, you are hereby formally advised that any reading, copying, transmission, publication and/or communication of all or any part thereof or of any document which may be annexed thereto are strictly prohibited. If this email was communicated to you in error, would you please advise the sender thereof immediately and destroy without delay any copy of the present email and any document which may be annexed thereto.

Deveau, Gagné, Lefebvre, Tremblay et associés s.e.n.c.r.l.

**De :** Thivierge, Annie [<mailto:A.Thivierge@sjsr.ca>]

**Envoyé :** 18 avril 2018 08:01

**À :** Jean-François Gagné

**Objet :** Re: 51518 RE: Révision des dossiers

Bonjour Me Gagné,

Mon tableau est complet. Celui des ressources humaines pas tout à fait identique mais il sera possible de travailler avec.

Je propose une rencontre avec Maude Clossey directrice RH et moi même pour la suite.

Première semaine de mai serait idéale si vous avez des disponibilités.

J'attendrai de vos nouvelles pour les dates.

Sincères salutations.

Envoyé de mon iPhone



**Annie Thivierge**  
Avocate-conseil  
Affaires juridiques  
450 357-2082, poste 2124  
Télécopieur: 450 357-2147  
Courriel: A.Thivierge@sjsr.ca  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C. P.  
1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B  
7B2

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ



Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

Le 9 avr. 2018 à 14:07, Jean-François Gagné <jfgagne@deveau.qc.ca> a écrit :

Chère consoeur,

Veuillez trouver ci-joint une lettre à votre attention.

Le tableau référé dans nos précédents échanges a-t-il été préparé et est-il prêt à nous être transmis ?

Si vous avez des questions, n'hésitez pas.

Salutations,

*Jean-François Gagné, avocat, Adm. A.*

<image002.png>

2540, boul. Daniel-Johnson, bureau 400, Laval (Québec) H7T 2S3

T: 450.686.1122 poste 2241 T: 1.866.686.1122 F: 450.686.2822

LAVAL OUTAOUAIS RIVE-SUD ROSEMÈRE SAINT-JÉRÔME ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Le contenu du présent courriel, y incluant tout fichier pouvant y être annexé, est confidentiel et protégé par le secret professionnel. Il n'est destiné qu'à son destinataire exclusivement. Si vous n'êtes pas le destinataire de ce courriel, vous êtes formellement avisé que toute lecture, reproduction, transmission, publication et/ou divulgation d'une partie ou de l'ensemble de celui-ci ainsi que de tout document pouvant y être annexé est strictement interdite. Si ce courriel vous a été transmis par erreur, nous vous prions d'en aviser l'expéditeur immédiatement et de détruire sans délai tout exemplaire du présent courriel et de tout document pouvant y être annexé.

The content of the present email, including any attachment thereto, is confidential and protected by the oath of professional secrecy. It is intended for the named recipient therein. If you are not the named recipient thereof, you are hereby formally advised that any reading, copying, transmission, publication and/or communication of all or any part thereof or of any document which may be annexed thereto are strictly prohibited. If this email was communicated to you in error, would you please advise the sender thereof immediately and destroy without delay any copy of the present email and any document which may be annexed thereto.

Deveau, Gagné, Lefebvre, Tremblay et associés s.e.n.c.r.l.

<Thivierge, Me Annie 2018-04-6 mandat CE 2018-02-0065.pdf>

EV-12

**CANADA**

**PROVINCE DE QUÉBEC**  
**DISTRICT D'IBERVILLE**

**COUR SUPÉRIEURE**  
(Chambre civile)

N°: 755-17-002790-189

**GUY GRENIER**, résidant au 15 rue Rolland,  
Saint-Jean-Sur-Richelieu, Québec, J2X 5S9

Demandeur

c.

**VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU**,  
personne morale de droit public sise au 188  
rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-Sur-  
Richelieu, Québec, J3B 7B2

Défenderesse

---

**DÉCLARATION SOUS SERMENT DE FRANÇOIS VAILLANCOURT**

---

Je, soussigné, François Vaillancourt, directeur général de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, exerçant ma profession au 188 rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-Sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2, affirme solennellement ce qui suit :

**INTRODUCTION**

1. Je suis le directeur-général de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (la Ville) depuis octobre 2015;
2. Au préalable, j'ai occupé les mêmes fonctions dans d'autres municipalités;

**LA VILLE**

3. La Ville est régie par la *Loi sur les Cités et villes* et ses lois connexes;
4. Elle est constituée d'une population de moins de 100 000 habitants;
5. Contrairement aux villes de 100 000 habitants et plus, il n'existe pas à la Ville de membres du personnel qui ne seraient pas fonctionnaires ou employés de la municipalité (sauf pour les membres du conseil de Ville);

6. L'article 112 de la *Loi sur les Cités et villes* oblige le conseil de chaque ville à nommer un directeur général;
7. Aux fins des présentes, il convient de reproduire l'article 113 de la L.C.V. :

*« Le Directeur général est le fonctionnaire principal de la municipalité.*

*Il a autorité sur tous les autres fonctionnaires et employés de la municipalité, sauf sur le vérificateur général qui relève directement du conseil.*

*À l'égard d'un fonctionnaire ou employé dont les fonctions sont prévues par la loi, l'autorité du directeur général n'est exercée que dans le cadre de son rôle de gestionnaire des ressources humaines, matérielles et financières de la municipalité et ne peut avoir pour effet d'entraver l'exercice de ces fonctions prévues par la loi.*

*Il peut suspendre un fonctionnaire ou employé de ses fonctions. Il doit immédiatement faire à part de cette suspension au conseil. Le conseil décide du sort du fonctionnaire ou employé suspendu, après enquête. »*

## **LE STATUT DU DEMANDEUR**

8. Il convient de souligner que le demandeur fut embauché à titre d'employé de la Ville pour exercer des fonctions de chef de cabinet au niveau de la mairie, toujours sous mon autorité;
9. Contrairement aux allégations du demandeur apparaissant à sa demande, je souligne qu'il n'existe pas à la Ville de catégorie d'employés dits « employés politiques » qui pourraient se soustraire de la définition de « fonctionnaire ou employé » de la Ville ou se soustraire aux obligations d'impartialité et de loyauté envers la Ville dévolues à chaque employé;
10. En conséquence, le demandeur était soumis à mon autorité à titre de directeur général, comme tout autre employé de la ville.
11. Je lui ai d'ailleurs répété à plus d'une occasion l'importance pour la Ville et pour le soussigné que tous les employés exercent leurs fonctions d'une manière impartiale et efficace, et ce, à tous les niveaux et pour toutes les fonctions occupées au sein de l'appareil municipal;
12. J'ai aussi réitéré plus d'une fois au demandeur, qu'à titre d'employé de la Ville, il était soumis à un devoir de loyauté devant être exercé à l'endroit de la Ville;
13. Je lui ai également rappelé que j'étais le signataire de son contrat d'emploi auprès de la Ville, qu'il était rémunéré par celle-ci et qu'il bénéficiait des conditions et avantages conférés à ses cadres;

## **LE REFUS DU DEMANDEUR DE RECONNAITRE SON STATUT ET SON ATTITUDE**

14. Or, depuis son embauche, le demandeur refuse systématiquement de reconnaître son statut d'employé de la Ville et donc de se soumettre à l'autorité de la direction générale;
15. Au contraire, depuis son embauche le demandeur répète qu'il relève uniquement du maire et qu'il n'est pas un employé de la Ville puisque selon ses dires, il serait un « employé politique »;
16. Afin de m'assurer du statut du demandeur auprès de la Ville, j'ai demandé à mon équipe de professionnels de valider son statut;
17. Sans surprise, son statut à titre d'employé de la Ville me fut confirmé;
18. J'en ai informé le demandeur qui a alors refusé d'admettre son statut d'employé de la Ville, invoquant même qu'il allait solliciter sa propre opinion juridique à cet effet;
19. Pis encore, le demandeur m'a invectivé en présence du maire;
20. Stupéfait, je lui ai rappelé son devoir de loyauté, ce à quoi il me répondit qu'il parlait au nom du maire et qu'il n'était pas un employé de la Ville
21. Le demandeur s'est dit également protégé contre toute forme d'intervention de ma part ou de la direction générale relative à ses actions partisans, et ce, malgré son lien d'emploi avec la ville;
22. J'ai appris du Maire que le demandeur était également dirigeant de son parti politique, ce que le site web du Directeur des élections du Québec m'a confirmé, tel qu'il appert du document émanant du DGEQ et produit comme pièce D-1; ;
23. De plus, j'ai été informé que le demandeur a fait preuve de propos et attitudes déplacés face à des élus non membres du parti de maire;
24. Au demeurant, j'ai été informé que parallèlement à son emploi auprès de la Ville, le demandeur exerçait des activités de consultation en conseil stratégique, tel qu'il appert d'une copie du CIDREQ et d'extraits du site web de la compagnie Ki3, le tout étant déposé en liasse comme pièce D-2 ;
25. Le demandeur refusait également de collaborer avec les membres du conseil municipal à moins d'en être autorisé par le maire et dans la mesure déterminée par ce dernier;
26. Ces faits troublants m'ont interpellé puisqu'il contrevenait aux règles les plus élémentaires d'impartialité attendues de tous les fonctionnaires ou employés de la Ville;

27. Je considérais et considère toujours que l'attitude et les agissements du demandeur contrevenaient à notre code d'éthique, à la loi et aux règles les plus élémentaires en matière d'éthique et de déontologie applicables aux employés de la Ville;

#### **RAPPORT AU CONSEIL ET LES SUITES**

28. C'est dans ce contexte que le 16 avril 2018, après discussion, le Conseil en plénière m'a demandé de lui faire rapport sur les activités et les agissements du demandeur;
29. Le 20 avril 2018, j'ai fait un rapport détaillé au conseil de Ville, tant au niveau factuel que légal;
30. Le 23 avril 2018, le Conseil décidait par résolution de destituer le demandeur puisqu'il estimait que le lien de confiance avec la Ville était irrémédiablement rompu;
31. En fonction de sa prérogative, le maire refusa le lendemain de signer la résolution adoptée par le conseil;
32. Dans un tel contexte, et conformément à l'article 53 de la LCV, la résolution fut soumise pour approbation par le Conseil à une séance subséquente, soit à celle du 30 avril 2018 (P-8);
33. Dans l'intervalle, le comité exécutif composé de 5 membres adopta le 25 avril 2018 une résolution pour embaucher de nouveau le demandeur et bonifier son contrat de travail;
34. Les procédures judiciaires et la pièce P-6 confirment mes appréhensions et les faits soumis au conseil de Ville à l'effet que le demandeur refuse de se soumettre à l'autorité du directeur général et qu'il entend continuer à exercer du travail de nature partisane aux frais de la municipalité;
35. Dans un tel contexte, je demeure convaincu que les activités et l'attitude adoptée par le demandeur sont clairement contraires à la Loi, ainsi qu'à notre Règlement édictant un code d'éthique et de déontologie des employés municipaux, produit au soutien des présentes comme pièce D-3;
36. Je demeure aussi convaincu que la position adoptée par le demandeur et ses agissements contreviennent à son obligation de loyauté envers la Ville prévue au Code civil du Québec;

#### **AUTRES CONSIDÉRATIONS**

37. Il n'existe aucune urgence justifiant le recours en injonction provisoire du demandeur;

38. Par ailleurs, il est faux de prétendre que le demandeur subirait un préjudice sérieux ou irréparable si la demande d'injonction provisoire n'était pas accordée;
39. En effet, en tout temps, le demandeur pourra exercer des fonctions partisans pour le maire et son parti, sans être employé de la Ville;
40. La Ville subirait un grave préjudice si cette cour accueillait la demande d'injonction provisoire puisque le demandeur serait le seul employé de la Ville pouvant exercer des activités partisans aux frais des contribuables, et le seul employé à ne pas relever du directeur-général, le tout à l'encontre de la Loi;
41. Je crains raisonnablement qu'une réintégration du demandeur dans son emploi crée un climat malsain et que cela entache le bel esprit d'équipe et de solidarité que l'on retrouve chez les cadres de la Ville;

Montréal, ce 4 mai 2018



**François Vaillancourt**

Directeur général de la Ville de Saint-Jean-Sur-Richelieu

Affirmé solennellement devant moi, ce  
À Montréal, ce 4 mai 2018



328 535 9

Commissaire à l'assermentation pour le Québec

N° : 755-17-002790-189

PROVINCE DE QUÉBEC  
COUR SUPÉRIEURE  
DISTRICT D'IBERVILLE  
LOCALITÉ DE SAINT-JEAN-SUR-  
RICHELIEU

**GUY GRENIER**

Demandeur

c.

**VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU**

Défenderesse

10849/277644.00005

BF1339

DÉCLARATION SOUS SERMENT DE  
FRANÇOIS VAILLANCOURT

COPIE

**Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.**  
800, rue du Square-Victoria, bureau 3700  
C. P. 242  
Montréal (Québec) H4Z 1E9

**Me Bernard Synnott** Tél. +1 514 397 7458  
bsynnott@fasken.com Fax. +1 514 397 7600

EV-13

**De :** Vaillancourt, François  
**A :** Groupe Conseil  
**Cc :** Thivierge, Annie; Lapointe, François; Hébert, Michelle (Direction générale); Beaudin, Stéphane; Potvin, Anne  
**Objet :** Communiqués des dernières journées  
**Date :** 9 mai 2018 21:37:47

---

Dames et messieurs bonsoir,

Plusieurs d'entre vous avez sollicités la direction générale afin que nous transmettions des communiqués de presse émis depuis une semaine. Il appert que certains ou certaines d'entre vous avez été interpellés pour des demandes d'entrevue(s) de la part de divers médias.

D'entrée de jeu, nous devons malheureusement vous confesser que la direction générale n'a pas été informée quant à la rédaction de ces communiqués, pas plus que les spécialistes de notre division des communications. Vous nous voyez désolés de ne pas avoir donné suite plus tôt à vos commentaires.

Ainsi, nous vous enverrons sous pli distinct 3 communiqués de presse que nous avons reçus aujourd'hui de la part d'une source externe à la Ville. Il est important de réitérer que la direction générale n'a pas participé, ni été sollicitée quant au contenu ou l'envoi de ces communiqués de presse.

Tristement, les déclarations qui y sont faites pourraient causer préjudices à la Ville, notamment celui du dossier Evol. Ce communiqué qui dénonce l'intimidation contient certaines déclarations qui peuvent entraîner la responsabilité de la Ville.

A l'instar de tout autre dossier judiciairisé, la Ville doit s'abstenir de formuler toute déclaration pour des raisons de prudence et pour éviter toute aggravation de procédures judiciaires.

Advenant un recours en dommages de l'une des parties au dossier, notre assureur pourrait même nier couverture au motif que la Ville a émis une déclaration qui lui était préjudiciable. Nous devons souligner que la Ville n'a pas été mise en demeure par le groupe cité (Samson) dans le communiqué; c'était au contraire un dossier de nature privée. La Ville a été mise en copie conforme dans la dernière correspondance reçue de la part de cette partie.

Par ailleurs, dans le communiqué concernant M. Bessette, nous n'avons toujours pas reçu l'acceptation du procureur de M. Bessette relativement à la contre-offre du comité exécutif. La Ville ne peut donc commenter publiquement les négociations qui sont encore de nature confidentielle à cette étape.

Finalement, dans le communiqué demandant l'intervention du Ministre Coiteux, la Ville ne peut cautionner les faits qui y sont allégués pour les motifs connus du conseil de ville.

Compte tenu de la position excessivement inconfortable et indésirable dans laquelle nous nous retrouvons à nouveau, eu égard des risques évoqués précédemment, et sous toute réserve d'une orientation du conseil de ville, il serait opportun de faire publier un communiqué de presse éayant que ces déclarations ne lient aucunement la Ville.

Pouvons-nous ainsi solliciter votre prise de position à l'égard de cet autre enjeu inopiné et hors de notre contrôle. Merci pour votre sollicitude.

François Vaillancourt

Directeur général

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Poste : 2406



EV-14

De : Lapointe, François  
A : Groupe Conseil  
Cc : Hébert, Michelle (Direction générale); Beaudin, Stéphane  
Objet : Séances extraordinaires  
Date : 10 mai 2018 17:38:42

---

Bonjour,

J'ai été informé qu'une demande signée par 8 conseillers municipaux a été déposée en vue de la tenue d'une séance extraordinaire du conseil municipal le 14 mai 2018 à 18h.

Le maire vient de m'informer qu'il accepte cette demande mais pour le 22 mai 2018 à 10h30.

Vous recevrez donc une convocation pour la tenue d'une séance extraordinaire le 22 mai 2018 à 10h30. Le conseil traitera alors du point suivant : Suspension du directeur général.

D'autre part, tel que mentionné dans le courriel que je vous ai transmis ce matin, une autre convocation vous sera transmise pour la tenue d'une autre séance qui se tiendra le même jour à 19h15, soit juste avant la séance ordinaire qui suivra à 19h30. Les points qui seront alors traités seront les suivants :

- 1) L'employé no 00789
- 2) Abrogation de diverses résolutions adoptées par le comité exécutif à l'égard de l'embauche du chef de cabinet Guy Grenier
- 3) Abrogation de résolutions adoptées par le comité exécutif concernant des mandats accordés à certains avocats et firmes d'avocats
- 4) Consultation d'un conseiller à l'éthique en regard de la position du conseiller Marco Savard dans le dossier relatif à l'avenir des terrains de golf Les Légendes et de la Mairie.

Meilleures salutations,

François Lapointe, OMA  
Directeur et greffier  
Service du greffe  
Poste : 2384

« Avant d'imprimer, pensez à l'environnement »

---

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

EV-15

**De :** Lapointe, François  
**A :** Groupe Conseil  
**Cc :** Hébert, Michelle (Direction générale); Beaudin, Stéphane  
**Objet :** Séances extraordinaires  
**Date :** 11 mai 2018 12:15:56

---

Bonjour,

Je viens de recevoir 2 ordonnances signées par 8 membres du conseil municipal en vue de la convocation de 2 séances extraordinaires du conseil municipal qui se tiendront aux dates suivantes :

- 1) Le 14 mai 2018 à 18h  
Point à l'ordre du jour : Suspension du directeur général
  
- 2) Le 15 mai 2018 à 18h  
Points à l'ordre du jour :
  - Employé no 00789
  - Abrogation de diverses résolutions adoptées par le comité exécutif à l'égard de l'embauche du chef de cabinet Guy Grenier
  - Abrogation de diverses résolutions adoptées par le comité exécutif concernant des mandats accordés à certains avocats et firmes d'avocats
  - Consultation d'un conseiller à l'éthique à l'égard de la position du conseiller Marco Savard dans le dossier relatif à l'avenir des terrains de golf Les Légendes et de la Mairie.

En conséquence, conformément à l'article 324 de la Loi sur les cités et villes, je vais vous transmettre des convocations en vue de la tenue d'une séance extraordinaire qui se tiendra le 14 mai 2018 à 18h et d'une autre séance extraordinaire qui se tiendra le 15 mai 2018 à 18h. Vous recevrez ces convocations par huissier au cours des prochaines heures.

Meilleures salutations,

**François Lapointe, OMA**  
Directeur et greffier  
Service du greffe  
Poste : 2384

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

EV-16

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 14 mai 2018

Me François Lapointe, greffier  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
188, rue Jacques-Cartier Nord  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2

**Objet : Instructions pour le rapport au conseil pour la suspension de François Vaillancourt**

Me Lapointe,

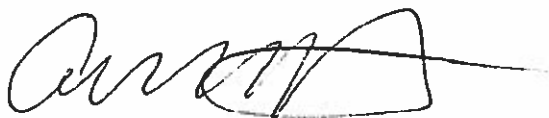
Dans l'enveloppe accompagnant la présente lettre, se trouve mon rapport au conseil pour la suspension de monsieur François Vaillancourt.

Comme nous traitons ici du premier employé de la Ville, j'exige le maintien de la confidentialité du document.

Seuls les 12 conseillers et conseillères ont l'autorisation de lire le document. Aucun employé n'est autorisé à lire le document, incluant vous. Veuillez prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'en assurer la confidentialité et empêcher toute reproduction et captation.

Merci pour votre précieuse collaboration.

Cordialement,



**Alain Laplante**  
Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu

Reçu au greffe  
le 2018-05-14  
à 13 h 34

EU-18

**CANADA**

**PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT D'IBERVILLE**

**COUR SUPÉRIEURE  
(Chambre civile)**

---

N°: 755-17-002790-189

**GUY GRENIER**, résidant au 15 rue Rolland,  
Saint-Jean-Sur-Richelieu, Québec, J2X 5S9

Demandeur

c.

**VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU**,  
personne morale de droit public sise au 188  
rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-Sur-  
Richelieu, Québec, J3B 7B2

Défenderesse

---

---

**DÉCLARATION SOUS SERMENT DE FRANÇOIS VAILLANCOURT**

---

Je, soussigné, François Vaillancourt, directeur général de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, exerçant ma profession au 188 rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-Sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2, affirme solennellement ce qui suit :

**INTRODUCTION**

*a) mon expérience*

1. Je suis le directeur-général de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (la Ville) depuis octobre 2015, après avoir été recruté par une firme spécialisée;
2. J'ai occupé les postes de directeur général de la Ville de Saint-Lambert (2013-2015) et de directeur général de la Ville de Saint-Lazare (2011-2013);
3. Au préalable, j'ai fait carrière au sein des Forces armées canadiennes;
4. J'y ai notamment occupé les fonctions de: Directeur de la planification stratégique et amélioration continue (2000-2001), Commandant (directeur général) des opérations logistiques, administratives et techniques des Forces déployées en Bosnie, Croatie, Slovénie et Hongrie (2001-2002), Chef d'état-major sur le

territoire québécois (2004-2005), Commandant, 25<sup>e</sup> dépôt d'approvisionnement (2005-2008) et directeur régional et Conseiller principal des services logistiques (2008-2009) ;

5. De 2009 à 2011, j'ai occupé les fonctions de Directeur régional auprès du Service correctionnel du Canada;
6. Je suis notamment détenteur d'une maîtrise en administration publique et de trois certificats en gestion;
7. Par ailleurs, je suis l'un des formateurs reconnus dans le cadre du cours de formation des nouveaux élus, dispensée par l'Union des municipalités du Québec, incluant la formation sur l'éthique et la déontologie dans le monde municipal;
8. À cet effet, je produis au soutien des présentes quelques extraits pertinents de cette présentation power point, pièce D-4;

*b) les allégations de mauvaises foi du demandeur*

9. J'ai pris connaissance des allégations de mauvaise foi du demandeur et je ne peux que m'inscrire en faux contre de telles affirmations;
10. En tout temps, j'ai agi avec honnêteté, au meilleur de mes capacités et selon des convictions profondes d'éthique et de probité;
11. Tout au cours de ce dossier, j'ai présenté objectivement mes observations aux membres du Conseil qui ont délibéré de façon juste et honnête, en ayant en leur possession toute la documentation pertinente, dont des opinions juridiques de deux cabinets externes (dont ils n'ont pas conservé de copie compte tenu du caractère confidentiel des opinions);
12. Contrairement aux allégations du demandeur, son congédiement ne résulte pas de manœuvres déloyales mais plutôt de la situation dans laquelle il s'est lui-même placée;
13. Cette situation, ci-après décrite, était inacceptable tant pour moi que pour tous les directeurs de service de la ville qui ont appuyé et continuent d'appuyer ma démarche;

*c) le chef de cabinet*

14. Dès 2002, la ville a embauché un chef de cabinet, monsieur Sylvain Latour;
15. Je suis informé que celui-ci est resté en poste au cours de quatre mandats (2002-2005-2009-2013), et qu'il a exercé ses fonctions auprès de deux maires (le maire Dolbec de 2002 à 2013 et le maire Fecteau de 2013 à 2017);

16. Fait à souligner, bien que les Maires Dolbec et Fecteau ne faisaient pas partie de la même équipe, l'impartialité et l'objectivité de monsieur Latour était reconnue, si bien qu'il a conservé son poste à l'élection du Maire Fecteau;
17. Le Maire Fecteau était minoritaire au Conseil et personne n'a remis en question la fonction de chef de cabinet et sa façon de l'exercer;
18. Je souligne également que dans la présente affaire, le Conseil n'a pas aboli le poste de chef de cabinet;
19. Le Conseil a plutôt décidé de congédier le demandeur pour cause, suivant des informations concrètes et documentées;
20. Je ne conteste pas son droit de contester son congédiement mais à titre de premier officier de la ville, je conteste son droit d'agir contre les intérêts de la ville, d'utiliser les outils de la ville pour exercer des activités partisans, d'utiliser de tels outils pour publier des communiqués de presse de dénigrement, de refuser d'être loyal à la ville alors qu'il en est son employé et qu'il est payé par celle-ci;
21. Je conteste également le fait qu'il puisse être le seul employé de la ville à ne pas respecter ses obligations d'objectivité et à ne pas accepter son rôle;
22. Aux fins des présentes, il convient de souligner que le demandeur, grand ami du Maire, était candidat aux deux dernières élections et officier du parti du maire;
23. Je ne conteste pas son droit de s'impliquer politiquement mais il se devait de faire des choix;
24. S'il désirait faire de la politique partisane, il devait renoncer à son emploi au sein de la fonction publique municipale;
25. Je souligne que le cabinet du Maire est également composé de deux autres employés soit l'adjointe à la mairie, une employée cadre et la secrétaire-réceptionniste;
26. À ce jour, ces deux employés respectent leurs obligations d'objectivité et de loyauté envers la ville;

## **LA VILLE**

27. La Ville est régie par la *Loi sur les Cités et Villes* et ses lois connexes;
28. Elle est constituée d'une population de moins de 100 000 habitants;
29. Contrairement aux Villes de 100 000 habitants et plus, il n'existe pas à la Ville de membres du personnel qui ne seraient pas fonctionnaires ou employés de la municipalité, sauf pour les membres du Conseil de Ville;

30. Le Conseil de la Ville est constitué de 13 élus soit : le maire et 3 conseillers membres de son parti, 6 conseillers d'un autre parti politique et 3 conseillers indépendants;
31. Le comité exécutif de la Ville est constitué du maire et de 4 élus désignés par lui;
32. Au début du mandat du Maire, le comité exécutif était composé du Maire, de 2 conseillers indépendants et de 2 conseillers de son parti;
33. Le 24 avril 2018, le Maire a modifié son comité exécutif pour se donner une majorité absolue;
34. Le Comité exécutif était dorénavant composé du Maire, d'un conseiller indépendant et de 3 membres de son parti politique;
35. L'article 112 de la Loi sur les Cités et Villes oblige le Conseil de chaque Ville à nommer un directeur général;
36. Aux fins des présentes, il convient de reproduire l'article 113 de la L.C.V. :

*« Le Directeur général est le fonctionnaire principal de la municipalité.*

*Il a autorité sur tous les autres fonctionnaires et employés de la municipalité, sauf sur le vérificateur général qui relève directement du Conseil.*

*À l'égard d'un fonctionnaire ou employé dont les fonctions sont prévues par la loi, l'autorité du directeur général n'est exercée que dans le cadre de son rôle de gestionnaire des ressources humaines, matérielles et financières de la municipalité et ne peut avoir pour effet d'entraver l'exercice de ces fonctions prévues par la loi.*

*Il peut suspendre un fonctionnaire ou employé de ses fonctions. Il doit immédiatement faire à part de cette suspension au Conseil. Le Conseil décide du sort du fonctionnaire ou employé suspendu, après enquête. »*

37. Contrairement aux élus (qui ne sont pas employés de la Ville), le chef de cabinet est un employé de la Ville qui est soumis aux mêmes règles que tous les autres employés, tant au niveau administratif, hiérarchique qu'éthique et déontologique;
38. Son rôle et ses responsabilités sont et demeurent ceux de tous les employés de la Ville et à cet effet, il est soumis à un devoir de prudence et à des obligations de loyauté envers la Ville, comme son prédécesseur;
39. L'organigramme sur la structure administrative de la Ville ne peut faire échec à la Loi;
40. De toute façon, l'interprétation que le demandeur fait de l'organigramme est erronée; tous les employés relèvent ultimement de la direction générale;

41. À cet effet, je produis l'organigramme des autres directions de la ville qui relèvent toutes de la direction générale, pièce **D-13**;
42. Je souligne que contrairement aux allégations du demandeur (notamment aux paragraphes 5.2 et 49 de ses procédures judiciaires) le fait d'embaucher ou de congédier le chef de cabinet, n'altère en rien les « pouvoirs du Maire », tels pouvoirs ne pouvant faire l'objet d'une délégation;
43. De tels pouvoirs lui sont dévolus par la Loi;
44. L'embauche ou non d'un employé n'affecte en rien de tels pouvoirs;
45. Je souligne que la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu est composée de directeurs généraux adjoints, de greffier et greffier-adjoint et d'une directrice des ressources humaines qui possèdent tous une grande expérience du monde municipal;
46. Depuis mon arrivée à la Ville, j'ai pu constater à quel point ces fonctionnaires se faisaient un devoir et un point d'honneur d'agir avec la plus grande intégrité, le plus grand respect des règles et la plus grande impartialité, ce à quoi tous les élus et tous les citoyens sont en droit de s'attendre;

#### **LE DEMANDEUR ET SON STATUT**

47. Le 22 novembre 2017, le demandeur fut embauché à titre d'employé cadre de la Ville pour exercer des fonctions de chef de cabinet au niveau de la mairie, toujours sous mon autorité;
48. Le poste de chef de cabinet existe à la Ville depuis 2002;
49. Il s'agit d'un poste d'employé de la Ville, soumis à un code d'éthique et comportant des obligations de neutralité, d'impartialité et de non partisannerie;
50. Il s'agit également d'un poste où la loyauté de l'employé demeure envers la Ville;
51. Je suis informé par les officiers supérieurs et certains élus que le chef de cabinet précédent, monsieur Sylvain Latour, a toujours respecté ses obligations face à la ville;
52. À titre d'exemple, si le chef de cabinet doit préparer un projet de communiqué, comme ce communiqué émanera de la Ville, celui-ci doit exposer les faits et la position de la Ville de façon neutre et impartiale;
53. Le même raisonnement s'applique pour la préparation de discours ou de textes à soumettre aux journalistes, aux médias ou au public en général: la position de la Ville doit y être exprimée de façon neutre et sobre et doit refléter la position adoptée par le Conseil, sans connotation partisane, ni critique des autres élus;



54. En effet, il n'appartient pas à la Ville, ni aux membres du cabinet du maire, ni à tout employé de la ville de juger des décisions ou orientations adoptées démocratiquement par une majorité d'élus;
55. Au contraire, lorsqu'une décision ou orientation est prise par le vote d'une majorité de conseillers, tous les employés doivent être solidaires de cette décision ou orientation;
56. L'on ne peut donc, par le biais de communiqués ou d'écrits émanant de la Ville dénoncer les positions prises par des élus ou émettre des commentaires à saveur partisane;
57. Je souligne qu'il n'existe pas à la Ville de catégorie d'employés dits « employés politiques » qui pourraient se soustraire de la définition de « fonctionnaire ou employé » de la Ville ou se soustraire aux obligations d'impartialité et de loyauté envers la Ville dévolues à chaque employé;
58. En conséquence, le demandeur était soumis à mon autorité à titre de directeur général, comme tout autre employé de la Ville.
59. Je lui ai d'ailleurs répété à plus d'une occasion l'importance pour la Ville et pour le soussigné que tous les employés exercent leurs fonctions d'une manière impartiale et efficace, et ce, à tous les niveaux et pour toutes les fonctions occupées au sein de l'appareil municipal;
60. J'ai aussi réitéré plus d'une fois au demandeur, qu'à titre d'employé de la Ville, il était soumis à un devoir de loyauté devant être exercé à l'endroit de la Ville;
61. Je lui ai également rappelé que j'étais le signataire de son contrat d'emploi auprès de la Ville, qu'il était rémunéré par celle-ci et qu'il bénéficiait des conditions et avantages conférés à ses employés cadres;
62. Je lui ai aussi dit que selon l'information qui me fut communiquée, et sur la foi de mes deux années passées avec lui, le dernier chef de cabinet a respecté ses devoirs envers la Ville et envers les élus;

#### **LE REFUS SYSTÉMATIQUE DU DEMANDEUR DE RECONNAITRE SON STATUT**

63. Peu de temps après son embauche et malgré des avis répétés et clairs, le demandeur a refusé systématiquement de respecter mes directives et a sciemment défié toute forme d'autorité et de directive relative à son impartialité, à sa loyauté envers la ville et à la prudence de ses propos;
64. Il a refusé systématiquement de reconnaître son statut d'employé de la Ville et donc de se soumettre à l'autorité de la direction générale;

65. Au contraire, peu après son embauche le demandeur a répété et pris la position qu'il ne relevait que du maire et qu'il ne pouvait être un employé ou fonctionnaire de la Ville puisque selon ses dires, il serait un « employé politique »;
66. Il m'a répété à multiples reprises que son seul patron était le maire, que sa loyauté n'était qu'envers ce dernier, qu'il continuerait sans relâche ses fonctions partisans et qu'il ne parlerait qu'au nom du maire;
67. À plus d'une reprise, j'ai voulu avoir une discussion confidentielle avec le maire dans son bureau à ce sujet et concernant mes propos étayés à huis clos aux membres du conseil;
68. À chaque occasion, le demandeur était présent et a refusé de me laisser seul avec le Maire, me laissant savoir qu'il était son alter ego et son porte-parole;
69. À chaque occasion je lui ai rappelé ses rôles, responsabilités et obligations mais chaque fois, il a refusé d'agir selon mes instructions, me rappelant qu'il n'avait aucune obligation de loyauté envers la Ville;
70. Afin de m'assurer du bien-fondé de ma compréhension du statut du demandeur et de ses obligations, j'ai demandé à mon équipe de professionnels de valider son statut ainsi que ses rôles, devoirs et obligations;
71. Sans surprise, ceux-ci me furent confirmés;
72. J'en ai informé le demandeur qui a alors refusé d'admettre les faits, invoquant même qu'il allait solliciter sa propre opinion juridique à cet effet;
73. Le demandeur s'est dit également protégé contre toute forme d'intervention de ma part ou de la direction générale relative à ses actions partisans, et ce, malgré son lien d'emploi avec la Ville;
74. J'ai par ailleurs été informé par le maire, en présence du demandeur, que le demandeur était également dirigeant de son parti politique (et donc qu'il était normal d'exercer des activités partisans aux frais des contribuables), ce que le site web du Directeur des élections du Québec m'a confirmé, tel qu'il appert du document émanant du DGEQ et produit comme pièce D-1;
75. J'ai clairement indiqué que c'était inadmissible, donnant pour exemple le caractère incongru et inimaginable d'un de mes directeurs généraux adjoints qui occuperait les mêmes fonctions pour le parti politique du maire sortant. J'ai appris récemment que peu de temps avant son congédiement, il avait demandé le retrait de son nom à titre de dirigeant du parti du maire;
76. Malgré ses obligations, le demandeur a donc, depuis son embauche, accompli régulièrement et systématiquement du travail de nature partisane pour le parti politique du maire, et ce, au sein de l'appareil municipal et à titre d'employé;

77. À titre d'exemple, il a préparé et fait diffuser sans autorisation de la Ville ni de la direction générale plusieurs communiqués de presse hautement partisans, tels communiqués portant l'entête de la Ville;
78. Il a également préparé et fait diffuser des communiqués de presse qui insultaient les membres du Conseil et dénonçaient leurs décisions;
79. Il a publié sur les réseaux sociaux de nombreux commentaires et de nombreux textes partisans et de dénigrement de membres du conseil;
80. Je lui ai souligné le caractère impartial que devaient avoir les communiqués de la ville;
81. Je produis à titre d'exemples deux communiqués de presse du 20 février 2018 et un communiqué du 1er mai 2018 préparés par le demandeur, comme pièce D-5;
82. Ces communiqués sont tendancieux, défient les décisions du Conseil et ne rapportent pas les faits correctement;
83. Également, le 8 mai 2018, le demandeur a préparé pour le maire un communiqué de presse sur une proposition de règlement faite par un membre de son équipe qui avait été poursuivi par la Ville en remboursement d'honoraires professionnels;
84. Non seulement ce communiqué était-il inexact mais au surplus, il fut diffusé avant même que le Conseil n'en soit saisi ou que la contre-offre de la ville ait été acceptée par l'avocat du défendeur, copie du communiqué étant produit comme pièce D-6;
85. Par ailleurs, j'ai été informé que le demandeur a fait preuve d'inconduites face à des élus non membres du parti de maire;
86. Je suis informé que le ton et le langage du demandeur face à ces élus étaient clairement inacceptables;
87. Le demandeur refusait également de collaborer avec les membres du Conseil municipal à moins d'en être autorisé par le maire et dans la mesure déterminée par ce dernier;
88. Ces faits troublants m'ont interpellé puisque, ce faisant, le demandeur contrevenait aux règles les plus élémentaires d'impartialité attendues de tous les fonctionnaires ou employés de la Ville;
89. Je considérais et considère toujours que l'attitude et les agissements du demandeur contrevenaient à notre code d'éthique, à la loi et aux règles les plus élémentaires en matière d'éthique et de déontologie applicables aux employés de la Ville;
90. Au demeurant, j'ai été informé que parallèlement à son emploi auprès de la Ville, le demandeur exerçait des activités de consultation en Conseil stratégique, tel qu'il

appert d'une copie du CIDREQ et d'extraits du site web de la compagnie Ki3, le tout étant déposé en liasse comme pièce D-2 ;

91. Pour tous ces motifs, je considère toujours que cet employé ne partage aucune des valeurs des employés de la Ville et que sa loyauté à son endroit est inexistante;
92. Ses agissements et déclarations sèment aussi la confusion auprès du public en général et auprès des médias;
93. D'ailleurs, la ville a reçu divers appels de journalistes suivants la diffusion des communiqués de presse partisans, confus du fait que ceux-ci puissent porter les couleurs de la ville;

#### **MON RAPPORT AU CONSEIL ET SES SUITES**

94. C'est dans ce contexte que j'ai décidé de faire rapport au Conseil et de les informer de mes constats;
95. Ma décision était fondée sur mes convictions que la situation ne pouvait être tolérée et que le Conseil devait être informé du refus catégorique du demandeur de s'amender;
96. Ma décision était aussi fondée sur le fait qu'à défaut d'agir, je pourrais être blâmé par la Commission municipale du Québec ou la Cour supérieure;
97. Le 16 avril 2018, alors qu'il siégeait en plénière, le Conseil a demandé à tous le personnel de quitter la réunion, sauf à moi;
98. C'est ainsi que certains membres du Conseil m'ont interpellé et sollicité concernant les obligations et devoirs contractuels du demandeur ;
99. Après une discussion posée où tous ont eu la chance de s'exprimer, le Conseil m'a demandé de colliger des renseignements supplémentaires et ce, de façon confidentielle;
100. En effet, certains membres du Conseil craignaient raisonnablement que le demandeur ne soit informé par d'autres du détail des discussions en cours;
101. Dès le 16 avril 2018 en soirée, j'ai amorcé mon complément d'enquête, demandé de l'information supplémentaire et obtenu des renseignements confidentiels qui m'ont permis par la suite de préparer un rapport complémentaire;
102. J'ai également consulté un cabinet d'avocats externe et obtenu une opinion juridique confidentielle;
103. J'ai également obtenu une opinion juridique confidentielle de notre contentieux;

104. Le 20 avril 2018, j'ai fait un rapport détaillé au Conseil siégeant en plénière, tant au niveau factuel que légal;
105. Dans le cadre de cette réunion, j'ai remis à tous les membres présents (2 membres étaient absents) les opinions juridiques obtenues;
106. Je leur ai rappelé que de telles opinions étaient confidentielles et qu'après la réunion, je les reprendrais, comme cela est notre façon de faire;
107. Tous ont pu lire les opinions;
108. Par la suite, tous ont pu s'exprimer et délibérer de bonne foi;
109. Contrairement aux allégations du demandeur, je n'ai fait aucune allégation mensongère;
110. Le 23 avril 2018, j'ai remis pour lecture les deux opinions juridiques aux deux conseillers absents à la réunion du 20 avril 2018;
111. Le 23 avril 2018, le Conseil a délibéré de nouveau et a décidé de destituer le demandeur puisqu'il estimait que le lien de confiance avec la Ville était irrémédiablement rompu;
112. En fonction de sa prérogative, le maire refusa le lendemain de signer la résolution adoptée par le Conseil;
113. Conformément à l'article 53 de la LCV, la résolution fut soumise pour nouvelle approbation par le Conseil à une séance subséquente, soit à celle du 30 avril 2018;
114. À cette date, après de nouvelles délibérations, le conseil approuva de nouveau à la majorité absolue la résolution du 23 avril 2018 à la majorité absolue de ses membres (voir P-8);
115. Le demandeur était présent dans la salle au moment de l'adoption de cette résolution;
116. Une lettre de congédiement lui fut donc transmise le 2 mai 2018 par courrier recommandé mais le demandeur ne la cueillit que le 8 mai 2018, pièce **D-14**;
117. Dans l'intervalle, le 25 avril 2018, le Comité exécutif adopta sur division (3 contre 1) une résolution pour embaucher de nouveau le demandeur et bonifier son contrat de travail;
118. Les procédures judiciaires et la pièce P-6 confirment mes appréhensions et les faits soumis au Conseil de Ville à l'effet que le demandeur refuse de se soumettre à l'autorité du directeur général et qu'il entend continuer à exercer du travail de nature partisane aux frais de la municipalité;

119. En effet, traitant de l'emploi du demandeur, les extraits suivants de cette résolution P-6 exposent clairement la transgression des obligations légales de neutralité et de loyauté envers la Ville que le chef de cabinet devrait conserver en tout temps :

« 1) Relève du maire pour l'accomplissement de ses tâches;

2) Relève du maire pour l'évaluation de son rendement, à titre de supérieur immédiat dans le cadre d'un processus où le directeur général sera informé;

3) Accomplit nécessairement des fonctions pouvant être qualifiées de partisane du fait de ses fonctions de chef de cabinet et d'attaché politique de maire comme il est d'usage pour ce type de fonction;

4) Doit être protégé de toute forme de harcèlement et des interventions et actions partisans de certains membres du Conseil municipal, s'il agit conformément aux tâches reçues du maire;

5) Collabore avec tous les membres du Conseil municipal, sous la direction du maire et dans la mesure déterminée par ce dernier;

6) Ne peut être reproché de double emploi, de conflits d'intérêts et de manque de loyauté pour des faits connus et publics au moment de l'adoption de la résolution no CE-2017-11-0457; [résolution d'embauche];

7) Exerce ses tâches en toute légalité en relation avec l'article 284 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités;

8) Ne peut être destitué ou congédié que par résolution du comité exécutif; »

120. J'ai clairement informé le maire et les membres du Comité exécutif que les paragraphes de cette résolution contrevenaient aux règles et à la Loi;

121. Dans un tel contexte, je demeure convaincu que les activités et l'attitude du demandeur sont clairement contraires à la Loi, ainsi qu'à notre Règlement édictant un code d'éthique et de déontologie des employés municipaux, produit au soutien des présentes comme pièce D-3;

122. Je demeure aussi convaincu la position adoptée par le demandeur et ses agissements contreviennent à son obligation de loyauté envers la Ville prévue au Code civil du Québec;

123. Je demeure également convaincu que le demandeur n'a aucunement compris son rôle et qu'il n'a aucune intention d'amender sa conduite et qu'il ne partage pas les valeurs des employés de la Ville;

124. Le 4 mai 2018, la Cour supérieure décidait que le demandeur était un employé au sens du Code du travail et qu'en ce sens, seul le Comité exécutif avait le pouvoir de le congédier, le tout en vertu du règlement de la Ville sur le comité exécutif (P-7), le tout tel qu'il appert au dossier de la Cour (et pièce P-11);
125. Cette Cour ordonnait donc le sursis de l'exécution de la résolution P-7, telle ordonnance; ayant été renouvelée de consentement jusqu'au 30 mai 2018;

### **L'ABROGATION DE CERTAINS POUVOIRS DU COMITÉ EXÉCUTIF**

126. Le 2 mai 2018, le Conseil adopta, le règlement no 1687 intitulé « Règlement modifiant le règlement no 0662 relatif au comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu », et ce, suite à plusieurs résolutions adoptées sans compétence et malgré plusieurs avertissements de la part du Conseil, tel règlement et ses procédures d'adoption étant produits en liasse comme pièce D-7;
127. Suite à une succession d'actes jugés non conformes et illégaux, le Conseil a décidé d'exercer sa prérogative pour rapatrier certaines compétences déléguées au Comité exécutif, et ce, en vertu de la Loi 202 (P-1);
128. À cet effet, le conseil a adopté le règlement 1687 au deux tiers de ses voix;
129. Suite à l'adoption du règlement, le maire a exercé son droit de ne pas l'approuver;
130. Conformément à la Loi, il fut donc soumis de nouveau au Conseil pour nouvelle approbation le 7 mai 2018, date à laquelle le Conseil l'approuva de nouveau aux deux tiers (2/3) de ses membres, copie de cette résolution étant produite comme pièce D-8;
131. Ce règlement est en vigueur depuis le 9 mai 2018, copie de l'avis public d'entrée en vigueur étant produite comme pièce D-9;

### **MA SUSPENSION DU 10 MAI 2018 PAR LE MAIRE ET MA RÉINTÉGRATION**

132. Le 10 mai 2018, soit le lendemain matin de l'adoption du règlement D-9, le maire me fit sortir d'une rencontre importante pour la ville et disant se prévaloir de l'article 52 LCV, me suspendit sans autre motif que « tu as dépassé les limites »;
133. Il me réclama sans droit mon téléphone portable et mon ordinateur portable;
134. Je lui ai remis mon ordinateur portable mais j'ai refusé de lui remettre mon téléphone;
135. Je suis informé que ma suspension injustifiée par le maire a créé un grand émoi à l'intérieur de la fonction publique de la Ville, du jamais vu chez des fonctionnaires, de plus de 25 ans de carrière;
136. J'ai par ailleurs senti une très grande solidarité de leur part;

137. Aux fins de préserver la sérénité des débats, je ne commenterai pas ma suspension dans le cadre de la présente instance, préférant laisser à cette Cour le soin de tirer ses propres conclusions;
138. Je suis informé que le même jour, soit le 10 mai 2018, des membres de la haute direction de la Ville ont demandé au maire de leur remettre mon ordinateur sans autre délai;
139. Cet ordinateur fut mis sous scellés et me fut remis après ma réintégration;
140. Le 14 mai 2018, le Conseil me rétablissait dans mes fonctions et exprimait ses plus sincères regrets pour la situation difficile que j'ai dû traverser, copie de cette résolution étant produite comme pièce D-10;
141. À cette réunion publique du 14 mai 2018, la conseillère du district 12, membre du parti du maire, a affirmé publiquement que ma suspension était liée au congédiement du demandeur;

#### **LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION DU MAIRE ET DU DEMANDEUR**

142. Le jour de ma suspension, soit le 10 mai 2018, invoquant ses pouvoirs dévolus par l'article 52 de LCV, le Maire a requis pour le 16 mai accès au registre des appels téléphoniques et textos émanant du téléphone portable du directeur général indépendamment du destinataire ou de l'expéditeur;
143. Il a également demandé à avoir accès à tous les courriels échangés entre le directeur général et les membres du conseil municipal, tel qu'il appert de la pièce D-15;

#### **LE CONGÉDIEMENT DU DEMANDEUR ET L'ABROGATION DES RÉSOLUTIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF**

144. Le 15 mai 2018, pour les motifs exprimés à la résolution du Conseil (P-17), le demandeur fut congédié;
145. À la même date, le Conseil abrogeait la résolution (P-6) du comité exécutif sur l'embauche du demandeur;
146. Il va sans dire qu'il aurait été impossible pour moi et mes directeurs de s'expliquer comment un employé de la Ville pouvait demeurer à son emploi en transgressant les règles les plus élémentaires du monde municipal;
147. De fait, un sentiment de grand inconfort envers le demandeur est apparu au sein de l'ensemble de l'équipe de direction, du fait qu'il puisse avoir un tel accès à l'hôtel de Ville tout en demeurant à la solde d'un élu et tout en accomplissant du travail partisan;
148. À ce sujet, l'équipe de direction est solidaire;



## **LE STATUT D'EMPLOYÉ CADRE DU DEMANDEUR**

149. Il convient de souligner que le demandeur fut embauché à titre d'employé de la Ville pour exercer des fonctions de chef de cabinet au niveau de la mairie, toujours sous mon autorité;
150. À l'interne, le demandeur fut embauché comme employé cadre et, par conséquent, bénéficiait des mêmes conditions de travail que les autres cadres de la Ville;
151. D'ailleurs, son contrat individuel de travail ne fait place à aucune ambiguïté à ce sujet;
152. Il y est explicitement mentionné dans plusieurs articles ou paragraphes qu'il bénéficie des mêmes conditions de travail que les employés cadres;
153. Par exemple, le demandeur a bénéficié d'un horaire de travail similaire aux employés cadres et ses augmentations salariales sont accordées de la même manière que celles des « cadres d'équité »;
154. Il a également participé au régime de retraite disponible uniquement pour les employés cadres;
155. Non seulement était-il officiellement reconnu par la Ville comme un employé cadre, mais il a également exercé les fonctions d'un employé cadre;
156. Le demandeur bénéficiait aussi de la même autonomie administrative que celle des employés cadres de la Ville;
157. Il était régi par le « Protocole des conditions de travail des employés cadres 2009-2011 » qui est toujours en vigueur à ce jour, tel Protocole étant produit comme pièce D-11;
158. En général, ses tâches quotidiennes étaient importantes pour la Ville et de haut niveau;
159. Il devait notamment communiquer avec les parties prenantes internes et externes, y compris les citoyens et les membres du Conseil de Ville, et ce, sur de nombreux enjeux;
160. Il devait également expliquer les positions de la Ville dans plusieurs dossiers;
161. À ce titre, il avait accès et disposait d'informations confidentielles accessibles que par les cadres et la haute direction;
162. Il était le fonctionnaire ayant le plus grand accès à l'information confidentielle de la Ville après la direction générale;
163. Grâce à sa participation à de nombreux comités et à de nombreuses rencontres stratégiques confidentielles ou à huis clos, incluant sa participation aux séances

plénières du Conseil, au comité des finances et au comité exécutif, le Demandeur jouait un rôle important d'influence dans le processus décisionnel de la Ville;

- 164. Il y exprimait sans retenue son point de vue et participait donc aux discussions;
- 165. Il participait notamment au développement des stratégies et argumentaires utilisés dans les rapports de la Ville avec le syndicat, et ce, à tous les niveaux, incluant la négociation des conventions collectives à venir;
- 166. Il participait activement au développement et à la mise en œuvre des stratégies et orientations de la Ville;
- 167. De plus, le demandeur avait accès à des renseignements confidentiels auxquels aucun autre employé n'avait accès;
- 168. Au sein de la Ville, compte tenu du poste occupé et de leur rôle, plus de 15 employés sont considérés des cadres, même s'ils ne supervisent aucun employé;
- 169. À titre d'exemple, le chef logistique et formation incendie, le coordonnateur des consultations publiques et conseiller à la direction générale et l'enquêteur interne au service de police font partie des 15 cadres n'ayant aucun employé sous leur supervision;
- 170. D'autres employés sont réputés ne pas être des salariés au sens du Code du travail et sont donc non syndiqués, compte tenu de leurs fonctions;
- 171. À titre d'exemple, mon adjointe administrative n'est pas syndiquée;

#### **DIVERS**

- 172. Le paragraphe 31.31 des procédures du demandeur est inexact;
- 173. Les élus ont requis l'intervention du Ministère des affaires municipales sur plusieurs enjeux de la ville (le congédiement du demandeur étant plutôt subsidiaire);
- 174. Le Ministère s'est penché sur la question et a conclu que la ville était sainement gérée et administrée;
- 175. Le Ministère a plutôt conclu que ce dossier devait être déféré à la Commission municipale pour fins de médiation;
- 176. Par ailleurs, j'ai pris connaissance de la déclaration assermentée du demandeur du 28 mai 2018;
- 177. Je suis perplexe du fait que le demandeur produise des résolutions émanant d'une réunion du Comité exécutif siégeant hier à huis clos et donc non encore publiques;

178. En effet, à ce jour, le procès-verbal de cette réunion n'est pas encore rédigé et n'a pas été soumis au Conseil;

### **L'URGENCE**

179. Il n'existe aucune urgence justifiant le recours en injonction provisoire du demandeur;
180. En effet, si le recours du demandeur visant à réclamer la cassation de résolutions ou de règlements du Conseil s'avérait fondé, il aura alors droit de faire valoir ses droits face à une situation illégale, comme tout autre employé congédié et désireux d'exercer un recours contre son ancien employeur;

### **L'APPARENCE DE DROIT**

181. Je soumets que les motifs du congédiement sont clairs, sérieux et suffisants pour justifier son congédiement et rejeter son recours;
182. Je soumets également que les résolutions et règlements de la Ville bénéficient d'une présomption de validité et que le processus d'adoption de ceux-ci a été suivi;

### **LE PRÉJUDICE IRRÉPARABLE**

183. Il est faux de prétendre que le demandeur subirait un préjudice sérieux ou irréparable si la demande d'injonction provisoire ou de sauvegarde n'était pas accordée;
184. En effet, il bénéficie d'un recours utile en dommages;
185. Par ailleurs, il est l'auteur de ses propres malheurs (pouvant le cas échéant être réparés) qu'il tente de faire bonifier par son recours;
186. De plus, si le demandeur devait pouvoir être un employé de la Ville aux activités partisans et être payé par elle, ce serait tous les citoyens de la Ville qui en subiraient un préjudice puisque leurs taxes serviraient à payer un non élu pour des activités non-conformes à celles des employés municipaux;
187. La Ville subirait aussi un grave préjudice si cette cour accueillait la demande d'injonction provisoire puisque le demandeur serait le seul employé de la Ville pouvant exercer des activités partisans aux frais des contribuables, et le seul employé à ne pas relever du directeur-général, le tout à l'encontre de la Loi;

### **LA BALANCE DES INCONVÉNIENTS**

188. La balance des inconvénients penche nettement en faveur de la Ville et de tous ses citoyens;
189. Il serait impensable qu'un partisan soit employé de la Ville et qu'il exerce de telles fonctions;

190. La réintégration recherchée serait un affront aux principes ci-haut énoncés et créerait au sein de la fonction publique un déséquilibre important empreint d'un sentiment d'injustice, tout en accentuant un sentiment de méfiance face à un employé non neutre et engagé politiquement de façon ouverte à l'intérieur de l'hôtel de Ville même;
191. De fait, en aucun temps les employés de la Ville ne sauraient si les demandes faites par le demandeur, ses écrits ou ses agissements seraient ceux d'un partisan ou ceux d'un employé devant demeurer neutre et dont la loyauté est en faveur de l'organisation et non pas d'un parti politique;

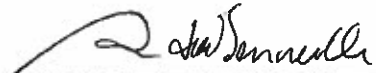
Montréal, ce 29 mai 2018



**François Vaillancourt**

Directeur général de la Ville de Saint-Jean-Sur-Richelieu

Affirmé solennellement devant moi, ce  
À Saint-Jean-sur-Richelieu, ce 29 mai  
2018



Me Andrée Sasseville, avocate

EV-19

C A N A D A  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT D'IBERVILLE

C O U R   S U P É R I E U R E

DEVANT L'HONORABLE MARTIN CASTONGUAY, J.C.S.

N°: 755-17-002790-189

GUY GRENIER,

demandeur,

c.

VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU,

défenderesse.

---

**COMPARUTIONS :**

Me SYLVAIN BEAUCHAMP  
Procureur du demandeur

Me BERNARD SYNNOTT  
Me RHONDA GRINTUCH  
Procureur de la défenderesse

**LE 30 MAI 2018**

JEAN RIOPEL  
Sténographe officiel

1 MONTREAL (QUEBEC)

2 LE 30 MAI 2018

3

4 (DEBUT DE L'AUDITION - 9 h 28)

5

6 (IDENTIFICATION DE LA CAUSE ET DES PROCUREURS)

7

8 LA COUR :

9 Bon, j'ai regardé en diagonale et puis c'est un...

10 une histoire en développement, à ce que je peux

11 voir, là.

12 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

13 Oui, tout à fait, mais la dernière pierre de

14 toutes, je pense, a été posée le 22 mai 2018,

15 Monsieur le Juge.

16 LA COUR :

17 Bon, puis là, il a eu, si je comprends bien, il y

18 a des injonctions qui ont été émises, puis là on a

19 refait le processus, on a reongédié...

20 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

21 Sur les mêmes faits, oui.

22 LA COUR :

23 ... après ça.

24 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

25 Tout à fait.

1 LA COUR :

2 Bien. La Cour supérieure sert à quoi à ce moment-  
3 là, là, qu'est-ce qui se passe? Il y a des... on  
4 émet des injonctions et la Ville, le conseil de  
5 ville, je pense, c'est le conseil de ville - c'est  
6 pas l'exécutif, l'exécutif veut le garder en  
7 place, si je comprends bien - alors, le conseil de  
8 ville se réunit en dépit qu'il y a une  
9 ordonnance...

10 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

11 Oui.

12 LA COUR :

13 ... et... Mais c'est faire perdre le temps à tout  
14 le monde...

15 Me BERNARD SYNNOTT :

16 Monsieur le Juge...

17 LA COUR :

18 ... aux contribuables, l'argent des contribuables,  
19 l'argent des contribuables par un quatrième juge,  
20 là.

21 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

22 L'argent de mon client également, Monsieur le  
23 Juge, je peux vous le garantir. Je suis absolument  
24 d'accord avec vous, et...

25

1 LA COUR :

2 Attendez, attendez, attendez. Je veux rien que  
3 voir si je comprenais bien. Les deux ont des  
4 représentations préliminaires, quand même, qui  
5 vont être faites, là.

6 Maître Synnott se plaignait de quelque  
7 chose, on va voir qu'est-ce qu'il a à dire là-  
8 dessus.

9 Me BERNARD SYNNOTT :

10 Tout d'abord, Monsieur le Juge, en fait j'ai reçu  
11 ce matin deux nouveaux affidavits. Généralement on  
12 a du temps pour les formuler, les affidavits. J'ai  
13 reçu un affidavit du maire; j'ai reçu un deuxième  
14 affidavit ce matin du demandeur.

15 LA COUR :

16 De monsieur Grenier?

17 Me BERNARD SYNNOTT :

18 De monsieur Grenier.

19 LA COUR :

20 Oui, j'ai vu. Je l'ai pas lu encore.

21 Me BERNARD SYNNOTT :

22 (inaudible) La même histoire que la dernière fois,  
23 j'ai reçu un affidavit à la dernière minute puis  
24 je me suis retrouvé dans une situation où j'étais  
25 pris par surprise. Maintenant, je laisse à la



1 discrétion, je laisse à la Cour le soin de décider  
2 si oui ou non l'affidavit est recevable  
3 aujourd'hui, mais je trouve ça un peu déplorable.

4 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

5 Monsieur le Juge, je peux peut-être parler du  
6 contexte un tout petit peu, si vous le permettez.

7 LA COUR :

8 Attendez, attendez, attendez. Je vais vous dire...  
9 assoyez-vous.

10 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

11 Ah, merci.

12 LA COUR :

13 Alors, maître Synnott me soulève le fait que vous  
14 avez fait parvenir deux... un affidavit, je l'ai  
15 vu tantôt, Déclaration sous serment de monsieur  
16 Laplante, et de monsieur Grenier, je pense, tout  
17 récemment, ils sont datés?

18 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

19 Ils sont datés de ce matin, Monsieur le Juge.

20 LA COUR :

21 30 mai. C'est pas très long, c'est pas très long,  
22 mais ce qui me préoccupe, moi - assoyez-vous,  
23 Maître Synnott - ce qui me préoccupe, moi, c'est  
24 l'utilisation abusive que vous faites du système  
25 judiciaire actuellement. On émet des injonctions

1 et là, même s'il y a une injonction pour  
2 suspendre, c'est pas grave, on en fera une autre.  
3 C'est pas ça?  
4 Me BERNARD SYNNOTT :  
5 Non. Monsieur le Juge, j'ai les notes  
6 sténographiques aussi de ce qui s'est passé devant  
7 le juge Blanchard, et c'est très clair : le juge  
8 ne réintègre pas l'employé, il constate que la  
9 résolution, la fameuse résolution du conseil était  
10 non valide parce que seul le comité exécutif avait  
11 juridiction pour congédier. J'ai plaidé devant le  
12 juge que le conseil avait déposé un avis de motion  
13 pour abolir les pouvoirs du comité exécutif  
14 décisionnels. Ce règlement-là est entré en vigueur  
15 et le comité exécutif n'a plus aucune juridiction.  
16 C'est le conseil de ville qui a juridiction pour  
17 congédier. Alors, le conseil de ville,  
18 démocratiquement à 9 contre 4, a exercé sa  
19 juridiction et a congédié le demandeur. Alors, ça  
20 n'a... ça n'a... alors, la...  
21 LA COUR :  
22 Oui, moi je regardais un peu à comprendre.  
23 Me BERNARD SYNNOTT :  
24 Ce qu'il faut comprendre, donc, c'est que la...  
25 donc, nettement, là, parce que ce que le juge...

1 Dans la première, le juge Blanchard, ce qu'il faut  
2 comprendre, c'est qu'il n'ordonne pas la  
3 réintégration qui était demandée. Il le dit  
4 clairement, je peux vous soumettre, je l'ai la  
5 transcription. Il dit : moi, je ne fait que  
6 constater que seul le CE, à cette époque-là,  
7 pouvait congédier; le conseil n'avait pas  
8 juridiction. Donc, il casse la résolution du  
9 conseil en disant : à cette époque-là, là, c'est  
10 jeudi, bien, je peux pas réintégrer parce que...  
11 ordonner la réintégration parce que le conseil va  
12 reprendre ces pouvoirs-là. Il dit : je ne suis...  
13 je ne lis pas l'avenir, je ne le réintègre pas,  
14 faites ce que vous avez à faire, point.

15 Alors, le conseil a rapatrié les pouvoirs,  
16 mais il faut comprendre, vous aurez compris qu'il  
17 y a 9 contre 4 la plupart du temps...

18 LA COUR :

19 Puis là, la Commission municipale est là-dedans  
20 maintenant.

21 Me BERNARD SYNNOTT :

22 La Commission municipale. Alors, il y a...  
23 l'opposition ou le maire et son équipe ont demandé  
24 à la Commission municipale d'inter.. tout d'abord,  
25 non, a demandé au ministère des Affaires

1       municipales d'intervenir. Le ministère des  
2       Affaires municipales a conclu que la gestion de la  
3       ville était... était correcte et a dit : on se  
4       mêle pas de ça, on demande à la Commission  
5       municipale d'agir comme médiateur entre le maire  
6       et son équipe et l'autre équipe.

7               Cela dit, la résolution qui congédie le  
8       demandeur, ça n'a aucune, c'est d'aucune... c'est  
9       pas de la même nature que la première puisqu'elle  
10      est valide, celle-là. D'où le fait qu'on peut pas  
11      aujourd'hui demander à la Cour de réintégrer une  
12      personne...

13      LA COUR :

14      Donc, là, je commence à mieux cerner, là.

15      Me BERNARD SYNNOTT :

16      Oui.

17      LA COUR :

18      L'ordre que vous avez eu... Le conseil a adopté  
19      une résolution abrogeant les pouvoirs du conseil  
20      exécutif...

21      Me BERNARD SYNNOTT :

22      Un règlement.

23      LA COUR :

24      ... un règlement abrogeant les pouvoirs du conseil  
25      exécutif qui, lui, avait, bon...

1 Me BERNARD SYNNOTT :

2 Réintégré...

3 LA COUR :

4 ... oui, réintégré, et vous, vous demandez la  
5 suspension de ce règlement-là.

6 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

7 Oui, notamment, Monsieur le Juge. Bien, je pense  
8 que si la Cour n'émet pas d'ordonnance de sursis à  
9 l'égard du règlement, ça ne change absolument  
10 rien.

11 Je ne veux pas interrompre mon confrère,  
12 je réponds à votre question tout simplement.

13 LA COUR :

14 Oui. Pourquoi ça change rien?

15 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

16 Bien, ça ne change rien tout simplement parce  
17 qu'il s'agit toujours des mêmes faits, Monsieur le  
18 Juge. Donc, je pense que vous avez très bien cerné  
19 le litige de base. Il y a une situation qui se  
20 produit le 25 avril 2018. Le 25 avril 2018 le  
21 comité exécutif de la Ville de Saint-Jean  
22 détermine que le lien d'emploi de mon client,  
23 monsieur Grenier, doit être maintenu, qu'il n'a  
24 pas commis de faute, qu'il a toujours agi de  
25 manière compétente, et détermine qu'effectivement

1 il doit être maintenu en emploi.

2 Subséquemment, le 30 avril, donc cinq  
3 jours plus tard, le conseil de ville adopte une  
4 résolution qui congédie mon client. C'est cette  
5 résolution-là, la pièce P-8, qui a été suspendue  
6 par le juge Blanchard dans son jugement à  
7 l'audition.

8 Sur la question de la réintégration, il  
9 n'a pas eu besoin de se rendre là. Ce qu'il nous a  
10 dit, et je suis content que mon confrère ait les  
11 notes sténographiques pour vous le dire, ce qu'il  
12 a dit c'est : « it flows », ce sont ses paroles  
13 exactes.

14 LA COUR :

15 It quoi?

16 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

17 It flows. Cela découle de son ordonnance, la  
18 réintégration, puisque, évidemment, puisqu'il y a  
19 une résolution du conseil de ville qui brise le  
20 lien d'emploi de mon client, c'est cette  
21 résolution-là qui est suspendue en cours de vol et  
22 n'atterrit pas. Si elle n'atterrit pas, mon client  
23 n'est plus congédié.

24 Suite à ça, mon client a été réintégré au  
25 travail le 7 mai, le lundi 7 mai; c'était le

1       vendredi 4 que le juge Blanchard a émis son  
2       injonction. Et par la suite, donc, il y a eu  
3       toutes ces manoeuvres-là qui ont été entreprises  
4       par le conseil de ville : premièrement, une  
5       tentative d'abrogation, que je prétends illégale,  
6       du règlement de délégation qui a toujours existé  
7       au sein de Saint-Jean-sur-Richelieu; deuxièmement,  
8       une série de résolutions, deux résolutions en  
9       particulier, que vous avez comme pièces P-17 et  
10      P-18, qui ont été adoptées dans un premier temps  
11      par le conseil de ville le 15 mai et qui ont fait  
12      l'objet d'un veto de la part du maire de Saint-  
13      Jean-sur-Richelieu, qui est assis dans la salle à  
14      côté de mon client : il y a monsieur Guy Grenier à  
15      ma droite puis il y a monsieur le maire à sa  
16      gauche.

17               Donc, il y a un veto qui a été émis et là,  
18      le 22 mai, le conseil de ville a adopté des  
19      résolutions une deuxième fois. En vertu de la Loi  
20      sur les cités et villes, ces résolutions-là sont  
21      entrées en vigueur à ce moment-là.

22               Maintenant, ce qu'il faut comprendre, puis  
23      le point clé là-dedans, c'est que c'est toujours  
24      sur les même faits, c'est incontestable, c'est  
25      même écrit dans une résolution...

1 LA COUR :

2 Oui, bien c'est ça, justement. Assoyez-vous.

3 Moi, là, quand on demande, j'ai une  
4 réticence énorme d'intervenir dans des conflits  
5 politiques, puis c'est en plein ça qui arrive là.  
6 Puis vous mettez tout le temps le même principe de  
7 l'avant, les même faits, les même faits. Puis j'ai  
8 lu l'affidavit... excusez, ça dénote mon âge, la  
9 déclaration solennelle de monsieur Vaillancourt,  
10 qui est pas sans mérite non plus. Il y a des faits  
11 de part et d'autre.

12 Alors, est-ce que vous pouvez pas trouver  
13 un modus vivendi pour... et aller mettre ce  
14 dossier-là en état au lieu de venir dépenser le  
15 temps de la Cour, l'argent des contribuables à la  
16 grandeur du Québec, là, c'est pas rien que la  
17 Ville de Saint-Jean; est-ce que vous pouvez pas  
18 trouver un modus vivendi pour que monsieur puisse  
19 avoir, travailler, hein, eu égard au jugement qui  
20 existe déjà, Maître Synnott, puis vous attendre...  
21 Ça peut fort bien arriver qu'on le laisse à tout  
22 le moins gagner sa vie en attendant et vous  
23 arranger de mettre ce dossier-là en état, c'est  
24 pas un mystère, là, ce dossier-là, pour procéder.

25



1 Me BERNARD SYNNOTT :

2 Gagner sa vie; ce que la Ville recherche, c'est  
3 qu'il ne puisse pas travailler de façon partisane  
4 à l'Hôtel de ville contre les fonctionnaires.

5 Si vous me permettez, P-6 est fort  
6 évocateur...

7 LA COUR :

8 Là, plaidez pas, là, c'est moi qui parle...

9 Me BERNARD SYNNOTT :

10 Je m'excuse.

11 LA COUR :

12 ... c'est moi qui parle. Ce que je vous exhorte de  
13 faire, c'est d'essayer de trouver un compromis  
14 pour mettre le dossier en état, procéder sur le  
15 fond. C'est ce que je vous exhorte à faire pour  
16 arrêter de dépenser l'argent des contribuables de  
17 la Ville de Saint-Jean et des contribuables en  
18 général, à venir sans arrêt devant la Cour  
19 supérieure. C'est la quatrième fois en même pas un  
20 mois. Le 4 mai, ça a commencé, puis on est rendu  
21 le 30 mai; quatre fois.

22 Alors, je vous apprends rien, vous, ancien  
23 bâtonnier, là, qu'une journée de cour c'est  
24 15 000 \$ à l'état. Ça fait que vous avez dépensé,  
25 là, pas mal d'argent de l'état, là.

1 Me BERNARD SYNNOTT :

2 Si vous permettez, Monsieur le Juge, juste pour  
3 dire que les trois autres fois c'était des  
4 renouvellements de consentement.

5 LA COUR :

6 Deux.

7 Me BERNARD SYNNOTT :

8 Deux fois, c'est ça.

9 LA COUR :

10 Mais il y a pas moyen que, avec... je vous  
11 entends, là, puis il y a la question que ce qui  
12 est reproché c'est le travail partisan, il y a pas  
13 moyen que monsieur s'engage à ne faire aucun  
14 travail partisan le temps de mettre le dossier en  
15 état?

16 Me BERNARD SYNNOTT :

17 Si ça avait été fait, Monsieur le Juge, on serait  
18 pas ici. Comprenez-vous, c'est le problème qu'il y  
19 a, c'est qu'il s'entête à faire du travail  
20 partisan, et le comité exécutif, à la pièce P-6,  
21 je veux pas plaider, là, il relève du maire - ça,  
22 c'est la résolution adoptée, là, les quatre  
23 conseillers, relève du maire... Monsieur le Juge,  
24 si vous me permettez, je crois que c'est  
25 important...

1 LA COUR :

2 Non, mais, non... écoutez, moi, ce que je dis, là,  
3 puis je suis content qu'il soit dans la salle,  
4 c'est la base des faits reprochés.

5 Me BERNARD SYNNOTT :

6 Bien, c'est ça.

7 LA COUR :

8 Alors, s'il pouvait... Moi, je suis bien prêt à  
9 donner... à vous diriger vers une espèce d'entente  
10 que monsieur continue à percevoir son salaire - on  
11 peut pas empêcher un homme de travailler puis...  
12 bon. Alors, mais à tout le moins, qu'il  
13 s'abstienne de faire ce qui est reproché, qui est  
14 à la base; me semble que ça peut se faire, ça,  
15 pendant un mois, un mois et demi, pour que ce  
16 dossier-là soit mis en état puis arrêter de  
17 revenir devant la Cour.

18 Me BERNARD SYNNOTT :

19 J'aurais une suggestion à faire, Monsieur le  
20 Juge : dans la mesure où ça crée un grand  
21 inconfort au niveau de la direction générale, puis  
22 c'est normal d'avoir quelqu'un qui est carrément  
23 partisan, il y a quand même un conseil municipal  
24 élu démocratiquement, c'est ça la problématique de  
25 base, et ils ont des droits aussi, puis c'est pas

1 vrai qu'il va y avoir des communiqués aussi  
2 incroyables et partisans, émis au nom de la Ville.

3 Ce qu'on peut peut-être faire, je peux  
4 peut-être parler à mes clients. Si je comprends  
5 bien, ce que la Cour nous dit, c'est : écoutez, il  
6 a le droit de gagner sa vie. Ce qu'on pourrait  
7 peut-être faire, c'est dire : pour le moment, on  
8 comprend - je suggérerais qu'on mette le dossier  
9 en état très rapidement dans la prochaine semaine,  
10 si vous voulez. Moi, j'ai pas de problème avec ça.  
11 Qu'on verse son salaire, là, mais qu'il reste chez  
12 lui, là, puis comme ça, là, il y aura pas de  
13 préjudice. Moi, j'ai pas de problème avec ça. Il  
14 peut pas rentrer à l'Hôtel de ville puis faire  
15 tout ce qu'il fait, Monsieur le Juge; c'est des  
16 fonctionnaires, là, ils sont catastrophés.

17 LA COUR :

18 Bon, je vais vous laisser discuter. C'est un  
19 dossier qui peut être mis en état très, très  
20 rapidement...

21 Me BERNARD SYNNOTT :

22 Oui.

23 LA COUR :

24 ... alors, ça serait mieux que ça procède au fond  
25 évidemment, je vous apprends rien; je me répéterai

1 pas, mais c'est peut-être une solution de  
2 compromis. Rencontrez-vous, je vous donne jusqu'à  
3 10 h 15, puis je pense que je vais faire d'autres  
4 dossiers en attendant. Essayez... ça, moi je suis  
5 sensible à ça, je suis sensible au fait qu'il y a  
6 déjà eu des jugements, Maître Synnott, mais je  
7 suis sensible aussi que si monsieur s'entête,  
8 c'est pas trop bon. Alors c'est ça.

9 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

10 Juste un élément pour continuer, Monsieur le Juge  
11 - je vous ai entendu et je vous ai compris de  
12 façon entière, je vais aller discuter avec mon  
13 client puis effectivement avec ma petite note.  
14 J'attire simplement votre attention sur le fait  
15 qu'il y a une particularité ici du fait que le  
16 contrat de travail de mon client comprend  
17 essentiellement deux grands volets : un volet  
18 administratif puis un volet où c'est écrit  
19 « tâches politiques ». Alors, je veux juste que la  
20 Cour soit consciente du fait que ça fait partie  
21 intégrante de son travail.

22 LA COUR :

23 Mais ça, ça sera au fond.

24 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

25 Oui, je comprends tout à fait.

1 LA COUR :  
2 Ça sera au fond, là. Je refuse depuis tantôt de me  
3 laisser entraîner vers le fond.  
4 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
5 O.k.  
6 LA COUR :  
7 Vous ferez ce qu'il faut mais vous ne m'y  
8 entraînerez pas contre mon gré. Alors, ce que je  
9 veux, c'est clair pour moi que ce dossier-là peut  
10 être mis en état rapidement, le travail a été  
11 fait, il est bien fait par des avocats  
12 d'expérience. Et là, allez au fond, mais ce que je  
13 veux, c'est que monsieur puisse ramener du pain  
14 puis du beurre chez eux.  
15 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
16 J'ai compris, Monsieur le Juge.  
17 Me BERNARD SYNNOTT :  
18 Monsieur le Juge, je ne veux pas abuser de vous,  
19 puis vous savez, j'essaie de pas abuser...  
20 LA COUR :  
21 Non, non, non.  
22 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
23 Généralement.  
24 Me BERNARD SYNNOTT :  
25 ... parce que, ce qui risque d'arriver, c'est

1 qu'on revienne dans une demi-heure en vous  
2 disant : on s'est entendu pour mettre le dossier  
3 en état dans les prochains jours. Là, le point  
4 suivant, c'est : écoutez, là, c'est quand la date  
5 de procès? C'est là la problématique : est-ce que,  
6 donc, on doit... Alors, je m'adresserai au juge en  
7 chef à ce moment-là pour qu'on ait une date...

8 LA COUR :

9 Il y a le problème, le problème c'est que le juge  
10 en chef est pas là aujourd'hui, l'assemblée  
11 commence pour les coordonnateurs une journée  
12 avant. Alors...

13 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

14 Mais moi, je vais avoir une solution à proposer,  
15 Monsieur le Juge, puis si effectivement on est  
16 d'accord, je vais proposer quelque chose à mon  
17 confrère qui pourrait probablement faire son  
18 affaire.

19 LA COUR :

20 Puis, ça, dans une situation comme ça...

21 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

22 Moi, je vais vous demander, je vous le dis, là, je  
23 vais vous demander une sauvegarde sur les  
24 résolutions importantes puis vous êtes  
25 probablement...

1 LA COUR :  
2 Je demande à ce que vous vous entendiez...  
3 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
4 Oui, oui, tout à fait.  
5 LA COUR :  
6 ... vous allez vous entendre sur quelque chose,  
7 puis s'il y a un volet ordonnance, mais avant,  
8 là...  
9 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
10 Absolument.  
11 LA COUR :  
12 ... commencez pas à me dire je veux une ordonnance  
13 de sauvegarde; je vous demande d'essayer de vous  
14 entendre sur un modus vivendi et si ce modus  
15 vivendi-là comprend des ordonnances, je les  
16 rendrai. Mais de la part des deux parties. Vous  
17 commencerez pas à plaider là, là, quand je vous  
18 envoie négocier.  
19 Ça, pour la date, là, Maître Synnott, ça  
20 peut toujours s'arranger avec le juge en chef. Le  
21 dossier est assez, disons, compliqué à la Ville,  
22 là, je pense qu'on peut, ça peut s'organiser.  
23 Alors, revenez dans une demi-heure. Je  
24 garde ça au chaud ici.  
25



1 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
2 Est-ce qu'on vous négocie un dix minutes de plus?  
3 LA COUR :  
4 Ah, à et demie, si vous voulez.  
5 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
6 Ça marche.  
7 Me BERNARD SYNNOTT :  
8 Oui, 10 h 30, Monsieur le Juge, ça va être  
9 parfait. Merci.  
10 LA COUR :  
11 Il y avait des gens qui voulaient rentrer tantôt.  
12 LE GREFFIER :  
13 C'était un autre...  
14 LA COUR :  
15 Le monsieur à gauche est avec...  
16 LE GREFFIER :  
17 Avez-vous... non?  
18 LA COUR :  
19 C'est pas dans ce dossier-là?  
20 LE GREFFIER :  
21 Il y a pas d'autre chose.  
22 M. JEAN RIOPEL :  
23 Je suis un citoyen de Saint-Jean.  
24 LA COUR :  
25 Ah, o.k., o.k. Vous êtes pas avocat, vous êtes

1 pas...

2 M. JEAN RIOPEL :

3 Non, je suis sténographe officiel.

4 Me BERNARD SYNNOTT :

5 En plus.

6 LA COUR :

7 Bon. Vous êtes observateur.

8 M. JEAN RIOPEL :

9 Voilà.

10 LA COUR :

11 Puis vous, Monsieur en arrière?

12 M. ROBERT GUINTA :

13 Même chose, payeur de taxes.

14 LA COUR :

15 Bon, c'est correct, c'est parfait. On va

16 suspendre.

17

18 (SUSPENSION - 9 h 46)

19 (REPRISE - 11 h 30)

20

21 LA COUR :

22 C'est très bon signe quand les avocats ont rien

23 dans les mains.

24 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

25 On a effectivement conclu une entente de principe.

1 Me BERNARD SYNNOTT :  
2 On a pris bonne note de vos commentaires, ils ont  
3 été acheminés de part et d'autre. On a une entente  
4 de principe. Ce qu'on va faire, mon confrère et  
5 moi, nous allons aller rédiger, et une fois que  
6 l'entente sera - c'est toujours, évidemment, sous  
7 réserve d'acceptation par le conseil, la réunion  
8 est lundi - mais une fois que tout sera, aura été  
9 mis en place, éventuellement il y aura une  
10 déclaration de règlement hors de cour dans le  
11 dossier tout simplement.

12 LA COUR :

13 Au complet?

14 Me BERNARD SYNNOTT :

15 Au complet.

16 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

17 Oui, effectivement. Donc, c'est les bases de  
18 l'entente de principe, puis ce qu'on vous propose,  
19 Monsieur le Juge, avec votre permission, c'est de  
20 suspendre maintenant, on reviendrait peut-être  
21 vers vous pour faire remettre l'affaire sine die  
22 cet après-midi, voir comment ça va se passer.

23 LA COUR :

24 Moi, je suis ici, je suis ici jusqu'à 4 heures...

25

1 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
2 Ah, c'est sûrement...  
3 LA COUR :  
4 ... je me fais remplacer à compter de 4 heures,  
5 parce que je m'en vais à Montebello et c'est le  
6 juge de garde pour les deux prochains jours qui  
7 va...  
8 LE GREFFIER :  
9 Le juge Dumont?  
10 LA COUR :  
11 Oui.  
12 Me BERNARD SYNNOTT :  
13 Mais on va revenir. Notre but est de revenir pour  
14 2 h 15, 2 h 30.  
15 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
16 C'est ça.  
17 LA COUR :  
18 2 h 15.  
19 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
20 Oui, oui, tout à fait.  
21 LA COUR :  
22 J'arrête à 12 h 30 et on recommence à 2 h 15.  
23 Me BERNARD SYNNOTT :  
24 Alors, c'est ça. Dès que c'est prêt on revient, on  
25 vient juste vous le dire, parce que, en réalité,

1 c'est juste l'accord de principe, faut juste que  
2 les parties ne changent pas d'idée en cours de  
3 route, alors on signe là, on va aller se préparer,  
4 là.

5 LA COUR :

6 Dépêchez-vous d'être ici.

7 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

8 Parmi l'accord de principe, maître Synnott s'est  
9 engagé à dire à quel point j'étais un bon avocat  
10 également devant la Cour, mais je comprends très  
11 bien.

12 Me BERNARD SYNNOTT :

13 C'est exprès pour les fins de l'enregistrement.

14 LA COUR :

15 J'ai deux bons avocats. C'est tellement un charme  
16 quand on a des bons avocats et, des fois, il y en  
17 a qui sont devant nous...

18 Me BERNARD SYNNOTT :

19 C'est plus difficile des fois mais on essaie de  
20 faire notre travail et, voilà, on l'a fait, je  
21 pense, aujourd'hui, alors, puis on vous remercie  
22 de votre aide.

23 LA COUR :

24 Parfait.

25

1 (SUSPENSION - 11 h 32)

2 (REPRISE - 14 h 11)

3

4 (DÉBUT DE L'ENREGISTREMENT)

5

6 Me BERNARD SYNNOTT :

7 ... elle est sujette, cette entente, à son  
8 approbation par le conseil de ville qui doit se  
9 réunir le 4 juin, donc lundi prochain, et si tout  
10 va bien, on devrait normalement, et si l'entente  
11 est acceptée, on devrait déposer une entente, une  
12 déclaration de règlement hors cour.

13 LA COUR :

14 Bon, en fait, je peux rayer, rayer la...

15 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

16 Je préférerais que vous remettiez peut-être sine  
17 die pour l'instant.

18 Me BERNARD SYNNOTT :

19 Sine die.

20 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

21 Tout à fait.

22 LA COUR :

23 Sine die?

24 Me BERNARD SYNNOTT :

25 Oui, parce que s'il y a pas... s'il y a pas de...

1       ce qui devrait pas arriver, là, mais s'il fallait  
2       qu'il y ait pas d'entente lundi soir au conseil,  
3       j'imagine (inaudible), une présentation.  
4       Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
5       Oui, comportera des délais, mais les chances sont  
6       faibles. Maître Synnott et moi-même on est très  
7       optimistes.  
8       Me BERNARD SYNNOTT :  
9       Oui.  
10      LA COUR :  
11      O.k. Bien, écoutez, moi ça me dérange pas, sine  
12      die ou...  
13      Me BERNARD SYNNOTT :  
14      Sine die.  
15      LA COUR :  
16      Alors, vous allez noter au procès verbal que vu  
17      l'entente de principe, on va faire noter au procès  
18      verbal, la cause est remise sine die.  
19      Me BERNARD SYNNOTT :  
20      Merci.  
21      Me SYLVAIN BEAUCHAMP :  
22      Merci beaucoup, Monsieur le Juge, bon congrès!  
23      LA COUR :  
24      Merci. Bonne fin de semaine.  
25

1 Me SYLVAIN BEAUCHAMP :

2 Merci à vous.

3 Me BERNARD SYNNOTT :

4 Oui, vous aussi. À bientôt.

5

6 (AJOURNEMENT - 14 h 13)

7

8

9

10

11 Je, soussigné, JEAN RIOPEL (#280952-6),  
12 sténographe officiel, certifie sous mon serment  
13 d'office, que les pages qui précèdent sont et  
14 contiennent la transcription exacte et fidèle des  
15 notes recueillies au moyen de l'enregistrement  
16 numérique, le tout hors de mon contrôle et au  
17 meilleur de la qualité dudit enregistrement, le  
18 tout conformément à la Loi.

19

20 ET J'AI SIGNÉ :

21 **Jean**  
22 **Riopel**  
23

Signature numérique de Jean  
Riopel  
DN : cn=Jean Riopel, o,  
ou=Sténographe officiel,  
email=jeanriopel@videotron.ca,  
c=CA  
Date : 2018.06.03 17:58:39 -04'00'



EV-23

**Comité exécutif**

**Séance ordinaire du 17 octobre 2018**

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, tenue le 17 octobre 2018, à 13h30, dans la salle des Comités à l'hôtel de ville, à laquelle sont présents madame Maryline Charbonneau, ainsi que monsieur Justin Bessette, siégeant sous la présidence de monsieur Alain Laplante, le tout formant quorum.

Monsieur Marco Savard est absent.

Monsieur Ian Langlois est absent.

Monsieur Stéphane Beaudin, directeur général adjoint, est présent.

Monsieur François Lapointe, secrétaire, est présent.

- - - -

No CE-2018-10-0182

**Suivis aux demandes d'information du maire**

CONSIDÉRANT que la Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu prévoit que le comité exécutif donne au conseil son avis, de sa propre initiative ;

CONSIDÉRANT que l'article 52 de la Loi sur les cités et villes donne au maire le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle sur tous les départements et les fonctionnaires ou employés de la municipalité ;

CONSIDÉRANT l'opinion juridique reçue de Me Pierre Laurin, le 23 août 2018, à l'effet que le maire d'une municipalité a accès à tous les documents qu'elle détient ;

CONSIDÉRANT que plusieurs demandes d'information du maire ont été refusées par la direction générale ;

PROPOSÉ PAR : madame Maryline Charbonneau

APPUYÉ PAR : monsieur Justin Bessette

D'intégrer le préambule de la présente résolution afin d'en faire partie intégrante.

De donner avis au conseil municipal afin que des mesures soient prises pour répondre favorablement aux différentes demandes d'information du maire.

D'envoyer une copie de la présente résolution aux membres du conseil municipal, à la Commission municipale du Québec et au Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire dans les plus brefs délais.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

- - - -

Alain Laplante  
Président

François Lapointe  
Secrétaire

Le 19 novembre 2018

Commission municipale du Québec



**Objet : Dossier CMQ-66841  
Affirmation solennelle**

Je, soussigné, François Lapointe, greffier de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, affirme solennellement qu'à ma connaissance, il n'existe aucun document que ce soit sous forme de règlement, politique, guide, orientation ou autre, concernant le contenu ou la diffusion des communiqués de presse de la Ville.



Si des informations supplémentaires vous sont nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné au (450) 357-2077, poste 2384.

J'affirme solennellement que  
les informations contenues  
dans ce document sont vraies.



M<sup>e</sup> François Lapointe, greffier

Signé devant moi à Saint-Jean-sur-Richelieu,  
Ce 19<sup>e</sup> jour de novembre 2018



Julie Pariseau / # 169206  
Commissaire à l'assermentation  
pour le Québec

EU-26

**De :** Laplane, Alain  
**A :** Hébert, Michelle (Direction générale)  
**Cc :** Lapointe, François; Thivierge, Annie: "Sylvie.Pierard@CMO.gouv.qc.ca"; Nancy.Lavoie@cmo.gouv.qc.ca: "cbouchard@ksalex.ca"  
**Objet :** Huit courriels concernant mon chef de cabinet  
**Date :** 28 janvier 2019 09:54:40

---

Bonjour Michelle,

Suite à l'opinion de Me Pierre Laurin, datée du 23 août 2018, qui nous a été présentée dans le cadre de la démarche d'accompagnement de la Commission municipale du Québec et dans laquelle on nous explique que le maire d'une municipalité a accès à tous les documents qu'elle détient, j'aimerais relancer ma demande afin d'obtenir les courriels des huit conseillers qui furent à la base du congédiement de mon chef de cabinet.

Cette demande vous est adressée en vertu de mes droits de l'article 52 de la Loi sur les Cités et Villes, dont ceux de surveillance, d'investigation et de contrôle sur tous les départements et les fonctionnaires ou employés de la municipalité.

Évidemment, comme monsieur Vaillancourt est présentement en arrêt de travail, je vous demanderais de respecter la quiétude qui lui a été prescrite par son médecin. Plutôt que de lui demander directement ces courriels, pouvez-vous, s'il vous plaît, en demander copie auprès de Me Rhéaume Perreault, de la firme Fasken Martineau DuMoulin ? Les huit courriels lui ont été remis, sous pli, avec la lettre de François Vaillancourt datée du 18 avril 2018.

Cordialement,

**Alain Laplante**

Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu

[a.laplante@sjsr.ca](mailto:a.laplante@sjsr.ca)

450 357-2095

**Alain Laplante**

Maire

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Poste : 2095

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

No : CMQ-66841

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

YVAN BERTHELOT ET AL.

Demandeurs

c.

ALAIN LAPLANTE

Défendeur

### DÉCLARATION SOUS SERMENT

Je soussigné, François Vaillancourt, directeur général pour la Ville de St-Jean-sur-Richelieu, exerçant ses fonctions au 188 rue Jacques Cartier Nord à St-Jean-sur-Richelieu, province de Québec, G1V 2M2, déclare solennellement ce qui suit :


1. Je suis directeur général pour la Ville de St-Jean-sur-Richelieu;
2. Entre le 17 et le 20 avril 2018, j'ai reçu 9 courriels de plaintes concernant monsieur Guy Grenier;
3. Tous les faits allégués dans la présente déclaration assermentée sont vrais et à ma connaissance personnelle;

EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ

ce 26 février 2019

  
FRANÇOIS VAILLANCOURT

Assermenté devant moi à Longueuil  
ce 26 février 2019

  
Simon Favreau-Leclerc  
Avocat # 3153690

**O'Cain, Louise**

---

**À:** Vaillancourt, François  
**Objet:** RE: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

**De :** Dufresne, Mélanie  
**Envoyé :** 17 avril 2018 20:39  
**À :** Vaillancourt, François <F.Vaillancourt@sjsr.ca>  
**Objet :** RE:ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

Bonjour François,

De mon côté je ne crois pas que Monsieur Grenier est à la hauteur des responsabilités que nous lui avons confiées:

1. Je ne suis pas d'accord avec la nature des communiqués de presse émis au nom de ville suite aux conseils publics, je considère qu'ils sont biaisés pour faire paraître mal les conseillères contre certains enjeux et son administration. Il y a beaucoup de sous-entendus péjoratifs qui nuit à l'image de la ville avec soins de faire bien paraître son maire.
2. Je spécule qu'il y a de la propagande politique qui se fait à l'intérieur du bureau de la mairie, le vidéo sur les boisé semble avoir été organisé par lui sur les heures rémunérées par la ville - surtout qu'il est directeur de campagne de l'équipe Laplante, je me pose de sérieuse question...mais je n'ai pas de preuve.
3. Il ne me supporte aucunement quand j'ai besoin pour des conférences ville. Lors de la présentation de Mme Lajoie concernant le sifflement de train, M. Grenier a été avisé de m'alerter 3 semaines avant. Rien n'a été fait à cet égard, les conseillers n'étaient pas au courant, il n'y a pas eu de communiqué ville à cet effet, ni de publicité sur les médias sociaux ou sur le site de la ville. La journée de la rencontre Mme Lajoie a été reçue comme un chien dans un jeu de quilles, j'ai dû organiser la salle (placer le lutrin, etc) afin d'être prête pour la présentation. M. Grenier semblait agacé par mon dynamisme de vouloir avoir tout en place qu'il m'a pris par le bras et m'a avisé d'un ton sévère de le laisser faire son travail...
4. Représenter la ville de St-Jean à Maux et envoyer un communiqué dans les médias pour se mettre en valeur sans l'approbation du conseil c'est rire de nous. Je considère que cela manque de professionnalisme.
5. Souvent il intervient donnant son opinion en caucus. A ce que je sache, il n'a pas été élu, il n'est donc pas de son ressort d'intervenir de la sorte.

En conclusion, je considère que monsieur Grenier ne remplit pas son mandat de travail.

**De :** Vaillancourt, François  
**Envoyé :** mardi 17 avril 2018 12:00  
**À :** Dufresne, Mélanie; Auger, François; Fontaine, Jean; Langlois, Ian; Charbonneau, Claire; Charbonneau, Maryline (Conseil municipal); Berthelot, Yvan; Bessette, Justin; Savard, Marco; Marcoux, Christiane; Poissant, Patricia; Gendron, Michel; Laplante, Alain  
**Cc :** Hébert, Michelle (Direction générale); Beaudin, Stéphane  
**Objet :** ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

Monsieur le maire, dames et messieurs les conseillers et conseillères,

Suite au point discuté hier soir à huis-clos et concernant des demandes, observations et documents soumis à mon intention par certains d'entre vous à l'égard du chef de cabinet, j'aurais besoin de votre assistance précieuse.

J'ai ainsi reçu depuis hier soir de la correspondance à l'égard du chef de cabinet et il appert que de nombreux conseillers souhaiteraient préciser confidentiellement et, par écrit, leurs observations concernant les manquements de monsieur Grenier dans ses devoirs et obligations de loyauté envers le conseil municipal et l'administration en général. Compte tenu de la sensibilité extrême du dossier en question, plusieurs d'entre vous souhaiteraient effectivement que cette démarche demeure et soit excessivement confidentielle, comme pour tout autre dossier concernant un employé de la ville.

À la lumière des documents soumis hier soir en plénier par la conseillère C. Charbonneau, il a été démontré et signifié que monsieur Grenier est un dirigeant du Parti politique Équipe Laplante, en date du 16 avril 2018. Il nous a été soumis en outre que le chef de cabinet possède une entreprise de consultation stratégique et qu'il est inscrit sur le registre des entreprises. Cette entreprise apparaît aussi sur le site des pages jaunes à ce titre.

J'aurais ainsi besoin que vous me soumettiez des commentaires, le cas échéant, concernant la nature ou qualité de son soutien à votre égard ou de toute autre observation concernant ses activités professionnelles et de ses relations à votre égard à titre de chef de cabinet. Je vous rappelle que son contrat d'emploi spécifie qu'il est affecté à la « mairie » et qu'il doit supporter le maire, la direction générale, et finalement, tous les membres du conseil municipal, nonobstant l'affiliation politique de chacun ou chacune.

Tous les commentaires, observations et/ou documents qui nous seront transmis seront analysés rapidement avec probité et rigueur par la direction générale. Puis-je solliciter votre apport avec célérité puisque l'analyse de ce dossier excessivement sensible tiendra compte de vos commentaires ou observations concernant notre employé municipal. Je vous prierais de me soumettre très rapidement, de façon confidentielle, vos précieuses observations ou commentaires à mon intention seulement.

Permettez-moi de vous rassurer quant à l'entière confidentialité du processus. Merci beaucoup et bonne fin de journée.

François  
François Vallancourt  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2406

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!



**DISTINCTIONS**  
Réseau Environnement

Réceptaire du p.d.

**Mélanie Dufresne**  
Conseillère Municipale District 01  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Tél. : 514 714-8410  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2  
[M.Dufresne@sjsr.ca](mailto:M.Dufresne@sjsr.ca)

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

No : CMQ-66841

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

YVAN BERTHELOT ET AL.

Demandeurs

c.

ALAIN LAPLANTE

Défendeur

### DÉCLARATION SOUS SERMENT

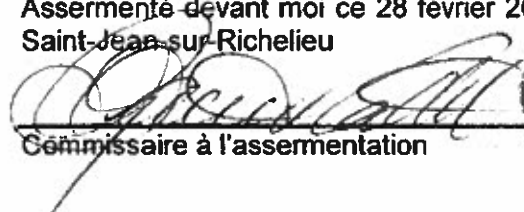
Je soussigné, Michel Gendron, domicilié et résidant au 172, rue Bella à Saint-Jean-sur-Richelieu, province de Québec, J2X 4Y6 déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis conseiller municipal du district 3 pour la Ville de St-Jean-sur-Richelieu;
2. Le seul courriel de plainte concernant monsieur Guy Grenier envoyé à François Vaillancourt entre le 17 et 20 avril 2018 est celui daté du 17 avril 2018 à 13h30 et joint à la présente;
3. Je consens à sa production s'il demeure protégé par une ordonnance de confidentialité.
4. Tous les faits allégués dans la présente déclaration assermentée sont vrais et à ma connaissance personnelle;

EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ  
ce 28 février 2019

  
MICHEL GENDRON

Assermenté devant moi ce 28 février 2019  
Saint-Jean-sur-Richelieu

  
Commissaire à l'assermentation



**O'Cain, Louise**

---

**À:** Vaillancourt François  
**Objet:** RE: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

**De :** Gendron, Michel  
**Envoyé :** 17 avril 2018 13:30  
**À :** Vaillancourt, François <[F.Vaillancourt@sjsr.ca](mailto:F.Vaillancourt@sjsr.ca)>  
**Objet :** RE: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

Bonjour M.Vaillancourt

Voici mes observations sur le travail de M.Grenier :

- 1- Les communiqués de presse :  
Les communiqués de presse sont mensongés, tendancieux et font toujours porter le blâme sur le ou les conseillers qui contredit le maire. On veut faire croire que si ça ne fonctionne pas c'est la faute des conseillers et non du maire. Son entreprise personnel se donne un rôle de planificateur stratégique. Ce titre explique bien ces faits et gestes à l'hôtel de ville. On semble vouloir préparer la prochaine campagne électorale en se donnant des munitions pour attaquer en moment opportun.
- 2- Ancien employé-chroniqueur du journal le Courrier :  
Ce journal qui s'affiche assez clairement comme supporteur de l'Équipe Laplante rapporte des dires fait à huis clos, des événements confidentiels des demies-vérités. Je le soupçonne d'être l'auteur de ces fuites dû à son passé avec ce journal. Il fût chroniqueur pendant plusieurs années. Si vous faites les vérifications dans leurs archives, vous trouverez sa collaboration. Ce journal existe depuis 10 ans.
- 3- Il est de toutes les réunions impliquant le maire :  
Il veut être au courant de tout. Un fait qui le prouve, il est de toutes les rencontres importantes du maire dans les comités. Il se présente aussi lorsque des citoyens veulent rencontrer le maire pour faire part d'une demande ou d'une problématique. Il donne son opinion et répond même à la place du maire. C'est à se demander si c'est pas lui le maire. Est-ce le rôle d'un attaché politique ? À voir son contrat je crois que non.
- 4- Ne fait pas son travail pour les consultations publiques :  
Lundi le 16 avril, il y avait une consultation publique pour un dossier dans mon quartier. Par souci professionnel, j'ai décidé de mis présenter. On ne m'a jamais dit si je devais y être et qu'est-ce que je devais faire. Je croyais que l'attaché politique avait comme responsabilité les consultations publiques. Il ne s'est jamais présenté. Encore plus frustrant, le maire m'a mis dans une drôle de position en me demandant de présider cette rencontre. Je ne savais même pas quoi dire... Dans une situation comme celle-là, il n'y a pas eu juste moi qui a eu l'air fou mais tout le conseil et les employés des consultations publiques. La question que je me pose aujourd'hui : est-ce que c'était voulu me faire mal paraître ?
- 5- Insulte un membre du conseil :  
Un soir à une séance publique, Mme Claire Charbonneau demanda au maire d'en savoir plus sur l'implication de Guy Grenier au sein de son entreprise. Le maire n'a pas voulu répondre en disant que M.Grenier répondrait à Mme Charbonneau en dehors de la séance publique. Après celle-ci, Patricia Poissant, Claire Charbonneau et moi-même avons croisé M.Grenier sur notre départ. M.Grenier a approché Mme Charbonneau en voulant lui



donner une réponse à la question posée en publique. Mme Charbonneau lui dit on parlera de cela une autre fois, j'ai un mal de tête terrible. Au moment où nous étions dans les marches j'ai entendu dire Guy Grenier à Mme Charbonneau : «étonnant de savoir que vous avez une tête». Comment un attaché politique peut se permettre de parler de la sorte à un élu ? C'est un manque grave au code d'éthique et de déontologie.

Pour terminer, après analyse de tout fait et gestes de M.Grenier, je considère qu'il ne joue pas son rôle impartial et de rassembleur d'attaché politique. Il y a de toute évidence une manigance pour mettre en valeur le maire et ceux qui le supporte. Il semble plus intéressé faire mal paraître certains élus plutôt que travailler dans un but commun. Bref, il semble être payé plus de 100 000 \$/année pour préparer la prochaine campagne électorale de son maire.

En espérant le tout à votre satisfaction,

Bonne journée

De : Vaillancourt, François

Envoyé : 17 avril 2018 12:00

À : Dufresne, Mélanie <[M.Dufresne@sjsr.ca](mailto:M.Dufresne@sjsr.ca)>; Auger, François <[F.Auger@sjsr.ca](mailto:F.Auger@sjsr.ca)>; Fontaine, Jean <[j.fontaine@sjsr.ca](mailto:j.fontaine@sjsr.ca)>; Langlois, Ian <[I.Langlois@sjsr.ca](mailto:I.Langlois@sjsr.ca)>; Charbonneau, Claire <[C.Charbonneau@sjsr.ca](mailto:C.Charbonneau@sjsr.ca)>; Charbonneau, Maryline (Conseil municipal) <[ma.charbonneau@sjsr.ca](mailto:ma.charbonneau@sjsr.ca)>; Berthelot, Yvan <[y.berthelot@sjsr.ca](mailto:y.berthelot@sjsr.ca)>; Bessette, Justin <[j.bessette@sjsr.ca](mailto:j.bessette@sjsr.ca)>; Savard, Marco <[m.savard@sjsr.ca](mailto:m.savard@sjsr.ca)>; Marcoux, Christiane <[c.marcoux@sjsr.ca](mailto:c.marcoux@sjsr.ca)>; Poissant, Patricia <[P.Poissant@sjsr.ca](mailto:P.Poissant@sjsr.ca)>; Gendron, Michel <[m.gendron@sjsr.ca](mailto:m.gendron@sjsr.ca)>; Laplante, Alain <[a.laplante@sjsr.ca](mailto:a.laplante@sjsr.ca)>

Cc : Hébert, Michelle (Direction générale) <[M.Hebert@sjsr.ca](mailto:M.Hebert@sjsr.ca)>; Beaudin, Stéphane <[S.Beaudin@sjsr.ca](mailto:S.Beaudin@sjsr.ca)>

Objet : ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

Importance : Haute

Monsieur le maire, dames et messieurs les conseillers et conseillères,

Suite au point discuté hier soir à huis-clos et concernant des demandes, observations et documents soumis à mon intention par certains d'entre vous à l'égard du chef de cabinet, j'aurais besoin de votre assistance précieuse.

J'ai ainsi reçu depuis hier soir de la correspondance à l'égard du chef de cabinet et il appert que de nombreux conseillers souhaiteraient préciser confidentiellement et, par écrit, leurs observations concernant les manquements de monsieur Grenier dans ses devoirs et obligations de loyauté envers le conseil municipal et l'administration en général. Compte tenu de la sensibilité extrême du dossier en question, plusieurs d'entre vous souhaiteraient effectivement que cette démarche demeure et soit excessivement confidentielle, comme pour tout autre dossier concernant un employé de la ville.

À la lumière des documents soumis hier soir en plénier par la conseillère C. Charbonneau, il a été démontré et signifié que monsieur Grenier est un dirigeant du Parti politique Équipe Laplante, en date du 16 avril 2018. Il nous a été soumis en outre que le chef de cabinet possède une entreprise de consultation stratégique et qu'il est inscrit sur le registre des entreprises. Cette entreprise apparaît aussi sur le site des pages jaunes à ce titre.

J'aurais ainsi besoin que vous me soumettiez des commentaires, le cas échéant, concernant la nature ou qualité de son soutien à votre égard ou de toute autre observation concernant ses activités professionnelles et de ses relations à votre égard à titre de chef de cabinet. Je vous rappelle que son contrat d'emploi spécifie qu'il est affecté à la « mairie » et qu'il doit supporter le maire, la direction générale, et finalement, tous les membres du conseil municipal, nonobstant l'affiliation politique de chacun ou chacune.

Tous les commentaires, observations et/ou documents qui nous seront transmis seront analysés rapidement avec probité et rigueur par la direction générale. Puis-je solliciter votre apport avec célérité puisque l'analyse de ce dossier excessivement sensible tiendra compte de vos commentaires ou observations concernant notre employé municipal. Je vous prierais de me soumettre très rapidement, de façon confidentielle, vos précieuses observations ou commentaires à mon intention seulement.

Permettez-moi de vous rassurer quant à l'entière confidentialité du processus. Merci beaucoup et bonne fin de journée.

François

**François Vallancourt**  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2406

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!



**DISTINCTIONS**  
Réseau Environnement

Réceptaire du prix

**Michel Gendron**  
Conseiller Municipal District 03  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Tél. : 514 229-1553  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2  
[m.gendron@sjsr.ca](mailto:m.gendron@sjsr.ca)

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

No : CMQ-66841

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

YVAN BERTHELOT ET AL.

Demandeurs

c.

ALAIN LAPLANTE

Défendeur

**DÉCLARATION SOUS SERMENT**

Je soussigné, Yvan Berthelot, domicilié et résidant au 342, rue Champlain à Saint-Jean-sur-Richelieu, province de Québec, J3B 6W4 déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis conseiller municipal du district 9 pour la Ville de St-Jean-sur-Richelieu;
2. Les courriels de plainte concernant monsieur Guy Grenier envoyés à François Vaillancourt entre le 17 et 20 avril 2018 sont ceux du 17 avril à 13h18 et du 18 avril à 19h32;
3. Je consens à leurs productions s'ils demeurent protégés par une ordonnance de confidentialité.
4. Tous les faits allégués dans la présente déclaration assermentée sont vrais et à ma connaissance personnelle;

EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ  
ce 26 février 2019

  
YVAN BERTHELOT

Assermenté devant moi ce 26 février  
2019 à Saint-Jean-sur-Richelieu

  
Commissaire à l'assermentation



**Berthelot, Yvan**

---

**De:** Berthelot, Yvan  
**Envoyé:** 16 avril 2018 21:47  
**À:** Vaillancourt, François  
**Cc:** Berthelot, Yvan  
**Objet:** Mandat

Monsieur le directeur général,  
Pour faire suite au mandat qui vous a été confié ce soir lors du comité plénier, et lors de discussions avec la majorité des membres du conseil, ceux-ci souhaiteraient préciser confidentiellement et par écrit leurs interventions concernant les manquements de Monsieur Grenier dans ses devoirs et obligations de loyauté envers le conseil municipal et l'administration en général.  
Il vous appartient d'entreprendre telle démarche auprès des membres du conseil si vous jugez à propos de préciser ce mandat.  
Meilleures salutations!  
Yvan Berthelot

Yvan Berthelot  
Conseiller municipal District 09  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Tél. : 450 349-0685  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025 Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2 y.berthelot@sjsr.ca

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

**O'Cain, Louise**

---

**À:** Vaillancourt, François  
**Objet:** RE: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

**De :** Berthelot, Yvan  
**Envoyé :** 17 avril 2018 13:18  
**À :** Vaillancourt, François <[F.Vaillancourt@sjsr.ca](mailto:F.Vaillancourt@sjsr.ca)>  
**Objet :** Re: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

Bonjour,

Tout d'abord, je vous remercie de me permettre de m'exprimer confidentiellement sur le dossier du chef de cabinet Monsieur Guy Grenier.

Selon moi, Monsieur Grenier ne respecte pas son contrat.

Il n'est pas disponible pour tous les conseillers il se consacre presque qu'exclusivement aux conseillers de l'équipe du maire et par communiqué il insulte régulièrement des membres du conseil municipal.

Monsieur Grenier fait régulièrement du travail de nature politique partisane. À ce jour, Il est directeur de l'équipe Alain Laplante et participe aux activités politiques de l'équipe Laplante. À titre d'exemple, je vous invite à consulter sa page Facebook personnel où, le 5 mars il partage une vidéo politique et partisane de l'équipe Alain Laplante.

Il insulte les membres du conseil et ne les respectent pas. J'ai été témoin d'insultes entre autres envers la conseillère Claire Charbonneau.

Bref, il ne respecte pas son contrat il manque à ses devoirs et obligations de loyauté envers l'administration et le conseil municipal. Il n'accepte aucune sorte d'autorité sauf si cela vient du maire ou de l'équipe Alain Laplante.

Poursuivre notre association avec cette personne serait irresponsable.

Je vous prie de recevoir mes meilleures salutations.

Le 17 avr. 2018 à 12:00, Vaillancourt, François <[F.Vaillancourt@sjsr.ca](mailto:F.Vaillancourt@sjsr.ca)> a écrit :

Monsieur le maire, dames et messieurs les conseillers et conseillères,

Suite au point discuté hier soir à huis-clos et concernant des demandes, observations et documents soumis à mon intention par certains d'entre vous à l'égard du chef de cabinet, j'aurais besoin de votre assistance précieuse.

J'ai ainsi reçu depuis hier soir de la correspondance à l'égard du chef de cabinet et il appert que de nombreux conseillers souhaiteraient préciser confidentiellement et, par écrit, leurs observations concernant les manquements de monsieur Grenier dans ses devoirs et obligations de loyauté envers le conseil municipal et l'administration en général. Compte tenu de la sensibilité extrême du dossier en question, plusieurs d'entre vous souhaiteraient effectivement que cette démarche demeure et soit excessivement confidentielle, comme pour tout autre dossier concernant un employé de la ville.

À la lumière des documents soumis hier soir en plénier par la conseillère C. Charbonneau, il a été démontré et signifié que monsieur Grenier est un dirigeant du Parti politique Équipe Laplante, en date du 16 avril 2018. Il nous a été soumis en outre que le chef de cabinet possède

une entreprise de consultation stratégique et qu'il est inscrit sur le registre des entreprises. Cette entreprise apparaît aussi sur le site des pages jaunes à ce titre.

J'aurais ainsi besoin que vous me soumettiez des commentaires, le cas échéant, concernant la nature ou qualité de son soutien à votre égard ou de toute autre observation concernant ses activités professionnelles et de ses relations à votre égard à titre de chef de cabinet. Je vous rappelle que son contrat d'emploi spécifie qu'il est affecté à la « mairie » et qu'il doit supporter le maire, la direction générale, et finalement, tous les membres du conseil municipal, nonobstant l'affiliation politique de chacun ou chacune.

Tous les commentaires, observations et/ou documents qui nous seront transmis seront analysés rapidement avec probité et rigueur par la direction générale. Puis-je solliciter votre apport avec célérité puisque l'analyse de ce dossier excessivement sensible tiendra compte de vos commentaires ou observations concernant notre employé municipal. Je vous prierais de me soumettre très rapidement, de façon confidentielle, vos précieuses observations ou commentaires à mon intention seulement.

Permettez-moi de vous rassurer quant à l'entière confidentialité du processus. Merci beaucoup et bonne fin de journée.

François

**François Vallancourt**  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2406

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!



**DISTINCTIONS**  
Réseau Environnement



Réclamations du prix

**Yvan Berthelot**  
Conseiller municipal District 09  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Tél. : 450 349-0685  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2  
[y.berthelot@sjsr.ca](mailto:y.berthelot@sjsr.ca)

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

**Berthelot, Yvan**

---

**De:** Berthelot, Yvan  
**Envoyé:** 18 avril 2018 19:32  
**À:** Vaillancourt, François  
**Objet:** Re: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

Bonjour,  
En complément d'informations, je voudrais vous souligner que Monsieur Grenier est régi par le code des employés municipaux et qu'il y a plusieurs manquements ou violations par ses agissements.  
Merci!

Le 17 avr. 2018 à 13:32, Vaillancourt, François <[F.Vaillancourt@sjsr.ca](mailto:F.Vaillancourt@sjsr.ca)> a écrit :

Merci beaucoup pour vos commentaires.

François Vaillancourt  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2406

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

**De :** Berthelot, Yvan  
**Envoyé :** 17 avril 2018 13:18  
**À :** Vaillancourt, François <[F.Vaillancourt@sjsr.ca](mailto:F.Vaillancourt@sjsr.ca)>  
**Objet :** Re: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

Bonjour,  
Toute d'abord, je vous remercie de me permettre de m'exprimer confidentiellement sur le dossier du chef de cabinet Monsieur Guy Grenier.  
Selon moi, Monsieur Grenier ne respecte pas son contrat.  
Il n'est pas disponible pour tous les conseillers il se consacre presque qu'exclusivement aux conseillers de l'équipe du maire et par communiqué il insulte régulièrement des membres du conseil municipal.  
Monsieur Grenier fait régulièrement du travail de nature politique partisane. À ce jour, Il est directeur de l'équipe Alain Laplante et participe aux activités politiques de l'équipe Laplante.  
À titre d'exemple, je vous invite à consulter sa page Facebook personnel où, le 5 mars il partage une vidéo politique et partisane de l'équipe Alain Laplante.

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

No : CMQ-66841

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

YVAN BERTHELOT ET AL.

Demandeurs

c.

ALAIN LAPLANTE

Défendeur

**DÉCLARATION SOUS SERMENT**

Je soussignée, Claire Charbonneau, domiciliée et résidant au 485, rue des Briquetiers à Saint-Jean-sur-Richelieu, province de Québec, J3A 2A5, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis conseillère municipale du district 11 pour la Ville de St-Jean-sur-Richelieu;
2. Le seul courriel de plainte concernant monsieur Guy Grenier envoyé à François Vaillancourt entre le 17 et 20 avril 2018 est celui daté du 17 avril 2018 à 13h15 et joint à la présente;
3. Je consens à sa production s'il demeure protégé par une ordonnance de confidentialité.
4. Tous les faits allégués dans la présente déclaration assermentée sont vrais et à ma connaissance personnelle;

EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ

ce 26 février 2019

  
CLAIRE CHARBONNEAU

Assermenté devant moi ce 26 février 2019  
Saint-Jean-sur-Richelieu

  
Commissaire à l'assermentation





**O'Cain, Louise**

---

**À:** Vaillancourt, François  
**Objet:** RE: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

**De :** Charbonneau, Claire  
**Envoyé :** 17 avril 2018 13:15  
**À :** Vaillancourt, François <[F.Vaillancourt@sjsr.ca](mailto:F.Vaillancourt@sjsr.ca)>  
**Objet :** RE: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

Bonjour François

Pour ma part, j'ai transmis les documents pertinents au double fonction de M. Grenier, et je pense que si on pouvait fouiller plus en profondeur, on pourrait trouver d'autres liens de travail avec d'autres organismes et/ou compagnie en rapport avec sa compagnie.

J'ai aussi vu sur internet qu'il a déjà été associé avec Dominique Ollivier qui est la présidente de OCPM, qui est l'Office consultation publique de Montréal, est-ce que M. Grenier essaie de créer l'Office de consultation Publique de St-Jean? De plus, depuis son entrée en poste, M. Grenier n'a montré aucune collaboration avec tous les conseillers, sa collaboration se restreignait avec M. le Maire et ses 3 conseillers de Equipe Laplante, et je dirais surtout M. le Maire et lors des communiqué de presse il parlait de M. le Maire a fait, M. le Maire veut etc. ses communiqués ne représentaient pas les décisions du Conseil, il attribuait les décisions à M. le Maire, seul décideur. Il n'y a pas de collaboration de sa part et aucune volonté de travailler ensemble, ceci est aussi vrai de la part du Maire.

Merci de ta collaboration dans ce dossier.

Bonne journée

**De :** Vaillancourt, François  
**Envoyé :** 17 avril 2018 12:00  
**À :** Dufresne, Mélanie <[M.Dufresne@sjsr.ca](mailto:M.Dufresne@sjsr.ca)>; Auger, François <[F.Auger@sjsr.ca](mailto:F.Auger@sjsr.ca)>; Fontaine, Jean <[j.fontaine@sjsr.ca](mailto:j.fontaine@sjsr.ca)>; Langlois, Ian <[I.Langlois@sjsr.ca](mailto:I.Langlois@sjsr.ca)>; Charbonneau, Claire <[C.Charbonneau@sjsr.ca](mailto:C.Charbonneau@sjsr.ca)>; Charbonneau, Maryline (Conseil municipal) <[ma.charbonneau@sjsr.ca](mailto:ma.charbonneau@sjsr.ca)>; Berthelot, Yvan <[y.berthelot@sjsr.ca](mailto:y.berthelot@sjsr.ca)>; Bessette, Justin <[j.bessette@sjsr.ca](mailto:j.bessette@sjsr.ca)>; Savard, Marco <[m.savard@sjsr.ca](mailto:m.savard@sjsr.ca)>; Marcoux, Christiane <[c.marcoux@sjsr.ca](mailto:c.marcoux@sjsr.ca)>; Poissant, Patricia <[P.Poissant@sjsr.ca](mailto:P.Poissant@sjsr.ca)>; Gendron, Michel <[m.gendron@sjsr.ca](mailto:m.gendron@sjsr.ca)>; Laplante, Alain <[a.laplante@sjsr.ca](mailto:a.laplante@sjsr.ca)>  
**Cc :** Hébert, Michelle (Direction générale) <[M.Hebert@sjsr.ca](mailto:M.Hebert@sjsr.ca)>; Beaudin, Stephane <[S.Beaudin@sjsr.ca](mailto:S.Beaudin@sjsr.ca)>  
**Objet :** ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL  
**Importance :** Haute

Monsieur le maire, dames et messieurs les conseillers et conseillères,

Suite au point discuté hier soir à huis-clos et concernant des demandes, observations et documents soumis à mon intention par certains d'entre vous à l'égard du chef de cabinet, j'aurais besoin de votre assistance précieuse.

J'ai ainsi reçu depuis hier soir de la correspondance à l'égard du chef de cabinet et il appert que de nombreux conseillers souhaiteraient préciser confidentiellement et, par écrit, leurs observations concernant les manquements de monsieur Grenier dans ses devoirs et obligations de loyauté envers le conseil municipal et l'administration en général. Compte tenu de la sensibilité extrême du dossier en question, plusieurs d'entre vous

[Numéro de page]

souhaiteraient effectivement que cette démarche demeure et soit excessivement confidentielle, comme pour tout autre dossier concernant un employé de la ville.

À la lumière des documents soumis hier soir en plénier par la conseillère C. Charbonneau, il a été démontré et signifié que monsieur Grenier est un dirigeant du Parti politique Équipe Laplante, en date du 16 avril 2018. Il nous a été soumis en outre que le chef de cabinet possède une entreprise de consultation stratégique et qu'il est inscrit sur le registre des entreprises. Cette entreprise apparaît aussi sur le site des pages jaunes à ce titre.

J'aurais ainsi besoin que vous me soumettiez des commentaires, le cas échéant, concernant la nature ou qualité de son soutien à votre égard ou de toute autre observation concernant ses activités professionnelles et de ses relations à votre égard à titre de chef de cabinet. Je vous rappelle que son contrat d'emploi spécifie qu'il est affecté à la « mairie » et qu'il doit supporter le maire, la direction générale, et finalement, tous les membres du conseil municipal, nonobstant l'affiliation politique de chacun ou chacune.

Tous les commentaires, observations et/ou documents qui nous seront transmis seront analysés rapidement avec probité et rigueur par la direction générale. Puis-je solliciter votre apport avec célérité puisque l'analyse de ce dossier excessivement sensible tiendra compte de vos commentaires ou observations concernant notre employé municipal. Je vous prierais de me soumettre très rapidement, de façon confidentielle, vos précieuses observations ou commentaires à mon intention seulement.

Permettez-moi de vous rassurer quant à l'entière confidentialité du processus. Merci beaucoup et bonne fin de journée.

François

François Vaillancourt  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2406

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!



DISTINCTIONS  
Réseau Environnement

Réceptacle du prix

Claire Charbonneau  
Conseillère Municipale District 11  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Tél. :  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2  
[C.Charbonneau@sjsr.ca](mailto:C.Charbonneau@sjsr.ca)

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

No : CMQ-66841

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

YVAN BERTHELOT ET AL.

Demandeurs

c.

ALAIN LAPLANTE

Défendeur

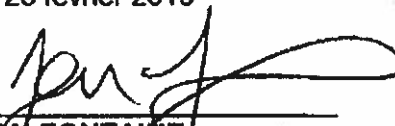
**DÉCLARATION SOUS SERMENT**

Je soussigné, Jean Fontaine, domicilié et résidant au 180, rue D'Argenson à Saint-Jean-sur-Richelieu, province du Québec, J3B 4C5, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis conseiller municipal du district 4 pour la Ville de St-Jean-sur-Richelieu;
2. Le seul courriel de plainte concernant monsieur Guy Grenier envoyé à François Vaillancourt entre le 17 et 20 avril 2018 est celui daté du 17 avril 2018 à 12h57 et joint à la présente;
3. Je consens à sa production s'il demeure protégé par une ordonnance de confidentialité.
4. Tous les faits allégués dans la présente déclaration assermentée sont vrais et à ma connaissance personnelle;

EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ

ce 26 février 2019

  
JEAN FONTAINE

Assermenté devant moi ce 26 février 2019 à  
Saint-Jean-sur-Richelieu

  
Commissaire à l'assermentation



**O'Cain, Louise**

---

**À:** Vaillancourt, François  
**Objet:** RE: Guy Grenier

**De :** Fontaine, Jean  
**Envoyé :** 17 avril 2018 12:57  
**À :** Vaillancourt, François <[F.Vaillancourt@sjsr.ca](mailto:F.Vaillancourt@sjsr.ca)>  
**Objet :** Guy Grenier

Bonjour François,

Je reproche à Guy Grenier de ne travailler que pour son maire et non l'ensemble du conseil. M. Grenier a envoyé à au moins 2 reprises des communiqués de presse qui ne reflétaient pas l'opinion de l'ensemble majoritaire du conseil, notamment sur les primes d'allocations de départ.

Je trouve cela inconcevable et je pense que le rôle d'un chef de cabinet est de refléter l'opinion majoritaire du conseil et non simplement celui du maire.

Je joins en preuve un e mail que j'ai envoyé à tous à la suite d'un de ces communiqués, email dont je n'ai eu aucune réponse, bien qu'il fut assez direct mais qui témoigne du niveau d'écœurement où nous sommes rendus et ce, sans compter tout ce qui vous sera dévoilé par les autres membres du conseil.

En espérant le tout conforme

Jean Fontaine

Envoyé de mon iPhone

Début du message transféré :

Expéditeur: "Fontaine, Jean" <[j.fontaine@sjsr.ca](mailto:j.fontaine@sjsr.ca)>  
Date: 14 mars 2018 à 12:00:12 UTC-4  
Destinataire: "Laplante, Alain" <[a.laplante@sjsr.ca](mailto:a.laplante@sjsr.ca)>  
Cc: Groupe Conseil <[Groupe\\_ConseilMunicipal@sjsr.ca](mailto:Groupe_ConseilMunicipal@sjsr.ca)>  
Objet: Rép : ☐ \$\$\$ Élus ☐

Je suis content dans le fond d'avoir reçu ce courriel par inadvertance. Je viens de lire le communiqué, il me répugne comme d'habitude...

Au prochain caucus, je vais aborder le sujet de ces communiqués en posant la question suivante : est-ce que le maire peut publier des communiqués avec le logo de la ville si celui-ci ne représente pas l'idée majoritaire des membres du conseil?

Ça sera une discussion palpitante comme d'habitude.

[Numéro de page]

Jean

Envoyé de mon iPhone

**Jean Fontaine**  
Conseiller municipal District 04  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste :

Avant d'imprimer, vérifiez si c'est nécessaire!

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

Le 14 mars 2018 à 09:53, Laplante, Alain <[a.laplane@sjr.ca](mailto:a.laplane@sjr.ca)> a écrit :

Bonjour à tous,  
Désolé pour mon précédent message.  
Je voulais l'envoyer à Guy et j'ai cliqué Groupe Conseil.

**Alain Laplante**  
Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu  
[a.laplane@sjr.ca](mailto:a.laplane@sjr.ca)  
450 357-2095

**Alain Laplante**  
Maire  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2095

Avant d'imprimer, vérifiez si c'est nécessaire!

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

De : Laplante, Alain  
Envoyé : 14 mars 2018 09:44  
À : Groupe Conseil <[Groupe\\_ConseilMunicipal@sjr.ca](mailto:Groupe_ConseilMunicipal@sjr.ca)>  
Objet : \$\$\$ Élus

**Alain Laplante**  
Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu  
[a.laplante@sjsr.ca](mailto:a.laplante@sjsr.ca)  
450 357-2095

**Alain Laplante**  
Maire  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2095

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!



**DISTINCTIONS**  
Réseau Environnement

Récompense du prix

**Jean Fontaine**  
Conseiller municipal District 04  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Tél. : 450 346-3063  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2  
[j.fontaine@sjsr.ca](mailto:j.fontaine@sjsr.ca)

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

No : CMQ-66841

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

YVAN BERTHELOT ET AL.

Demandeurs

c.

ALAIN LAPLANTE

Défendeur

DÉCLARATION SOUS SERMENT

Je soussignée, Christiane Marcoux, domiciliée et résidant au 154, de la Canadienne à Saint-Jean-sur-Richelieu, province de Québec, J2Y 1B4, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis conseillère municipale du district 7 pour la Ville de St-Jean-sur-Richelieu;
2. Le seul courriel de plainte concernant monsieur Guy Grenier envoyé à François Vaillancourt entre le 17 et 20 avril 2018 est celui daté du 17 avril 2018 à 14h03 et joint à la présente;
3. Je consens à sa production s'il demeure protégé par une ordonnance de confidentialité.
4. Tous les faits allégués dans la présente déclaration assermentée sont vrais et à ma connaissance personnelle;

EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ  
ce 26 février 2019

*Christiane Marcoux*  
CHRISTIANE MARCOUX

Assermenté devant moi ce 26 février 2019  
Saint-Jean-sur-Richelieu

*Geneviève Cadotte*  
Commissaire à l'assermentation



**O'Cain, Louise**

---

**À:** Vaillancourt, François  
**Objet:** RE: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

**De :** Marcoux, Christiane  
**Envoyé :** 17 avril 2018 14:03  
**À :** Vaillancourt, François <[F.Vaillancourt@sjsr.ca](mailto:F.Vaillancourt@sjsr.ca)>  
**Objet :** RE: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

M.Vaillancourt,  
Je ne peux pas rapporter aucune situation où M.Grenier ne m'aurait pas apporté son soutien dans un dossier, pour la simple raison que je ne lui ai rien demandé.  
Si je ne lui ai rien demandé, c'est tout simplement à cause de son attitude, il est clair depuis son entrée en poste que M.Grenier est un partisan de l'équipe Laplante, les communiqués de presse qu'il a publié, dans lesquels il se faisait un plaisir de nous écorcher au passage, démontrent très bien sa partisanerie.  
Je trouve difficile pour une élue de travailler avec quelqu'un à qui je ne fais pas confiance. Pour moi, il est clair que M.Grenier ne respecte pas son contrat.

Merci.

**De :** Vaillancourt, François  
**Envoyé :** 17 avril 2018 12:00  
**À :** Dufresne, Mélanie <[M.Dufresne@sjsr.ca](mailto:M.Dufresne@sjsr.ca)>; Auger, François <[F.Auger@sjsr.ca](mailto:F.Auger@sjsr.ca)>; Fontaine, Jean <[j.fontaine@sjsr.ca](mailto:j.fontaine@sjsr.ca)>; Langlois, Ian <[I.Langlois@sjsr.ca](mailto:I.Langlois@sjsr.ca)>; Charbonneau, Claire <[C.Charbonneau@sjsr.ca](mailto:C.Charbonneau@sjsr.ca)>; Charbonneau, Maryline (Conseil municipal) <[ma.charbonneau@sjsr.ca](mailto:ma.charbonneau@sjsr.ca)>; Berthelot, Yvan <[y.berthelot@sjsr.ca](mailto:y.berthelot@sjsr.ca)>; Bessette, Justin <[j.bessette@sjsr.ca](mailto:j.bessette@sjsr.ca)>; Savard, Marco <[m.savard@sjsr.ca](mailto:m.savard@sjsr.ca)>; Marcoux, Christiane <[c.marcoux@sjsr.ca](mailto:c.marcoux@sjsr.ca)>; Poissant, Patricia <[P.Poissant@sjsr.ca](mailto:P.Poissant@sjsr.ca)>; Gendron, Michel <[m.gendron@sjsr.ca](mailto:m.gendron@sjsr.ca)>; Laplante, Alain <[a.laplante@sjsr.ca](mailto:a.laplante@sjsr.ca)>  
**Cc :** Hébert, Michelle (Direction générale) <[M.Hebert@sjsr.ca](mailto:M.Hebert@sjsr.ca)>; Beaudin, Stéphane <[S.Beaudin@sjsr.ca](mailto:S.Beaudin@sjsr.ca)>  
**Objet :** ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL  
**Importance :** Haute

Monsieur le maire, dames et messieurs les conseillers et conseillères,

Suite au point discuté hier soir à huis-clos et concernant des demandes, observations et documents soumis à mon intention par certains d'entre vous à l'égard du chef de cabinet, j'aurais besoin de votre assistance précieuse.

J'ai ainsi reçu depuis hier soir de la correspondance à l'égard du chef de cabinet et il appert que de nombreux conseillers souhaiteraient préciser confidentiellement et, par écrit, leurs observations concernant les manquements de monsieur Grenier dans ses devoirs et obligations de loyauté envers le conseil municipal et l'administration en général. Compte tenu de la sensibilité extrême du dossier en question, plusieurs d'entre vous souhaiteraient effectivement que cette démarche demeure et soit excessivement confidentielle, comme pour tout autre dossier concernant un employé de la ville.



À la lumière des documents soumis hier soir en plénier par la conseillère C. Charbonneau, il a été démontré et signifié que monsieur Grenier est un dirigeant du Parti politique Équipe Laplante, en date du 16 avril 2018. Il nous a été soumis en outre que le chef de cabinet possède une entreprise de consultation stratégique et qu'il est inscrit sur le registre des entreprises. Cette entreprise apparaît aussi sur le site des pages jaunes à ce titre.

J'aurais ainsi besoin que vous me soumettiez des commentaires, le cas échéant, concernant la nature ou qualité de son soutien à votre égard ou de toute autre observation concernant ses activités professionnelles et de ses relations à votre égard à titre de chef de cabinet. Je vous rappelle que son contrat d'emploi spécifie qu'il est affecté à la « mairie » et qu'il doit supporter le maire, la direction générale, et finalement, tous les membres du conseil municipal, nonobstant l'affiliation politique de chacun ou chacune.

Tous les commentaires, observations et/ou documents qui nous seront transmis seront analysés rapidement avec probité et rigueur par la direction générale. Puis-je solliciter votre apport avec célérité puisque l'analyse de ce dossier excessivement sensible tiendra compte de vos commentaires ou observations concernant notre employé municipal. Je vous prierais de me soumettre très rapidement, de façon confidentielle, vos précieuses observations ou commentaires à mon intention seulement.

Permettez-moi de vous rassurer quant à l'entière confidentialité du processus. Merci beaucoup et bonne fin de journée.

François

**François Vaillancourt**  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2406

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!



**DISTINCTIONS**  
Réseau Environnement

Réceptacle du prix

**Christiane Marcoux**  
Conseillère municipale District 07  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Tél. : 450 347-5277  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2  
[c.marcoux@sjr.ca](mailto:c.marcoux@sjr.ca)

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement.

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

No : CMQ-66841

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

YVAN BERTHELOT ET AL.

Demandeurs

c.

ALAIN LAPLANTE

Défendeur

### DÉCLARATION SOUS SERMENT

Je soussigné, François Auger, domicilié et résidant au 42, boulevard du Séminaire Sud à Saint-Jean-sur-Richelieu, province de Québec, J3B 7M6, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis conseiller municipal du district 5 pour la Ville de St-Jean-sur-Richelieu;
2. Le seul courriel de plainte concernant monsieur Guy Grenier envoyé à François Vaillancourt entre le 17 et 20 avril 2018 est celui daté du 17 avril 2018 à 12h45 et joint à la présente;
3. Je consens à sa production s'il demeure protégé par une ordonnance de confidentialité.
4. Tous les faits allégués dans la présente déclaration assermentée sont vrais et à ma connaissance personnelle;

EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ

ce 26 février 2019

  
FRANÇOIS AUGER

Assermenté devant moi ce 26 février 2019 à  
Saint-Jean-sur-Richelieu

  
Commissaire à l'assermentation



**O'Cain, Louise**

---

**A:** Vaillancourt, François  
**Objet:** RE: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

**De :** Auger, Francois [<mailto:FAuger@rheinmetall.ca>]  
**Envoyé :** 17 avril 2018 12:45  
**À :** Vaillancourt, François <[F.Vaillancourt@sjsr.ca](mailto:F.Vaillancourt@sjsr.ca)>  
**Objet :** ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

Bonjour M. Vaillancourt,

Voici mes observations et commentaires concernant le travail de M. Grenier chef de cabinet du Maire;

Les communiqués de presse émit par le cabinet du maire sont souvent biaisé et porte le maire en victoire sans support pour les membres du Conseils;

Partisannerie évidente : lors d'une conversation téléphonique avec M. Grenier celui-ci m'a dit « nous de l'équipe Laplante ne voulons pas de développements dans les golfs»

Je mets en doute sa loyauté envers le Conseil, M. Grenier ne travaille que pour le maire...

Merci et bonne journée

François

**Objet: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL**

Monsieur le maire, dames et messieurs les conseillers et conseillères,

Suite au point discuté hier soir à huis-clos et concernant des demandes, observations et documents soumis à mon intention par certains d'entre vous à l'égard du chef de cabinet, j'aurais besoin de votre assistance précieuse.

J'ai ainsi reçu depuis hier soir de la correspondance à l'égard du chef de cabinet et il appert que de nombreux conseillers souhaiteraient préciser confidentiellement et, par écrit, leurs observations concernant les manquements de monsieur Grenier dans ses devoirs et obligations de loyauté envers le conseil municipal et l'administration en général. Compte tenu de la sensibilité extrême du dossier en question, plusieurs d'entre vous souhaiteraient effectivement

que cette démarche demeure et soit excessivement confidentielle, comme pour tout autre dossier concernant un employé de la ville.

À la lumière des documents soumis hier soir en plénier par la conseillère C. Charbonneau, il a été démontré et signifié que monsieur Grenier est un dirigeant du Parti politique Équipe Laplante, en date du 16 avril 2018. Il nous a été soumis en outre que le chef de cabinet possède une entreprise de consultation stratégique et qu'il est inscrit sur le registre des entreprises. Cette entreprise apparaît aussi sur le site des pages jaunes à ce titre.

J'aurais ainsi besoin que vous me soumettiez des commentaires, le cas échéant, concernant la nature ou qualité de son soutien à votre égard ou de toute autre observation concernant ses activités professionnelles et de ses relations à votre égard à titre de chef de cabinet. Je vous rappelle que son contrat d'emploi spécifie qu'il est affecté à la « mairie » et qu'il doit supporter le maire, la direction générale, et finalement, tous les membres du conseil municipal, nonobstant l'affiliation politique de chacun ou chacune.

Tous les commentaires, observations et/ou documents qui nous seront transmis seront analysés rapidement avec probité et rigueur par la direction générale. Puis-je solliciter votre apport avec célérité puisque l'analyse de ce dossier excessivement sensible tiendra compte de vos commentaires ou observations concernant notre employé municipal. Je vous prierais de me soumettre très rapidement, de façon confidentielle, vos précieuses observations ou commentaires à mon intention seulement.

Permettez-moi de vous rassurer quant à l'entière confidentialité du processus. Merci beaucoup et bonne fin de journée.

François

François Vaillancourt  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2406

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!



DISTINCTIONS  
Réseau Environnement

Réceptacle du prix

Yvan Berthelot  
Conseiller municipal District 09  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Tél. : 450 349-0685  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2  
[y.berthelot@sisr.ca](mailto:y.berthelot@sisr.ca)

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC

No : CMQ-66841

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

YVAN BERTHELOT ET AL.

Demandeurs

c.

ALAIN LAPLANTE

Défendeur

**DÉCLARATION SOUS SERMENT**

Je soussigné, Patricia Poissant, domiciliée et résidant au 1885, rue Lanoue à Saint-Jean-sur-Richelieu, province du Québec, J3B 2G1, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis conseillère municipale du district 6 pour la Ville de St-Jean-sur-Richelieu;
2. Le seul courriel de plainte concernant monsieur Guy Grenier envoyé à François Vaillancourt entre le 17 et 20 avril 2018 est celui daté du 17 avril 2018 à 12h257 et joint à la présente;
3. Je consens à sa production s'il demeure protégé par une ordonnance de confidentialité.
4. Tous les faits allégués dans la présente déclaration assermentée sont vrais et à ma connaissance personnelle;

EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ

ce 27 février 2019

*Patricia Poissant*  
PATRICIA POISSANT

Assermenté devant moi ce 27 février 2019 à  
Saint-Jean-sur-Richelieu

*Geneviève Cadotte*  
Commissaire à l'assermentation



**O'Cain, Louise**

---

**À:** Vaillancourt François  
**Objet:** RE: ULTRA CONFIDENTIEL - DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

**De :** Poissant, Patricia  
**Envoyé :** 17 avril 2018 12:25  
**À :** Vaillancourt, François <F.Vaillancourt@sjsr.ca>  
**Objet :** Re: ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL- ULTRA CONFIDENTIEL

Bonjour M. Vaillancourt!

De mon côté, je peux vous dire que jamais M. Grenier m'a téléphonée ou rencontrée pour un sujet de la ville!

De plus, je ne me sens pas représenté de façon adéquate par celui-ci.

Dans la majorité des communiqués qu'il a envoyés, il précisait toujours que l'équipe fecteau a voté ceci... les membres de l'équipe fecteau a fait cela. Comme si on bloquait tout!

Dans mon premier mandat, jamais des commentaires comme ceux-ci étaient émis!!  
Dans ces communiqués, on n'y retrouve aucune objectivité.

Et selon son contrat, il doit tous nous représenter.

En espérant que le tout pourra vous aider!!  
Envoyé de mon iPhone

Le 17 avr. 2018 à 12:00, Vaillancourt, François <F.Vaillancourt@sjsr.ca> a écrit :

Monsieur le maire, dames et messieurs les conseillers et conseillères,

Suite au point discuté hier soir à huis-clos et concernant des demandes, observations et documents soumis à mon intention par certains d'entre vous à l'égard du chef de cabinet, j'aurais besoin de votre assistance précieuse.

J'ai ainsi reçu depuis hier soir de la correspondance à l'égard du chef de cabinet et il appert que de nombreux conseillers souhaiteraient préciser confidentiellement et, par écrit, leurs observations concernant les manquements de monsieur Grenier dans ses devoirs et obligations de loyauté envers le conseil municipal et l'administration en général. Compte tenu de la sensibilité extrême du dossier en question, plusieurs d'entre vous souhaiteraient effectivement que cette démarche demeure et soit excessivement confidentielle, comme pour tout autre dossier concernant un employé de la ville.

À la lumière des documents soumis hier soir en plénier par la conseillère C. Charbonneau, il a été démontré et signifié que monsieur Grenier est un dirigeant du Parti politique Équipe Laplante, en date du 16 avril 2018. Il nous a été soumis en outre que le chef de cabinet possède

une entreprise de consultation stratégique et qu'il est inscrit sur le registre des entreprises. Cette entreprise apparaît aussi sur le site des pages jaunes à ce titre.

J'aurais ainsi besoin que vous me soumettiez des commentaires, le cas échéant, concernant la nature ou qualité de son soutien à votre égard ou de toute autre observation concernant ses activités professionnelles et de ses relations à votre égard à titre de chef de cabinet. Je vous rappelle que son contrat d'emploi spécifie qu'il est affecté à la « mairie » et qu'il doit supporter le maire, la direction générale, et finalement, tous les membres du conseil municipal, nonobstant l'affiliation politique de chacun ou chacune.

Tous les commentaires, observations et/ou documents qui nous seront transmis seront analysés rapidement avec probité et rigueur par la direction générale. Puis-je solliciter votre apport avec célérité puisque l'analyse de ce dossier excessivement sensible tiendra compte de vos commentaires ou observations concernant notre employé municipal. Je vous prierais de me soumettre très rapidement, de façon confidentielle, vos précieuses observations ou commentaires à mon intention seulement.

Permettez-moi de vous rassurer quant à l'entière confidentialité du processus. Merci beaucoup et bonne fin de journée.

François

**François Vaillancourt**  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2406

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!



**DISTINCTIONS**  
Réseau Environnement

Récipiendaire du prix

**Patricia Poissant**  
Conseiller municipal District 06  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Tél. :  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2  
[P.Poissant@sisr.ca](mailto:P.Poissant@sisr.ca)

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

No : CMQ-66841

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

YVAN BERTHELOT ET AL.

Demandeurs

c.

ALAIN LAPLANTE

Défendeur

**DÉCLARATION SOUS SERMENT**

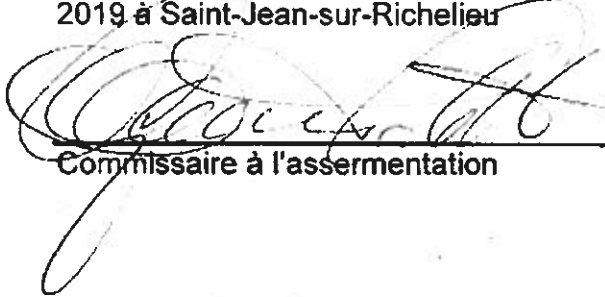
Je soussigné, Marco Savard, domicilié et résidant au 29, chemin Saint-André à Saint-Jean-sur-Richelieu, province de Québec, J2W 1T7 déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis conseiller municipal du district 8 pour la Ville de St-Jean-sur-Richelieu;
2. Je n'ai envoyé aucun courriel de plainte concernant monsieur Guy Grenier à François Vaillancourt entre le 17 et 20 avril 2018;
3. Tous les faits allégués dans la présente déclaration assermentée sont vrais et à ma connaissance personnelle;

EN FOI DE QUOI J'AI SIGNÉ  
ce 26 février 2019

  
MARCO SAVARD

Assermenté devant moi ce 26 février  
2019 à Saint-Jean-sur-Richelieu

  
Commissaire à l'assermentation







Devez-vous vraiment imprimer ce courriel?  
Pensons à l'environnement!

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.  
Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.

**De :** Dufresne, Mélanie [mailto:M.Dufresne@sjsr.ca]

**Envoyé :** 22 février 2019 16:08

**À :** Lavoie, Lise <Lise.Lavoie@cmq.gouv.qc.ca>

**Objet :** RE:CMQ-66841 - Alain Laplante, maire - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Malheureusement je suis à Cuba à cette date. C'est possible de remettre? Merci

**De :** Lise.Lavoie@cmq.gouv.qc.ca [Lise.Lavoie@cmq.gouv.qc.ca]

**Envoyé :** vendredi 22 février 2019 15:29

**À :** Dufresne, Mélanie

**Objet :** CMQ-66841 - Alain Laplante, maire - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Commission  
municipale

Québec

Bonjour Madame Dufresne,

Par la présente, nous vous transmettons une ordonnance de comparaître afin de produire des documents.

Le document original vous parviendra par courrier recommandé.

Cordialement,

*Lise Lavoie, adjointe administrative*

Bureau du vice-président à l'éthique et à la déontologie

Commission municipale du Québec

500, boulevard René-Levesque Ouest

Bureau 24 200 24<sup>e</sup> étage

Casse postale 24

Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : (514) 873-3031 poste 81800

Télécopie : (514) 873-3764

Lise.Lavoie@cmq.gouv.qc.ca

Commission  
municipale

Québec



Devez-vous vraiment imprimer ce courriel?  
Pensons à l'environnement!

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.

Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.



**VILLE DE  
SAINT-JEAN-  
SUR-RICHELIEU**



Recependaire du prix  
**DISTINCTION-DIVERSITÉ  
BIOLOGIQUE 2017**  
de Réseau Environnement

**Mélanie Dufresne**

Conseillère Municipale District 01

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Tél. : 514 714-8410

188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025

Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2

[M.Dufresne@sjsr.ca](mailto:M.Dufresne@sjsr.ca)

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

---

## Usclat, Thierry

---

**De:** Dufresne, Mélanie <M.Dufresne@sjsr.ca>  
**Envoyé:** 26 février 2019 11:28  
**À:** Usclat, Thierry  
**Cc:** Usclat, Thierry  
**Objet:** RE:CMQ-66841 - Alain Laplante, maire - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
**Pièces jointes:** copiecourriel.JPG

Bonjour,

Voici copie du courriel tel que demandé. S'il y a autre chose, n'hésitez pas à communiquer avec moi. Merci!

---

**De :** Lise.Lavoie@cmq.gouv.qc.ca [Lise.Lavoie@cmq.gouv.qc.ca]  
**Envoyé :** lundi 25 février 2019 13:25  
**À :** Dufresne, Mélanie  
**Cc :** Thierry.Usclat@cmq.gouv.qc.ca  
**Objet :** RE: CMQ-66841 - Alain Laplante, maire - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Commission  
municipale

Québec 

Bonjour Madame Dufresne,

Tel que mentionné dans l'ordonnance de comparaître afin de produire des documents en date du 22 février dernier, le juge administratif, M. Thierry Usclat, m'informe que vous pouvez faire parvenir les documents par courriel à son attention, et ce, à l'adresse courriel : [thierry.usclat@cmq.gouv.qc.ca](mailto:thierry.usclat@cmq.gouv.qc.ca)

De plus, veuillez prendre note que ces documents seront protégés par une ordonnance de confidentialité qui sera prononcée séance tenante le 1<sup>er</sup> mars 2019.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à cette demande et nous espérons que vous voudrez bien y donner suite dans le plus bref délai possible, et ce, le ou avant le 28 février 2019.

Veuillez recevoir, Madame Dufresne, nos salutations distinguées.

*Lise Lavoie, adjointe administrative*

Bureau du vice-président à l'éthique et à la déontologie  
Commission municipale du Québec  
500, boulevard René-Lévesque Ouest  
Bureau 24.200, 24<sup>e</sup> étage  
Case postale 24  
Montréal (Québec) H2Z 1W7  
Téléphone : (514) 873-3031, poste 81800  
Télécopie : (514) 873-3764  
[Lise.Lavoie@cmq.gouv.qc.ca](mailto:Lise.Lavoie@cmq.gouv.qc.ca)

Commission  
municipale

Québec 

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce courriel peut contenir des informations confidentielles qui ne vous sont pas destinées.

Si ce message vous a été adressé par erreur, veuillez le détruire et en informer l'expéditeur immédiatement.



VILLE DE  
**SAINT-JEAN-  
SUR RICHELIEU**

DISTINCTIONS  
Réseau Environnement

Récipiendaire du prix  
**DISTINCTION DIVERSITÉ  
BIOLOGIQUE 2017**  
de Réseau Environnement

**Mélanie Dufresne**

Conseillère Municipale District 01

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Tél. : 514 714-8410

188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025

Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2

[M.Dufresne@sjsr.ca](mailto:M.Dufresne@sjsr.ca)

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

De : Dufresne, Mélanie  
Envoyé : mardi 17 avril 2018 20:39  
À : Vaillancourt, François  
Objet : RE:ULTRA CONFIDENTIEL- DOSSIER PERSONNEL - ULTRA CONFIDENTIEL

Bonjour François]

De mon côté je ne crois pas que Monsieur Grenier est à la hauteur des responsabilités que nous lui avons confiées:

1. Je ne suis pas d'accord avec la nature des communiqués de presse émis au nom de ville suite aux conseils publics, je considère qu'ils sont biaisés pour faire paraître mal les conseillers contre certains enjeux et son administration. Il y beaucoup de sous-entendus péjoratifs qui nuit à l'image de la ville avec soins de faire bien paraître son maire.
2. Je spécule qu'il y a de la propagande politique qui ce fait à l'intérieur du bureau de la mairie, le vidéo sur les boisés semble avoir été organisé par lui sur les heures rémunérées par la ville - surtout qu'il est directeur de campagne de l'équipe Laplante, je me pose de sérieuse question...mais je n'ai pas de preuve.
3. Il ne me support aucunement quand j'ai besoin pour des conférences ville. Lors de la présentation de Mme Lajoie concernant le sifflement de train, M. Grenier a été avisé de m'aider 3 semaines avant. Rien n'a été fait à cet égard, les conseillers n'était pas au courant, il n'y a pas eu de communiqué ville à cet effet, ni de publicité sur les médias sociaux ou sur le site de la ville. La journée de la rencontre Mme Lajoie a été reçue comme un chien dans un jeu de quilles, j'ai dû organiser la salle (placer le lutrin, etc) afin d'être prête pour le présentation. M. Grenier semblais agacé par mon dynamisme de vouloir avoir tout en place qu'il m'ai pris par le bras et m'a avisé d'un ton sévère de le laisser faire son travail...
4. Représenter la ville de St-Jean à Maux et envoyer un communiqué dans les médias pour se mettre en valeur sans l'approbation du conseil c'est rire de nous. Je considère que cela manque de professionnalisme.
5. Souvent il intervient dominant son opinion en caucus. A ce que je sache, il n'a pas été élu, il n'est donc pas de son ressorts d'intervenir de la sorte.

En conclusion, je considère que monsieur Grenier ne remplit pas son mandat de travail.

EU 30

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
5 novembre 2017	Alain Laplante est élu maire de Saint-Jean-sur-Richelieu avec seulement trois membres de son équipe.		
22 janvier 2018	Le maire Alain Laplante met en lumière les frais d'avocats externes exorbitants sous l'administration précédente.	EV-1	
19 février 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-02-0053 évoquant la mise en place des outils urbanistiques nécessaires au développement des terrains de golf.		
20 février 2018	Suite à une intervention de la conseillère Christiane Marcoux, lors de la séance du conseil municipal de la veille, le directeur générale François Vaillancourt demande au maire Alain Laplante quoi faire avec la demande relative au suivi du dossier des frais juridiques de Justin Bessette. Le maire suggère de demander à Me Joël Mercier de fournir une évaluation du dossier et une estimation des frais nécessaires pour mener cette affaire à terme. François Vaillancourt acquiesce à la demande du maire.		
20 février 2018	Me Annie Thivierge transmet à Me Joël Mercier une demande de Michelle Hébert, directrice adjointe de la Ville, de poursuivre les procédures dans le dossier de Justin Bessette.  Cette information a été obtenu via une lettre de Me Joël Mercier datée du 6 mars 2018.		
20 février 2018	Le maire Alain Laplante appose son veto contre la résolution 2018-02-0053 relativement au développement des terrains de golf.		
22 février 2018 25/2/20	La directrice générale adjointe Michelle Hébert rédige une note de service, destinée aux membres du comité de direction, dans laquelle on apprend que des mandats juridiques ont été donnés sans que ceux-ci n'aient été dûment approuvés par le conseil ou le comité exécutif.	EV-2 CONFIDENTIEL	
28 février 2018	Le Comité exécutif vote la résolution CE-2018-02-0064 afin de remplacer la firme d'avocats représentant la Ville dans le dossier opposant « Le Groupe Maurice » au « Groupe Guy Samson ».	EV-3	
28 février 2018	Le Comité exécutif vote la résolution CE-2018-02-0065 pour la révision des dossiers juridiques externes de la Ville.	EV-4	
12 mars 2018	À son retour de vacances, vers 11h15, le directeur général François Vaillancourt entre dans le bureau du maire afin de l'apostropher de façon virulente en lien avec les deux résolutions votées le 28 février 2018 par le comité exécutif.		
12 mars 2018	Au comité plénier, vers 17h, après avoir apostrophé le maire dans son bureau, le directeur général François Vaillancourt est revenu à la charge. D'une façon intempestive et très énervée, monsieur Vaillancourt s'est exprimé ainsi devant les élus et quelques employés : il a donné un coup de poing sur la table et a utilisé plusieurs sacres tels : Tabarnak ! Calvaire ! Je suis en beau calice !  Il a dit devant tous les élus : « Le conseil, vous avez un choix à faire. » En réponse à une question : « Peut-on renverser cette décision ? », monsieur Vaillancourt a répondu : « Vous pouvez faire une plainte aux Affaires municipales. »		

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
12 mars 2018	Le maire Alain Laplante mobilise le plus grand nombre de gens jamais vu à une réunion du conseil municipal, pour la protection des terrains de golf.		
12 mars 2018	Le Groupe des 9 s'oppose au veto du maire et adopte la résolution 2018-03-0073 afin d'approuver définitivement la résolution 2018-02-0053 pour le développement des terrains de golf.		
14 mars 2018	Le Conseil exécutif adopte la résolution CE-2018-03-0086 afin de préparer à l'attention du maire et du directeur-général un rapport d'état actualisé du dossier et des actions prochaines envisagées dans le dossier de réclamation des frais d'avocats de Justin Bessette, en tenant compte des modes alternatifs de résolution des conflits ainsi qu'un estimé des coûts anticipés pour les diverses options.		
19 mars 2018	<p>Le maire rencontre le directeur général François Vaillancourt afin de faire le point sur les interventions inacceptables du 12 mars 2018. François Vaillancourt a exigé que Guy Grenier n'assiste pas à cette rencontre. Il a insisté sur le fait qu'il était le patron de Guy et qu'il avait un malaise à ce qu'il assiste à la rencontre. Le maire a refusé sa demande et a exigé que son chef de cabinet assiste à la rencontre. François Vaillancourt avait été violent précédemment et le maire ne souhaitait pas le rencontrer seul à seul.</p> <p>Cette rencontre marque le début du litige afin de déterminer si le chef de cabinet du maire relève du maire ou du directeur général pour l'accomplissement de ses tâches.</p>		
22 mars 2018	L'avocat du Groupe Guy Samson fait parvenir à l'avocat-conseil de la Ville une première mise en demeure demandant l'adoption de sa demande de PIIA (Plans d'implantation et d'intégration architecturale) pour le projet Évol.		
4 avril 2018	L'avocat du Groupe Guy Samson fait parvenir au maire Alain Laplante, à tous les élus et à l'avocat-conseil de la Ville une deuxième mise en demeure demandant l'adoption de sa demande de PIIA pour le projet Évol.		
6 avril 2018	L'avocate-conseil de la Ville, Me Annie Thivierge, remet une note de service au directeur général François Vaillancourt ayant comme objet : Déterminatin du statut d'emploi. Cette note de service est rédigée suite à une question posée par directeur général au sujet du statut d'emploi de Guy Grenier, chef de cabinet du maire.		
11 avril 2018	Me Joël Mercier, de la firme Casavant Mercier, fait parvenir à Me Annie Thivierge, avocate-conseil de la Ville, une opinion par courriel relativement à la délégation de compétences du Conseil municipal vers le Comité exécutif.	EV-5 CONFIDENTIEL	
16 avril 2018	Lors du Comité plénier, des conseillers ont questionné la direction générale au sujet des communiqués du maire et ont remis des documents anodins relativement à l'ancienne entreprise de Guy Grenier, K13.	E-8	
17 avril 2018	Le directeur général François Vaillancourt sollicite les élus afin qu'ils lui fassent parvenir leurs observations concernant les supposés manquements de Guy Grenier.	EV-6	

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
17 avril 2018	Dans la même journée, huit élus opposés au maire répondent par courriel au directeur général, François Vaillancourt.	Déposés à la CMQ avec une ordonnance de confidentialité	
18 avril 2018	Le directeur général François Vaillancourt sollicite l'opinion de la firme d'avocats Fasken Martineau relativement aux supposés manquements de Guy Grenier. Au moment de cette pseudo enquête, Guy Grenier est en voyage à l'extérieur du pays. Guy Grenier n'a reçu aucun avertissement, n'a pas été recontré et l'opinion du maire n'est aucunement considérée.		
19 avril 2018	La firme d'avocats Fasken Martineau fait parvenir au directeur général François Vaillancourt une opinion par courriel affirmant que, compte tenu des faits présentés, la destitution de Guy Grenier serait pleinement justifiée.		
19 avril 2018	À 18h00, l'adjointe du directeur général convoque, pour François Vaillancourt, une rencontre urgente des élus le lendemain matin à 7h30.  Cette rencontre urgente est convoqué sans consulter et sans le consentement du maire.		
20 avril 2018	À 7h30 a lieu la rencontre urgente des élus. Le directeur général François Vaillancourt fait rapport de son enquête et présente l'opinion de la firme d'avocats Fasken Martineau affirmant que la destitution de Guy Grenier serait pleinement justifiée. Le Groupe des 9 demande au directeur général de préparer une résolution pour le congédiement de Guy Grenier.  Le maire Alain Laplatne et le conseiller Justin Bessette assiste à cette rencontre sous protét.		
23 avril 2018	Le maire Alain Laplante demande par courriel au directeur général François Vaillancourt de lui remettre, en vertu de l'article 52 de la LCV copie de tout le dossier touchant son chef de cabinet.  Cette demande a systématiquement été refusée au maire qui a eu accès à ces 8 courriels seulement le 1er mars 2019, suite à l'intervention de la CMQ.	EV-7	
23 avril 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-04-0173 afin de congédier le chef de cabinet du maire. (1ère résolution de congédiement de Guy Grenier.)	E-9	
23 avril 2018	La conseillère Mélanie Dufresne dénigre le maire Alain Laplante, sur sa page Facebook. Elle écrit : « C'est vraiment le maire de la 11e plus grande ville du Québec ?? Malaise... »	EV-8	
24 avril 2018	Suite à la publication Facebook de la conseillère, le maire Alain Laplante avise les greffiers qu'il souhaite retirer Mélanie Dufresne et ajouter Ian Langlois au Comité exécutif.	E-10	
24 avril 2018	Le maire Alain Laplante appose son veto contre la résolution 2018-04-0173 pour le congédiement de son chef de cabinet.		
25 avril 2018	Sept conseillers font la demande d'une séance extraordinaire afin de casser le veto du maire contre la résolution 2018-04-0173.		



Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
25 avril 2018	L'avocat du Groupe Guy Samson fait parvenir à Alain Laplante et tous les membres de son équipe une troisième mise en demeure demandant l'adoption de sa demande de PIA pour le projet Évol. Cette mise en demeure évoque une poursuite de 2,5 millions \$.		
25 avril 2018	Le Comité exécutif adopte la résolution CE-2018-04-0144 confirmant l'embauche de Guy Grenier à titre d'attaché politique au cabinet du maire. La résolution évoque que le maire et le comité exécutif sont très satisfaits du travail accompli par Guy Grenier. De plus, la résolution mandate un avocat afin d'amender le contrat de travail déjà signé avec Guy Grenier, en vue de renforcer certaines dispositions.  Cette résolution n'a jamais été exécutée par la direction générale.	E-11	
26 avril 2018	L'avocat du Groupe Guy Samson fait parvenir au maire Alain Laplante, à tous les élus et à l'avocat-conseil de la Ville une quatrième mise en demeure demandant l'adoption de sa demande de PIA pour le projet Évol.		
30 avril 2018	En séance extraordinaire, le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-04-0200 afin de casser le veto du maire contre la résolution 2018-04-0173. (2ième résolution de congédiement de Guy Grenier.)	E-13	
30 avril 2018	En séance extraordinaire, le Groupe des 9 donne l'avis de motion 2018-04-0201 en vue d'adopter un règlement abrogeant le règlement no 0662 sur le comité exécutif. Bref, le Groupe des 9 souhaite retirer toute la délégation de pouvoirs vers le Comité exécutif, contrôlé par l'équipe du maire Alain Laplante.	E-13	
1 mai 2018	A 11h18, en l'absence du maire, huit conseillers font la demande d'une séance extraordinaire afin d'abroger le règlement no 0662 sur le comité exécutif. Le Groupe des 9 est déterminé à retirer toute la délégation de pouvoirs vers le Comité exécutif.	EV-9	
1 mai 2018	A 11h39, soit 21 minutes après la réception de la demande des conseillers, sans même avoir consulté le maire et bafouant la prérogative du maire, le greffier François Lapointe annonçait la tenue d'une séance extraordinaire.  La Loi prévoit que le maire peut convoquer une séance extraordinaire du conseil lorsqu'il le juge à propos. Lors de la séance extraordinaire du 2 mai 2018, le maire a déclaré que la convocation avait été effectuée de façon non conforme et qu'il y assistait sous protêt.	EV-10	
1 mai 2018	Le maire Alain Laplante publie un communiqué de presse ayant pour titre : Le maire Alain Laplante dénonce des démarches d'influence et d'intimidation auprès des élus de Saint-Jean-sur-Richelieu. Ce communiqué fait référence aux nombreuses mises en demeure du Groupe Guy Samson relativement au projet Évol.	E-14	2
2 mai 2018	L'avocat mandaté afin de réviser les dossiers juridiques externes de la Ville avise l'avocate-conseil de la Ville qu'il cesse toute activité en lien avec le mandat issu de la résolution CE-2018-02-0065, puisque qu'ils n'ont toujours rien concernant les dossiers des ressources humaines..  La direction générale n'a excuté que partiellement la résolution CE-2018-02-0065.	EV-11 CONFIDENTIEL	

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
2 mai 2018	En séance extraordinaire, le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-05-0204 pour le règlement no 1687 intitulé « Règlement modifiant le règlement no 0662 relatif au comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu ».	E-15	
4 mai 2018	Le maire Alain Laplante appose son veto contre la résolution 2018-05-0204, abrogeant les pouvoirs du Comité exécutif.		
4 mai 2018	Le directeur général François Vaillancourt signe un affidavit de 41 points, truffé d'inexactitudes et d'opinions, justifiant le congédiement de Guy Grenier.	EV-12	
4 mai 2018	La Cour supérieure affirme que seul le Comité exécutif pouvait destituer Guy Grenier, émet une ordonnance d'injonction provisoire et ordonne le sursis de l'exécution de la résolution de congédiement du chef de cabinet du maire.	E-38	
7 mai 2018	Lors d'une dernière séance extraordinaire en vertu de l'ancienne délégation de pouvoir, le Comité exécutif adopte la résolution CE-2018-05-0159 demandant l'accompagnement de la CMQ.	E-16	
7 mai 2018	Lors d'une dernière séance extraordinaire en vertu de l'ancienne délégation de pouvoir, le Comité exécutif adopte la résolution CE-2018-05-0160 afin de proposer au conseiller Justin Bessette un règlement hors-cour pour le remboursement de ses frais juridiques.	E-16	
7 mai 2018	Lors d'une dernière séance extraordinaire en vertu de l'ancienne délégation de pouvoir, le Comité exécutif adopte la résolution CE-2018-05-0162 confirmant l'embauche de Guy Grenier à titre d'attaché politique au cabinet du maire.	E-16	1a
7 mai 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-05-0207 afin de casser le veto du maire et rendre effective la résolution 2018-05-0204 et le règlement no 1687, abrogeant les pouvoirs du Comité exécutif.	E-18	
7 mai 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-05-0209 afin de mandater la firme Casavant Mercier avocats afin de représenter la Ville et ses employés dans sa demande d'accompagnement à la CMQ.  Comme si les employés de la Ville avaient quelque chose à se reprocher.	E-18	
8 mai 2018	Le maire Alain Laplante publie un communiqué de presse ayant pour titre : La Ville propose un règlement à Justin Bessette	E-19	2
8 mai 2018	Le maire Alain Laplante publie un communiqué de presse ayant pour titre :Le Maire Laplante demande l'intervention du Ministre Coiteux. Le maire estime ne plus être en mesure d'exercer son pouvoir de contrôle et de surveillance.  En mars 2019, cette situation est toujours inchangée.	E-20	2

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
9 mai 2018	<p>Par courriel à tous les élus, en réaction aux communications du maire, le directeur général François Vaillancourt porte personnellement préjudice au maire en lien avec la menace de poursuite de 2,5 millions \$ de dollars. Le directeur général met la table pour que la Ville ne paie pas ses honoraires d'avocats en cas de poursuite, tel que le prévoit l'article 604.6 de la Loi.</p> <p>De plus, dans son courriel, le directeur général déplore les communications du maire et sollicite les commentateurs du Groupe des 9 afin de rédiger un communiqué, contre le maire, au nom de la Ville. Ceci est clairement une démarche d'insubordination et vise à museler le maire.</p>	EV-13	
10 mai 2018	<p>À 8h20, le maire reçoit une demande de séance extraordinaire de huit conseillers. Cette séance extraordinaire a, entre autres, pour objectif de congédier à nouveau le chef de cabinet du maire et d'abroger la résolution CE-2018-02-0065 pour la révision des dossiers juridiques externes de la Ville.</p> <p>Les conseillers demandent que cette séance extraordinaire se tienne le 14 mai 2018 à 18h.</p>		
10 mai 2018	<p>À 10h10, le maire demande au greffier François Lapointe de convoquer une séance extraordinaire, tel que demandé par les huit conseillers.</p> <p>Le maire convoque cette séance extraordinaire pour le 22 mai 2018 à 19h15.</p>		
10 mai 2018	<p>À 10h15, le maire Alain Laplante suspend son directeur général, monsieur François Vaillancourt, pour s'être placé dans une situation d'absence de neutralité et d'insubordination à l'égard du maire et du Comité exécutif. Il lui demande de lui remettre son ordinateur.</p> <p>Le maire souhaite mener une enquête administrative permettant possiblement de déterminer une concertation entre les agissements du directeur général, ceux du Groupe des 9 et ceux des initiateurs de la menace de poursuite de 2,5 millions \$.</p>		1b
10 mai 2018	<p>À 10h30, le maire Alain Laplante demande par lettre au greffier François Lapointe de lui remettre, en vertu de l'article 52 de la LCV copie de tout le dossier touchant son chef de cabinet.</p> <p>Cette demande a systématiquement été refusée au maire qui a eu accès à ces 8 courriels seulement le 1er mars 2019, suite à l'intervention de la CMQ.</p>	E-41	
10 mai 2018	<p>À 12h00, le greffier François Lapointe avise par courriel les élus qu'ils recevront une convocation pour une séance extraordinaire pour le 22 mai 2018 à 19h15, soit juste avant la séance ordinaire qui suivra à 19h30,</p> <p>Tel que demandé par le maire.</p>		

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
10 mai 2018	À 16h13, le maire reçoit une deuxième demande de conseillers, pour une séance extraordinaire lundi le 14 mai 2018 à 18h00, afin de lever la suspension du directeur général François Vaillancourt.		
10 mai 2018	À 16h13, le maire reçoit une troisième demande de conseillers, pour une séance extraordinaire mardi le 15 mai 2018 à 18h00. Les points prévus à cette séance extraordinaire sont exactement les mêmes que ceux prévus pour le 22 mai 2018 à 19h15.		
10 mai 2018	À 16h54, le maire Alain Laplante demande par lettre au greffier François Lapointe de ne pas considérer la demande de convocation de conseillers, pour le 15 mai à 18h00, en raison que tous les points sont déjà prévus à la séance du 22 mai 2018 à 19h15.		
10 mai 2018	À 16h54, le maire demande par lettre au greffier François Lapointe de convoquer une séance extraordinaire, tel que demandé par les conseillers avec comme seul point la suspension du directeur général. Le maire convoque cette séance extraordinaire pour le 22 mai 2018 à 10h30.		
10 mai 2018	À 17h38, le greffier François Lapointe avise par courriel les élus qu'ils recevront une convocation pour une séance extraordinaire pour le 22 mai 2018 à 10h30 avec comme point la suspension du directeur général. Tel que demandé par le maire. Le Greffier rappelle également la séance du 22 mai 2018 à 19h15.	EV-14	
11 mai 2018	À 8h55, le greffier François Lapointe reçoit une demande de conseillers, prétextant un refus du maire, afin de convoquer une séance extraordinaire lundi le 14 mai 2018 à 18h00, afin de lever la suspension du directeur général François Vaillancourt.		
11 mai 2018	À 8h55, le greffier François Lapointe reçoit une deuxième demande de conseillers, prétextant un refus du maire, afin de convoquer une séance extraordinaire mardi le 15 mai 2018 à 18h00 avec les points prévus à la séance extraordinaire du 22 mai 2018 à 19h15, entre autres, afin de congédier à nouveau le chef de cabinet du maire et abroger la résolution CE-2018-02-0065 pour la révision des dossiers juridiques externes de la Ville.		
11 mai 2018	À 11h28, le maire rencontre le greffier François Lapointe afin d'apposer son veto contre 3 résolutions adoptées par le conseil le 7 mai 2018. Lors de cette rencontre, le greffier François Lapointe n'informe pas le maire de la réception des deux avis de convocation du matin.		

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
11 mai 2018	<p>A 12h15, le greffier François Lapointe avise par courriel les élus qu'ils recevront des avis de convocation, tel que demandé par les conseillers le matin.</p> <p>Le silence du greffier François Lapointe et sa décision de répondre aux demandes répétées des conseillers, à l'encontre des directives du maire, sont des actes d'insubordination jamais vus à Saint-Jean-sur-Richelieu.</p>	EV-15	
14 mai 2018	<p>A 13H34, le maire donne instructions au greffier François Lapointe afin de rendre disponible, mais de façon confidentielle, le rapport de suspension du directeur général François Vaillancourt auprès des élus.</p> <p>Le greffier François Lapointe reçoit également instruction de ne pas lire le document. Le greffier François Lapointe n'a pas suivi la directive du maire. Le 2 octobre 2018, il a apposé sa signature sur le rapport de suspension et le document a été remis à la CMQ.</p>	EV-16 EV-17 CONFIDENTIEL	
14 mai 2018	<p>En séance extraordinaire, le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-05-0245 afin de réintégrer le directeur général François Vaillancourt dans ses fonctions. Cette séance extraordinaire est la première après que la délégation de pouvoirs du Comité exécutif ait été abrogée.</p> <p>Le Groupe des 9 fait fi du rapport de suspension déposé par le maire, demandant une enquête administrative sur les agissements partisans de François Vaillancourt.</p>	E-22	
15 mai 2018	En séance extraordinaire, le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-05-0248 afin de congédier à nouveau le chef de cabinet du maire. (3ième résolution de congédiement de Guy Grenier.)	E-23	1c
15 mai 2018	En séance extraordinaire, le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-05-0249 afin d'abroger les résolutions CE-2018-04-0144 et CE-2018-05-0162, confirmant l'embauche de Guy Grenier à titre d'attaché politique au cabinet du maire.	E-23	1c
15 mai 2018	En séance extraordinaire, le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-05-0250 afin d'abroger la résolution CE-2018-02-0065 du Comité exécutif pour la révision des dossiers juridiques externes de la Ville.	E-23	
18 mai 2018	Le maire Alain Laplante appose son veto contre les résolutions 2018-05-0248 et 2018-05-0249, concernant Guy Grenier, et la résolution 2018-05-0250, afin d'abroger la résolution CE-2018-02-0065 pour la révision des dossiers juridiques externes.	E-40 A10	1c
22 mai 2018	L'avocat du Groupe Guy Samson fait parvenir à Alain Laplante une demande introductive de l'instance et lui réclame 2,5 millions \$ de dommages compensatoires plus 50 000 \$ en dommages punitifs. Cette requête fait référence à des propos supposément tenus pendant la campagne électorale sans toutefois faire référence au PIIA du projet Évol.		
22 mai 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-05-0257 afin de casser le veto du maire sur la résolution 2018-05-0248 afin de congédier à nouveau le chef de cabinet du maire. (4ième résolution de congédiement de Guy Grenier.)	E-25	1d

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
22 mai 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-05-0258 afin de casser le veto du maire sur la résolution 2018-05-0249 confirmant l'embauche de Guy Grenier à titre d'attaché politique au cabinet du maire.	E-25	1d
22 mai 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-05-0259 afin de casser le veto du maire sur la résolution 2 2018-05-0250 afin d'abroger la résolution CE-2018-02-0065 du Comité exécutif pour la révision des dossiers juridiques externes de la Ville.	E-25	
22 mai 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-05-0267 afin de mandater la firme d'avocats Fasken Martineau pour la défense des intérêts de la Ville dans le dossier l'opposant à monsieur Guy Grenier.	E-25	1e
24 mai 2018	Le directeur général François Vaillancourt transmet au Ministère des affaires municipales une dénonciation du Groupe des 9 contre le maire, sans l'aviser.		
25 mai 2018	Le maire Alain Laplante appose son veto contre la résolution 2018-05-0267 afin de mandater la firme d'avocats Fasken Martineau pour la défense des intérêts de la Ville dans le dossier l'opposant à monsieur Guy Grenier		1e
28 mai 2018	Le Ministère des affaires municipales mandate la CMQ afin d'accompagner le conseil municipal de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.		
28 mai 2018	En séance extraordinaire, le Comité exécutif vote la résolution CE-2018-05-0165 afin de réitérer l'avis du comité exécutif à l'effet que, en date du 25 avril 2018, Guy Grenier a toujours travaillé de manière satisfaisante, loyale et effectué ses tâches dans le respect de ses obligations contractuelles et déontologiques et de donner avis au conseil municipal que le congédiement de Guy Grenier a pour but et effets de restreindre l'action du maire dont celles relatives à l'exercice de ses pouvoirs de contrôle et de surveillance ce qui n'est pas une prérogative du conseil municipal.	E-26	1f
28 mai 2018	En séance extraordinaire, le Comité exécutif vote la résolution CE-2018-05-0166 afin que le comité exécutif avise le conseil municipal qu'il appuie la décision du maire d'avoir suspendu François Vaillancourt pour les raisons décrites dans son rapport confidentiel; qu'il serait approprié d'exiger au directeur général de cesser toute insubordination, activité partisane et sollicitation des membres du conseil; qu'il serait approprié de rappeler à François Vaillancourt que son rôle est de veiller à l'accomplissement fidèle et impartial des résolutions du conseil municipal et du comité exécutif; qu'il serait approprié de rappeler au directeur général que le maire agit comme chef exécutif de l'administration municipale; qu'il serait approprié de rappeler à François Vaillancourt que les conseillers et les conseillères municipaux ne s'expriment que par résolution.	E-26	
28 mai 2018	En séance extraordinaire, le Comité exécutif vote la résolution CE-2018-05-0168 afin que le comité exécutif avise le conseil municipal que l'abrogation de la résolution no CE-2018-02-0065 était illégale; qu'il devrait s'enquérir de l'état des dossiers juridiques externes de la Ville afin de pouvoir prendre une position éclairée quant à chacun de ces dossiers en tenant compte des sommes déjà dépensées; qu'il devrait exiger une vérification afin de s'assurer que tous les mandats juridiques déjà octroyés, incluant les dossiers de ressources humaines, ont été dûment octroyés en vertu des lois applicables.	E-26	

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
29 mai 2018	Le directeur général François Vaillancourt signe un affidavit de 191 points, truffé d'inexactitudes et d'opinions, justifiant le congédiement de Guy Grenier.	EV-18	
30 mai 2018	Le maire Alain Lapante signe un affidavit de 37 points, validant certains faits, dans l'intérêt de la Ville, relativement au congédiement de son chef de cabinet.	E-27	1g
30 mai 2018	Guy Grenier retourne une deuxième fois devant la Cour supérieure afin de demander sa réintégration à l'emploi.	EV-19	1h
	La Cour Supérieure oblige la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu à s'entendre avec Guy Grenier sur les modalités de sa réintégration à l'emploi. Devant l'obligation de le réintégrer, l'avocat de la Ville, Me Bernard Synnott a préféré offrir un montant d'argent à Guy Grenier afin qu'il renonce à son droit à l'emploi.		
	Guy Grenier a accepté cette offre et a signé une entente hors cour avec la Ville, renonçant à son droit d'emploi.		
30 mai 2018	Le maire Alain Laplante demande, une première fois, par courriel à Me Annie Thivierge, avocat-conseil de la Ville, que a Ville assume les frais de défense du maire contre le Groupe Guy Samson, en vertu de 604.6.		
31 mai 2018	La Ville obtient une première opinion de la firme d'avocats Bélanger Sauvé recommandant de ne pas défrayer les frais de défense du maire contre le Groupe Guy Samson, en vertu de 604.6.		
4 juin 2018	Lors de la séance plénière, lorsque le procureur Bernard Synnott est venu parler des négociations du 30 mai 2018 et de la stratégie à adopter, les membres du Groupe des 9 ont exprimé très violemment et de façon intimidante leur colère, aucunement fondée, à l'égard du maire. Ils ont accusé le maire pour des actions réalisées par le procureur de monsieur Guy Grenier. Ils ont accusé le maire, toujours sans aucun fondement, d'une fuite dans le journal. Ils ont accusé le maire de travailler contre la Ville et d'être un adversaire de la Ville. Ils ont tenu des propos diffamatoires et irrespectueux à l'égard du maire.	E-29	1i
4 juin 2018	Le Groupe des 9 rejette l'entente hors cour signée entre l'avocat de la Ville, Me Bernard Synnott, et Guy Grenier.	E-28	
4 juin 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-06-0338 afin de casser le veto du maire sur la résolution 2018-05-0267 afin de mandater la firme d'avocats Fasken Martineau pour la défense des intérêts de la Ville dans le dossier l'opposant à monsieur Guy Grenier.	E-28	1j
6 juin 2018	À 16h30, le maire reçoit une demande de séance extraordinaire de sept conseillers. Cette séance extraordinaire concerne le contrat de travail du chef de cabinet du maire, Guy Grenier.  Les conseillers demandent que cette séance extraordinaire se tienne le 11 juin 2018 à 18h00.	E-30	

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
7 juin 2018	A 9h37, le maire demande par courriel au greffier François Lapointe de convoquer une séance extraordinaire, tel que demandé par les conseillers.	E-31	
	Le maire convoque cette séance extraordinaire pour le 11 juin 2018 à 18h00, tel que souhaité par les conseillers.		
8 juin 2018	A 12h28, le greffier François Lapointe avise les élus, par courriel, qu'il a reçu une autre demande de huit conseillers, pour la tenue d'une deuxième séance extraordinaire, avec le même objet, le 11 juin 2018 à 17h30.	EV-20	
	Sans consulter le maire, sans vérifier si l'objet des deux séances extraordinaires était le même et en bafouant la prérogative du maire pour la convocation des séances extraordinaires, le greffier François Lapointe convoque une deuxième séance extraordinaire, 30 minutes avant celle convoquée par le maire, avec exactement le même objet, soit le contrat de travail du chef de cabinet Guy Grenier.		
11 juin 2018	En séance extraordinaire, le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-06-0413 afin de se prévaloir de la clause de fin de contrat du chef de cabinet du maire, en lui offrant six mois de salaire. (5ième résolution de congédiement de Guy Grenier.)	E33	1m
13 juin 2018	Le Comité exécutif vote une résolution CE-2018-06-0174 donnant avis au conseil que la résolution adoptée le 4 juin 2018 va à l'encontre de l'intérêt de la Ville et constitue un manque de respect à l'égard de la Cour Supérieure du Québec.	E-35	1n
13 juin 2018	Le Comité exécutif vote une résolution CE-2018-06-0175 donnant avis au conseil que la résolution mandant la firme Fasken n'est pas conforme aux pratiques de saine gestion des finances publiques et, pour cette raison, d'en déférer à la Commission municipale du Québec.	E-35	1n + 3
15 juin 2018	Le maire Alain Laplante appose son veto contre la résolution 2018-06-0413 visant à se prévaloir de la clause de fin de contrat de Guy Grenier.		1m
18 juin 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-06-0419 afin de casser le veto du maire et rendre effective la résolution 2018-06-0413 afin de se prévaloir de la clause de fin de contrat du chef de cabinet du maire. (6ième résolution de congédiement de Guy Grenier.)	E-36	1o
18 juin 2018	Le Groupe des 9 quitte la salle du conseil afin de ne plus entendre les critiques des citoyens à la période des questions.	E-36	
13 juillet 2018	Yvan Berthelot, appuyé par tous les membres du Groupe des neuf, dépose une demande d'enquête à la CMQ en vertu du code d'éthique et de déontologie des élus.	EV-21	
	La lettre co-signée par le Groupe des 9 et la liste des événements reprochés sont truffés de mensonges.		



Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
6 août 2018	Le Groupe des 9 donne l'avis de motion no 2018-08-0632 afin d'adopter un règlement relatif à la régie interne dans le but de diminuer le nombre de séances du conseil municipal et le nombre de périodes de questions. L'objectif recherché par le Groupe des 9 est de restreindre l'accès des citoyens aux période de questions.		
27 août 2018	Après que le procureur du Groupe Guy Samson ait énoncé que le montant qui était réclamé à Alain Laplante était directement lié à un dossier de Cour impliquant la Ville et l'adoption du PIIA du projet Évol, le maire Alain Laplante demande une deuxième fois, par courriel à Me Annie Thivierge, avocat-conseil de la Ville, que la Ville assume les frais de défense du maire contre le Groupe Guy Samson, en vertu de 604 6.		
29 août 2018	La Ville obtient une deuxième opinion de la firme d'avocats Bélanger Sauvé recommandant de ne pas défrayer les frais de défense du maire contre le Groupe Guy Samson, en vertu de 604 6.		
10 septembre 2018	Le Groupe des 9 quitte la salle du conseil après que le maire ait refusé une modification de l'ordre du jour, jugée non recevable en vertu du règlement de régie interne en vigueur.		
12 septembre 2018	Sept conseillers font la demande d'une séance extraordinaire afin de reprendre la séance abandonnée par eux le 10 septembre 2018. Le conseillers demande que la séance extraordinaire se tienne le 17 septembre 2018 à 18h30		
13 septembre 2018	Le maire demande par lettre au greffier François Lapointe de convoquer une séance extraordinaire, tel que demandé par les conseillers. Le maire convoque la séance extraordinaire pour le 17 septembre 2018 à 19h30.		
17 septembre 2018	En séance extraordinaire, le conseil municipal adopte la résolution 2018-09-0664, autorisant le PIIA du Groupe Guy Samson pour le projet Évol.		
17 septembre 2018	En séance extraordinaire, le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-09-0690 pour un nouveau règlement de régie interne, dans le but de diminuer le nombre de séances du conseil municipal et le nombre de périodes de questions.		
20 septembre 2018	Le maire Alain Laplante appose son veto contre la résolution 2018-09-0690, modification du règlement de régie interne.		
24 septembre 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-09-0697 afin de casser le veto du maire contre la résolution 2018-09-0690 pour un nouveau règlement de régie interne, dans le but de diminuer le nombre de séances du conseil municipal et le nombre de périodes de questions.		
10 octobre 2018	Publication, dans le journal Le Courrier, de deux pages relatant des activités partisanes du directeur général François Vaillancourt. Le journal soulève la question à savoir si le directeur général de la Ville va à l'encontre de son devoir de réserve.	EV-22	

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
17 octobre 2018	Le Comité exécutif vote une résolution CE-2018-10-0182, donnant avis au conseil municipal, considérant que plusieurs demandes d'information du maire ont été refusées par la direction générale, que des mesures soient prises pour répondre favorablement aux différentes demandes d'information du maire et d'envoyer une copie de la présente résolution aux membres du conseil municipal, à la Commission municipale du Québec et au Ministère des Affaires.	EV-23	
23 octobre 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-10-0760 afin de mandater un cabinet d'avocats, pour un montant de 75 000\$, afin d'intenter des procédures judiciaires contre des citoyens.		
26 octobre 2018	Le maire Alain Laplante appose son veto contre la résolution 2018-10-0760 afin de mandater un cabinet d'avocats, afin d'intenter des procédures judiciaires contre des citoyens.		
19 novembre 2018	Le greffier François Lapointe affirme solennellement qu'il n'existe pas de politique ou guide concernant le contenu ou la diffusion des communiqués de presse à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.	EV-24	
22 novembre 2018	Suite à l'adoption du PIA du projet Évol, le Groupe Guy Samson modifie sa demande introductive de l'instance. Le montant réclamé à Alain Laplante à titre de dommages compensatoires passe de 2,5 millions \$ à 40 000\$.		
27 novembre 2018	Le Groupe des 9 adopte la résolution 2018-11-0835 afin de casser le veto du maire contre 2018-10-0760 afin de mandater un cabinet d'avocats, pour un montant de 75 000\$, afin d'intenter des procédures judiciaires contre des citoyens.		
15 janvier 2019	Après que le montant réclamé à Alain Laplante en dommages compensatoires soit passé de 2,5 millions \$ à 40 000\$, suite à l'adoption du PIA du projet Évol, le maire Alain Laplante a demandé une troisième fois, par courriel à Me Annie Thivierge, avocate-conseil de la Ville, que la Ville assume ses frais de défense contre le Groupe Guy Samson, en vertu de 604.6.		
21 janvier 2019	Note de service pour l'absence du directeur général pour cause de maladie pour une période de 4 semaines. Le congé a ensuite été prolongé jusqu'au 15 mars 2019.		
23 janvier 2019	Publication, dans le journal Le Courrier, de plusieurs photos soulignant un manque de professionnalisme de la directrice générale adjointe Michelle Hébert.	EV-25	
28 janvier 2019	Le maire Alain Laplante demande par courriel à la directrice générale adjointe Michelle Hébert de lui remettre, en vertu de l'article 52 de la LCV les courriels justifiant le congédiement de son chef de cabinet.  Cette demande a systématiquement été refusée au maire qui a eu accès à ces 8 courriels seulement le 1er mars 2019, suite à l'intervention de la CMQ.	EV-26	
29 janvier 2019	Le Conseil adopte la résolution 2019-01-0067 afin que le conseil municipal de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu réitère publiquement la confiance qu'il porte envers les employés de la Ville et dénonce les actes qui pourraient porter atteinte à leur réputation et/ou leur vie privée.	EV-27	

Chronologie des événements - Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Dates	Événements	Pièces	Manquements
31 janvier 2019	Le directeur général François Vaillancourt devait être interrogé par l'avocat de Guy Grenier relativement à ses affidavits mensongés. En raison de son congé de maladie, cette interrogatoire a été remise à une date ultérieure.		
5 février 2019	Le Groupe des 9 vote contre une résolution proposant que le conseil municipal de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu exprime publiquement la confiance qu'il porte envers le maire Alain Laplante et dénonce les actes qui pourraient porter atteinte à sa réputation et à son intégrité.		
20 février 2019	La Ville obtient une troisième opinion de la firme d'avocats Bélanger Sauvé recommandant de ne pas défrayer les frais de défense du maire contre le Groupe Guy Samson, en vertu de 604.6.		
22 février 2019	La CMQ ordonne au Groupe des 9 et au directeur général François Vaillancourt de comparaître afin de produire les courriels liés au congédiement de Guy Grenier.		
26 février 2019	Le maire Alain Laplante apprend que Michelle Hébert est en congé prolongé.		
26 février 2019	Le Groupe des 9 rejette une résolution proposant le paiement des frais de représentation et de défense du maire Alain Laplante dans le cadre du dossier judiciaire l'opposant au Groupe Guy Samson, relativement au projet Évol.	EV-28	
1 mars 2019	Les courriels liés au congédiement de Guy Grenier, chef de cabinet du maire, sont produits devant la CMQ.		
18 mars 2019	Retour au travail pour le directeur général François Vaillancourt.		
18 mars 2019	Début des auditions à la CMQ pour le maire Alain Laplante.		
18 mars 2019	Intérogatoire du directeur général François Vaillancourt devant la CMQ.		

## **Intervention du DG dans mon bureau 12 mars 2018**

Le matin à 9h30, monsieur François Vaillancourt et moi devions nous rencontrer lors de notre rencontre statutaire. En entrant, le directeur général a retiré sa présence de nos agendas Outlook.

Vers 11h15, monsieur François Vaillancourt, est venu dans mon bureau afin de m'apostropher de façon très virulente, en lien avec les deux résolutions votées par le comité exécutif, **lesquelles réfèrent à la firme Deveau avocats.**

Notez que monsieur Vaillancourt était en vacances lors de la dernière réunion du Comité exécutif et qu'il revenait au travail ce matin-là.

Monsieur Vaillancourt était en colère et parlait très fort dans mon bureau.

### **Voici l'essentiel des propos de François Vaillancourt :**

- Je trouve ça singulier que vous ayez adopté ces deux résolutions.
- Sache que je vais demander une opinion juridique à ce sujet.
- La résolution est illégale.
- Ceci est un constat de désaveu envers l'appareil municipal.
- Ça ne se terminera pas là.
- Ce soir, je vais parler de la situation aux membres du conseil.

Après son plaidoyer, je l'ai invité à discuter. François Vaillancourt a refusé de parler, affirmant qu'il n'était pas en état. Il a finalement quitté mon bureau en colère.

**Intervention de François Vaillancourt devant le plénier  
12 mars 2018**

Après m'avoir apostrophé dans mon bureau, le directeur général de la Ville, monsieur François Vaillancourt, est revenu à la charge, lors du comité plénier du soir, devant tous les membres du conseil et quelques employés, relativement aux deux résolutions votées par le Comité exécutif, lesquelles réfèrent à la firme Deveau avocats.

Étaient présent à cette rencontre :

- Madame Mélanie Dufresne, conseillère
- Monsieur Justin Bessette, conseiller
- Monsieur Michel Gendron, conseiller
- Monsieur Jean Fontaine, conseiller
- Monsieur François Auger, conseiller
- Madame Patricia Poissant, conseillère
- Madame Christiane Marcoux, conseillère
- Monsieur Marco Savard, conseiller
- Monsieur Yvan Berthelot, conseiller
- Madame Claire Charbonneau, conseillère
- Madame Maryline Charbonneau, conseillère
- Monsieur Guy Grenier, chef de cabinet
- Maître François Lapointe, greffier
- Monsieur Stéphane Beaudin, directeur général adjoint
- Luce L'Écuyer, coordonnatrice aux plaintes et requêtes

Madame Michelle Hébert, directrice générale adjointe, était également présente à cette rencontre mais est sortie de la salle, le temps de l'intervention de monsieur Vaillancourt.

D'une façon intempestive et très énervée, sans qu'il n'y ait de point à l'ordre du jour, monsieur Vaillancourt a décidé de s'adresser au plénier en s'exprimant à peu près ainsi:

- « Tabarnak ! [Il donne un coup de poing sur la table.]
- J'ai appris que le comité exécutif a adopté deux résolutions. [Il fait la lecture de la résolution sur la révision des dossiers juridiques.]
- Je trouve ça singulier !
- On parle de travailler ensemble et c'est ça qu'on fait.
- Parce qu'on met en doute la probité des fonctionnaires et la probité des cabinets d'avocats.

- La cheffe du service juridique n'a pas parlé à la firme Deveau de cette résolution.
- Comment se fait-il qu'ils sont au courant ?
- Calvaire !
- C'est la première fois en 8 ans de carrière dans le monde municipal que je vois ça.
- Je vais demander une opinion juridique.
- On s'expose à des poursuites par les cabinets que nous avons mandatés.
- Je suis outré, je suis en beau calice !
- Le conseil, vous avez un choix à faire.
- Je ne suis pas certain de la légalité.
- Ce sont des propos quasi-diffamatoires. [En référence à la résolution sur la révision des dossiers juridiques.]
- Et au-delà du libellé, c'est le message qui est envoyé à toute l'administration.
- On risque de perdre des employés.
- On attaque des gens comme Stéphane Beaudin, François Lapointe et une fille comme Michelle Hébert et comme Annie Thivierge. »
- En réponse à une question : « Peut-on renverser cette décision ? » « Vous pouvez faire une plainte aux Affaires municipales. »

J'éprouve un grand malaise face aux propos inconvenables tenus par monsieur Vaillancourt devant le comité plénier. Celui-ci s'attaque à la légitimité du Comité exécutif et a communiqué son désaveu face à ses décisions.

Le fait d'inciter mes adversaires politiques à déposer des plaintes aux Affaires municipales est, à mes yeux, complètement inacceptable. De plus, il nous accuse de diffamation.

**Alain Laplante**  
Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu

Ev-34

**De :** [Vaillancourt, Francois](#)  
**A :** [Laplante, Alain](#)  
**Objet :** Fwd: Dossier Signer  
**Date :** 25 février 2018 20:50:52  
**Pièces jointes :** [Cabinets d'avocats.docx](#)  
[ATT00001.htm](#)

---

Bonsoir Alain,

Juste avant de monter dans l'avion, je te transfère l'opinion de notre directrice des services juridiques concernant l'opinion dans le dossier Singer. Je crois effectivement que nous devons respecter son opinion éclairée pour éviter tout questionnement concernant la sélection du procureur. Ce dossier est éminemment sensible et tu dois être à l'abri de toute suspicion. J'irais avec Cain Lamarre, tel que proposé par Annie. Puis-je te demander de confirmer avec Michelle le choix ? Merci beaucoup !

François

**François Vaillancourt**  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2406

*Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!*

---

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

Début du message transféré :

**Expéditeur:** "Thivierge, Annie" <[A.Thivierge@sjsr.ca](mailto:A.Thivierge@sjsr.ca)>  
**Date:** 19 février 2018 à 11:39:57 HNE  
**Destinataire:** Vaillancourt, François <[F.Vaillancourt@sjsr.ca](mailto:F.Vaillancourt@sjsr.ca)>  
**Objet:** Dossier Signer

Bonjour François,

Tu trouveras ci-joint une liste de bureau d'avocats. Considérant tous les enjeux dans ce dossier, je pense qu'il est essentiel que le choix de l'avocat qui donnera un second opinion soit totalement neutre. Je ne connais pas du tout Deveau avocats, ce n'est rien de personnel contre eux. Par contre comme nous sommes en 2<sup>e</sup> opinion je pense que le choix ne doit surtout pas être orienté.

Mes premiers choix sont Me Mario Paul-Hus de Muni conseil ou Me Alexandre Cimon de Cain Lamarre, lesquels n'ont jamais à ma connaissance fait de mandat pour la Ville ou du moins pas pour le service des affaires juridiques.

J'attendrai tes instructions pour la suite,

Bonne journée!

**Annie Thivierge**  
Avocate-conseil  
Affaires juridiques  
Poste : 2124

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

**De :** Sareault, Carole  
**Envoyé :** 19 février 2018 10:53  
**À :** Thivierge, Annie <[A.Thivierge@sjsr.ca](mailto:A.Thivierge@sjsr.ca)>  
**Objet :**

**Carole Sareault**  
Secrétaire  
Affaires juridiques  
Poste : 2082

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!



**De :** Laplante, Alain  
**A :** "Jean-François Gagné"  
**Cc :** Grenier, Guy; Bessette, Justin; Charbonneau, Marvline (Conseil municipal)  
**Objet :** Réaction du directeur général  
**Date :** 12 mars 2018 11:59:18  
**Pièces jointes :** 2018-02-22 Note de service.pdf  
CE-2018-02-0064 Modification Dunton Rainville.pdf  
CE-2018-02-0065 Revision dossiers juridiques.pdf

---

Bonjour Maître Gagné,

Aujourd'hui, à 11h15, le directeur général de la Ville, monsieur François Vaillancourt, est venu dans mon bureau afin de m'apostropher, en lien avec les deux résolutions votées par le comité exécutif, lesquelles réfèrent à la firme Deveau avocats. Notez que monsieur Vaillancourt était en vacances lors de la dernière réunion du Comité exécutif et qu'il revenait au travail ce matin.

Voici l'essentiel de ses propos :

- Je trouve ça singulier que vous ayez adopté ces deux résolutions.
- Sache que je vais demander une opinion juridique à ce sujet.
- La résolution est illégale.
- Ceci est un constat de désaveu envers l'appareil municipal.
- Ce soir, je vais parler de la situation aux membres du conseil.

Ce matin, à 9h30, nous devions nous rencontrer. En entrant, le directeur général a retiré sa présence de nos agendas Outlook. Après son plaidoyer, j'ai demandé à le voir et il a refusé de discuter, affirmant qu'il n'était pas en état.

Quelles sont mes options et les propos de monsieur Vaillancourt ont-ils un fondement juridique ?

Merci,

**Alain Laplante**

Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu  
[a.laplante@sjsr.ca](mailto:a.laplante@sjsr.ca)  
450 357-2095



**Alain Laplante**  
Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu  
450 357-2095  
188, rue Jacques-Cartier Nord, C.P. 1025  
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 7B2

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur.  
Merci!

**De :** Laplante, Alain

**Envoyé :** 13 mars 2018 16:11

**À :** Vaillancourt, François <F.Vaillancourt@sjsr.ca>

**Objet :** Vos propos tenus devant les membres du conseil

Monsieur le directeur général,

Je vous écris à la suite de vos actions et propos concernant l'adoption des résolutions 2018-02- 0065 et 2018-02- 0065 par le comité exécutif.

Vos récentes interventions à l'encontre de décisions prises par le comité exécutif sont à mon avis inacceptables. Le ton et la nature de vos propos tenus hier devant les membres du conseil étaient de la nature d'une attaque personnelle, défiante et même de nature politique. À titre d'exemple, les sacres n'ont pas leur place dans une réunion du genre.

Vous le savez, je me questionne depuis quelque temps sur des positionnements pris par la Ville dans des dossiers juridiques et considérant que ces questions sont sans réponse satisfaisante, le comité exécutif a décidé de prendre action afin de faire la lumière sur la situation.

Je vous saurais gré de respecter les décisions du comité exécutif ainsi que mes droits, en tant que maire, de surveillance, d'investigation et de contrôle afin que je puisse soumettre au conseil ou au comité exécutif toute proposition que je jugerai nécessaire.

Je vous invite à la collaboration.

Cordialement,

**Alain Laplante**

Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu

[a.laplante@sjsr.ca](mailto:a.laplante@sjsr.ca)

450 357-2095

**Alain Laplante**

Maire

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Poste : 2095

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

**De :** Vaillancourt, François  
**A :** Lapante, Alain  
**Objet :** RE: Vos propos tenus devant les membres du conseil  
**Date :** 13 mars 2018 18:32:09

---

Monsieur le maire,

Je vous rassure d'entrée de jeu car en aucun moment ne voudrais-je me soustraire à vos attributions, compétences ou autorités. Ce serait si mal avisé et contraire à mon code d'éthique. Cela s'inscrit également dans la continuité de ce que j'ai toujours exprimé à votre intention depuis le tout début de votre mandat. Je n'ai par ailleurs aucune intention de douter des orientations, de l'existence juridique ou des décisions du CE ou du conseil de ville.

Lorsqu'il y a des risques induits par des résolutions qui pourraient être imprécises ou à la rigueur qui pourraient être jugées invalides, j'ai le devoir cependant de vous en exposer ceux-ci. J'ai étayé les risques associés à une des deux résolutions seulement, ce que vous avez aussi reçu sous pli distinct. Vous avez cependant raison quant au fait que j'ai pu blasphémer sous le coup de l'émotion quelques mots inappropriés. Vous m'en voyez désolé car je n'utilise jamais ce type de mots.

Je ne crois pas non plus que le désaveu public de l'administration exprimé dans le libellé de la résolution ait été pleinement mesuré, ni même anticipé ou désiré de la part de ceux qui ont rédigé celle-ci. Je dirige une équipe fière, certes imparfaite comme tous les humains, crédible et totalement dédiée et dévouée. Les impacts de nature humaine ou émotionnelle ne peuvent être occultés ou banalisés car nous dirigeons des êtres humains.

Par ailleurs, vous n'êtes pas sans savoir que le climat actuel au conseil et au plénier est malheureux pour tous. En aucune circonstance n'ai-je ciblé qui que ce soit si ce n'est que d'énoncer avec ferveur un profond inconfort quant à la dynamique qui prévaut actuellement. Je suis en désaccord concernant vos affirmations m'attribuant des "attaques" de nature politique ou personnelle puisque ce n'était pas le cas ni même mon intention. L'abcès doit être cependant crevé et tout doit être mis en œuvre pour réconcilier toutes les composantes de notre ville et les guider vers une seule destination. Nous avons une ville exceptionnelle et nous devons honorer celle-ci à la hauteur des attentes de nos citoyens, toutes allégeances politiques confondues.

Ai-je parlé avec passion et exprimé mon profond désarroi face à ce que la population constate, ce que la quasi-totalité de vos élus m'a exprimé sous le couvert de la confidentialité, de ce qui fait les choux-gras des media ou de ce que nous vivons au sein de l'administration, tout à fait. Cet appel au calme, au retour à l'harmonie, à la réconciliation et à fin des hostilités entre tous devait être exprimé pour que cesse une fois pour tout ce climat de tension qui mine les relations au sein de notre administration et des élus que nous supportons avec fierté, dignité et professionnalisme au quotidien.

Nous sommes à l'administration pris entre l'écorce et l'arbre constamment, déchirés

par des vellétés politiques et des jeux de coulisse qui entravent le bon fonctionnement de votre administration. Le doute ressenti exacerbe les sensibilités de tous, irrite et courrouce les esprits de nos effectifs, plusieurs ont l'impression de marcher sur des œufs pour ne pas se mettre en porte-à-faux entre les 3 factions présentes au conseil.

Cette situation requiert du leadership exceptionnel de notre part, à vous et moi, de l'humilité de la part de tous, de la confiance de la part de tous, un sens du compromis d'exception de tous, un sens de l'abnégation omniprésente, une volonté inaliénable de servir au-dessus de toute allégeance politique, de travailler main dans la main entre élus et gestionnaires, de servir au-delà de nos intérêts personnels. Telles étaient l'esprit et l'essence du message exprimé hier; nous avons tous un examen de conscience à faire pour résoudre cette dynamique de travail toxique qui sape nos labeurs et mine notre moral.

J'ai trop de respect pour l'institution démocratique, nos citoyens, nos élus et vous-même pour qu'on assiste impassible à une détérioration de tout ce que nos prédécesseurs nous ont légué comme héritage à la ville. Monsieur le maire, nous avons le devoir de régler cette problématique rapidement car c'est l'intérêt public qui n'est pas servi adéquatement.

Soyons fiers de notre ville, de nos élus, de notre population et de nos employés. C'est dans la tempête que les grands capitaines se lèvent Monsieur le maire; sachez nous guider grâce à votre leadership à travers cette sombre période, qui je l'espère, ne sera plus qu'un mauvais souvenir prochainement.

En toute sincérité et humilité,

François

**François Vaillancourt**  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu  
Poste : 2406

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

---

#### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Ce message est confidentiel et ne s'adresse qu'au destinataire. S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et en aviser aussitôt l'expéditeur. Merci!

**A : Laplante, Alain**

**Objet : CONFIDENTIEL-IMBROGLIO CONCERNANT CERTAINES RESOLUTIONS- CONFIDENTIEL**

**Date : 13 mars 2018 16:53:59**

**Pièces jointes : image001.emz**

[image002.png](#)

[image003.emz](#)

Monsieur le maire

Lors du comité exécutif du 28 février dernier, le comité exécutif, sur votre recommandation, a fait ajouter à l'ordre du jour, en tout début de séance, les 2 projets de résolutions ci-après mentionnés. Ces deux résolutions déposées en mon absence sont significatives et comportent des risques pour la ville, notamment celle concernant la révision des dossiers juridiques externes de la ville. Nonobstant les risques importants étayés plus bas, cette résolution vient jeter un discrédit non seulement sur l'ensemble des procureurs mandatés par la ville pour de très nombreux dossiers, mais qui plus est, signifie implicitement un désaveu pour l'administration municipale quant à la probité de ses actions et la légalité de ses décisions consenties et balisées en matière de compétences et délégations par le conseil de ville. L'administration municipale est apolitique et agit au quotidien dans l'intérêt public, et ce, en conformité des nombreuses lois et règlements encadrant nos fonctions. L'administration vous a toujours supporté au meilleur de ses compétences et connaissances et continuera de le faire avec professionnalisme et intégrité. Le message envoyé ici va cependant à l'encontre d'une volonté de fédérer toutes les forces politiques et administratives dans une même vision. Nous avons tous à cœur de supporter nos citoyens nos élus et citoyens avec fierté et un sens de l'honneur indéfectible.

De laisser planer cependant un doute quant à la probité de ceux et celles servant fièrement les élus et la population est un geste sérieux, et assurément démobilisant pour l'ensemble de votre équipe émérite. Comment peut-on simplement prétendre travailler harmonieusement en équipe lorsqu'un tel désaveu, public de surcroît, est émis contre l'administration ou les procureurs externes mandatés dans moult dossiers. Les impacts de premier et deuxième ordre de cette résolution seront beaucoup plus sérieux que ceux estimés aujourd'hui. Ce camouflet administré à l'administration municipale est unique au bas mot. Je suis stupéfait par la portée et la teneur des formules rédigées au sein de cette résolution sans remettre en aucun moment la légitimité des résolutions du CE. J'ai donc le devoir et l'obligation de vous énoncer mon désaccord quant à l'esprit et l'essence de cette résolution.

Tel qu'étayé hier nous solliciterons une opinion juridique pour valider la conformité de la résolution concernant l'examen des services juridiques externes afin de protéger les intérêts de la ville, compte tenu des risques majeurs auxquels nous pourrions être exposés. Ceci a par ailleurs été exposé hier au conseil de ville lors du plénier du 12 mars 2018, tel que confirmé à votre intention le 12 mars en matinée. Ne pas agir ainsi serait d'abdiquer mes rôle et responsabilités et ferait fi des compétences qui me sont aussi déléguées et de m'assurer que les résolutions du conseil de ville et du comité exécutif (CE) soient conformes et qu'aucun préjudice ne puisse être subi par la ville. Il est de mon devoir de vous protéger et de protéger la ville de façon diligente contre des risques indus. Il est aussi primordial d'exprimer et réitérer que notre volonté n'est pas de questionner la légitimité des actions ou résolutions du CE, de ses compétences ou de son existence juridique. C'est une question de protection des intérêts de la ville, nonobstant la portée du désaveu exposé précédemment.

Ainsi, à la lumière de nos analyses, ces résolutions posent des problèmes administratifs et nous nous sommes penchés sur ceux-ci. Voici les observations glanées depuis divers officiers de la ville et consignées pour les dits dossiers.

**Résolutions modifiant la résolution no CE-2017-10-0429.** La résolution consistait à changer les mots « Dunton Rainville » par les mots « Deveau Avocats » à compter de la date d'adoption.

1- La résolution modifiée est la résolution qui donnait le mandat de représentation des intérêts de la ville devant tous les tribunaux judiciaires incluant le dossier de la Cour supérieure, dans le litige opposant la Ville aux défenderesses « le groupe Maurice inc » et « la Cité des Tours inc. »

2- Cette résolution comportait un montant d'honoraire de 50 000\$ dont environ 25 000\$ ont déjà été déboursés.

Les démarches réalisées à ce jour sont les suivantes :

1- Me Gladu a été avisé que le dossier lui était retiré, le 28 février 2018.

2- Le cabinet Deveau a été avisé le vendredi 2 mars 2018. Le 6 mars, nous avons reçu le nom de l'avocat qui sera affecté au dossier : Me Jean-François Gagné de Laval. Ce dernier est en vacances et nous contactera le lundi 12 mars.

3- À ce moment, nous lui demanderons un estimé pour le dossier.

### **Les faits**

1. Depuis votre élection, nous avons bien compris que comme maire vous n'aviez pas confiance en l'avocat au dossier, Me Gladu, sans en décrire précisément les raisons pour lesquelles ce procureur devrait être exclu du dossier.

2. Me Thivierge a tenté d'expliquer le dit dossier à plusieurs reprises, en ma présence, la mienne mais également en présence de Luc Castonguay. Vous avez toujours refusé de rencontrer Me Gladu afin de lui poser ses questions ou de recevoir de l'information.

3. Vous avez signifié à mon intention ainsi qu'à la DGA Admin et Me Thivierge de vouloir changer de cabinet d'avocats dans ce dossier.

4. Vous m'avez signifié clairement que vous vouliez qu'un cabinet externe soit mandaté au dossier, en l'occurrence seulement Deveau Avocats. Vous m'avez demandé un estimé des coûts du même cabinet pour le dossier des Cour Singer.

5. Annie Thivierge m'a soulevé de façon non équivoque le risque d'apparence de conflit d'intérêt dans le fait que le maire choisisse lui-même le nouvel avocat dans le dossier. Cet avis est pertinent afin de résister au test de l'objectivité absolue pour un mandat visant à émettre une deuxième opinion pour un dossier. Je vous ai personnellement demandé si vous connaissiez de près ou de loin une personne du Cabinet Deveau, expliquant que les apparences dans ce dossier étaient aussi importantes puisque de diriger la sélection d'un cabinet d'avocats pour obtenir une opinion impartiale et objective était primordiale. Vous m'avez affirmé ne pas connaître personne de ce même cabinet.

6. Je vous ai expédié un courriel le 25 février 2018 soulevant à nouveau cette problématique, et sur la foi de judicieux conseils de nos services juridiques, vous ai suggéré de laisser l'administration choisir un nouvel avocat ou que le maire exerce un choix parmi une liste suggérée par l'administration (des avocats avec qui nous n'aurions jamais travaillé).

7. J'ai également suggéré de faire faire un estimé des honoraires requis pour revisiter cet imposant dossier. Il n'y a pas eu de suite à l'expédition de mon courriel du 25 février 2018.

Ayant soulevé les faits précédemment, nous croyons que les risques dans ce dossier sont les suivants :

1. Des honoraires qui peuvent être largement supérieurs aux 25 000\$ autorisés par la résolution. Selon l'estimé des coûts fournis par le cabinet, il est fort possible que la résolution serait à reprendre en CE ou en Conseil (selon le montant)

2. Nos vérificateurs pourraient questionner la pertinence du changement de cabinet d'avocat dans le dossier après que la ville ait investi des sommes importantes pour



le dit dossier. Il nous faudra conséquemment documenter les raisons pour lesquelles nous devons aller avec un autre cabinet.

3. Mis à part que le conseil de ville ait été avisé hier quant au changement de procureurs affectés au dossier, ils n'avaient pas été informés par sommaire décisionnel comme le veut les usages courants. Les risques sont de nature politique ici, compte tenu de la fragilité des relations existant actuellement au conseil de ville.

4. Le public ou les media pourront légitimement questionner cette pratique, en cette période où la mairie dénonce les coûts des honoraires d'avocats. Il nous faudra ainsi prévoir des éléments de réponse.

### **Résolution « Révision des dossiers juridiques externes de la Ville »**

Cette résolution comporte un considérant qui évoque que ***les membres du CE ont des raisons de croire que des mandats ont été octroyés sans avoir été dûment approuvés.***

1. Tel qu'étayé précédemment, le libellé émet un désaveu tacite quant à la probité des actions de l'administration municipale. Cela jette effectivement un discrédit sur l'administration municipale quant à l'octroi des mandats externes. Ce désaveu, public, ne tient pas contre pourtant des compétences de délégation financière qui permet légalement d'octroyer des mandats de services conseils à l'intérieur des balises émises par le conseil municipal.

2. Qui plus est, cette résolution laisse planer des manquements quant à la probité, l'intégrité et le professionnalisme des actions posées par l'administration municipale. Je rappelle que ces attributions, autorités et délégations sont énoncés et étayés dans la Loi des cités et villes. Cette affirmation sévère vient semer une atmosphère malsaine de suspicion inutile avec l'équipe unie de la ville composée de ses élus et des membres de son administration.

3. Il faut aussi rappeler que les balises de la politique de gestion contractuelle doivent être respectées en tout temps au moment de l'attribution de mandats juridiques selon les délégations autorisées par le conseil de ville.

De plus, l'objet de la résolution est de mandater le cabinet Daveau avocats pour s'enquérir de ***l'état des dossiers juridiques externes*** pour transmettre au ***CE une opinion sur l'état de ces dossiers avec des recommandations*** afin que le ***CE puisse par la suite donner des instructions appropriées dans chacun des dossiers aux avocats concernés.***

1. Ici, la sémantique nous laisse à penser que c'est la qualité des recommandations ou opinion des avocats externes qui est sous examen.

2. Il ne faut pas oublier que les firmes d'avocats sont tenues de se conformer au code de déontologie énoncé par le Barreau du Québec et que la seule évocation quant

à une possible malversation, opinion biaisée, geste illégal ou infraction peut mettre à risque la ville quant à des poursuites en diffamation ou pour atteinte à la

réputation de la part de ces mêmes firmes. De dénoncer publiquement ou de douter de ces mêmes firmes pour des prestations de services reçues antérieurement ou

en cours est excessivement sérieux comme accusations ou prétentions. Nous croyons qu'il est plutôt du recours du Syndic du Barreau de valider de telles

affirmations ou suspicions déontologiques.

### **Recommandations et actions :**

1- Il nous apparaît prioritaire de valider quelle est votre volonté dans ce dossier : examiner le processus d'attribution des mandats ou la pertinence des opinions des avocats externes? Ce sont 2 réalités bien distinctes. Notamment en terme d'octroi de contrat.

2- Quelle période est couverte par cette enquête : est-ce que ce sont les dossiers actifs, si oui lesquels, et quelles sont les raisons qui motivent cet examen

supplémentaire. Est-ce que ce sont également les dossiers clos. Si ce sont ces derniers dossiers, jusqu'à quelle date reculons-nous ?

3- Il n'y a aucun budget attaché à cette résolution. Comme il ne s'agit pas d'un recours judiciaire, nous sommes d'avis qu'elle n'est pourrait être invalidée.

4- Il importera de préciser que les dossiers de la Commission municipale sont exclus de cette enquête, puisque ce sont des dossiers personnels à chacun des conseillers. La Ville a défrayé les coûts des honoraires en regard de l'obligation prévue à la loi, mais le droit au secret professionnel appartient à l'élu.

5- Il est essentiel de demander un estimé au cabinet Deveau désigné par vous dans ce dossier.

6- Comme nous ignorons les raisons qui motivent une telle enquête, nous jugeons important qu'un argumentaire solide soit étayé afin de justifier cette position face aux vérificateurs ou à l'opinion publique, ainsi qu'aux avocats à qui on pourrait demander de collaborer. Qui paiera les honoraires de ces mêmes cabinets externes sollicités et qui voudraient collaborer dans le cadre d'un examen ? Selon nous il est implicite que nous recevrons des factures de ces mêmes cabinets d'avocats sans même exercer de contrôles financiers sur la facturation reçue par ces mêmes firmes. Qui plus est, nous nous exposons à des poursuites en dommages et intérêts de la part de ces mêmes firmes notamment si l'information transmise suite à cette enquête portait atteinte à sa réputation.

7- Il est à noter que le mode de fonctionnement retenu pour donner ce mandat pourrait être critiqué par un vérificateur interne et si c'est la compétence et l'intégrité des avocats mandatés qui est en cause, cela est de la compétence du syndic du Barreau du Québec.

8- Enfin, il importe de souligner que les membres du personnel qui travaillent aux affaires juridiques, au greffe ainsi qu'à la direction générale reconnaissent qu'un nouveau maire puisse avoir des doutes ou se poser des questions. Nous reconnaissons tous aussi les compétences exclusives du maire énoncées dans la Loi des cités et villes, c'est une évidence. Cependant, nous sommes d'avis que la manière utilisée ainsi que la méthode retenue dans ce dossier sont singulières et vont à l'encontre de relations de travail harmonieuses.

9- Le CE doit préciser sa pensée auprès du procureur retenu et celui-ci devrait nous rencontrer pour discuter de la sensibilité d'un tel mandat et des risques encourus par la ville.

10-En conséquence, en vertu des attributions et compétences qui me sont déléguées, je vais mandater une firme d'avocats externe pour valider la conformité des actions mandatées par la dite résolution afin de protéger les intérêts de la ville dans le cadre de la révision des dossiers juridiques externes à la ville. L'intention n'est pas de questionner la légitimité des actions, compétences ou de l'existence juridique du CE tel qu'énoncé par le Cabinet Deveau. Je demanderai en outre un exposé des risques majeurs auxquels la ville serait exposée quant à la démarche signifiée par le CE, compte tenu de la sensibilité du dossier.

11- Puisque ce dossier sensible est maintenant à la disposition du conseil de ville, nous ferons rapport des fruits de l'opinion au CE et au conseil de ville dans un souci de transparence absolue.

En toute collaboration Monsieur le maire

François

**François Vaillancourt**

Directeur général

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Poste : 2406

Avant d'imprimer, pensez à l'environnement!

AVIS DE